

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

(L.R.Q., c. C-11)

ET RÈGLEMENTS DONT L'APPLICATION RELÈVE DE L'OFFICE

AVEC NOTES EXPLICATIVES ET JURISPRUDENCE

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

SEPTEMBRE 2008

Assemblée nationale
Bibliothèque
10 DEC 2008
Document retiré
de la collection

AVERTISSEMENT

Ce document a été rédigé à l'intention du personnel de l'Office. Il comprend deux parties principales, la première consacrée au texte de la Charte de la langue française, la seconde aux règlements adoptés en vertu de la loi et dont l'application relève de l'Office. Les textes qui figurent ici n'ont pas de valeur officielle. Seuls ont force de loi les textes parus à la Gazette officielle du Québec de même que ceux préparés et publiés par la Direction de la refonte des lois et des règlements.

La Charte de la langue française (L.Q. 1977, c. 5) est entrée en vigueur le 26 août 1977. La Loi sur la langue officielle (loi 22), qu'elle remplace, était entrée en vigueur le 31 juillet 1974.

On a tenu compte des modifications apportées à la Charte de la langue française par la « Loi n° 104 » (L.Q. 2002, c. 28) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2002; les modifications non encore en vigueur (visant l'article 16) sont indiquées entre crochets []. Le texte tient compte également de la mise sur pied de la Commission des relations du travail (L.Q. 2001, c. 26) le 25 novembre 2002.

Les décisions judiciaires ou arbitrales résumées ici ont été retenues selon leur intérêt dans l'application de la loi. Les jugements touchant la langue de l'enseignement sont omis, ce domaine relevant du ministre de l'Éducation en vertu de l'article 75.

Les commentaires et les résumés de jurisprudence ajoutés ou modifiés substantiellement depuis la version précédente (novembre 2006) sont indiqués par une ligne verticale en bordure à gauche.

Dates d'entrée en vigueur des lois modifiant la Charte de la langue française (les lois apportant des modifications mineures ou de simple concordance ont été omises)

Loi 57 (1983, c. 56)	1 ^{er} février 1984 (décret 186-84 du 25 janvier 1984)
Loi 178 (1988, c. 54)	22 décembre 1988 (jour de la sanction)
Loi 86 (1993, c. 40)	22 décembre 1993 (décret 1755-93 du 8 décembre 1993)
Loi 40 (1997, c. 24)	1 ^{er} septembre 1997 (décret 1011-97 du 13 août 1997), sauf articles édictant les art. 52.1 et 205.1 (1 ^{er} janvier 1998)
Loi 171 (2000, c. 57)	18 juin 2001 (décret 683-2001 du 6 juin 2001), sauf partie de l'art. 29.1 édicté par l'art. 6,1 ^e
Loi 104 (2002, c. 28)	1 ^{er} octobre 2002 (décret 1015-2002 du 4 septembre 2002), sauf article premier, modifiant l'article 16 (non en vigueur)

TABLE DES MATIÈRES

Préambule

	Articles	Pages
Titre I		
Le statut de la langue française		
- Chapitre I	1	2
- La langue officielle du Québec		
- Chapitre II	2 à 6	2
- Les droits linguistiques fondamentaux		
- Chapitre III	7 à 13	5
- La langue de la législation et de la justice		
- Chapitre IV	14 à 29.1	9
- La langue de l'Administration		
- Chapitre V	30 à 40	26
- La langue des organismes parapublics		
- Chapitre VI	41 à 50	32
- La langue du travail		
- Chapitre VII	51 à 71	45
- La langue du commerce et des affaires		
- Chapitre VIII	72 à 88	68
- La langue de l'enseignement		
- Chapitre VIII.1		
- Les politiques des établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française	88.1 à 88.3	74
- Chapitre IX	89 à 98	75
- Dispositions diverses		

	Articles	Pages
Titre II		
L'officialisation linguistique, la toponymie et la francisation		
- Chapitre I	99	79
- Interprétation		
- Chapitre II	100 à 121	79
- L'officialisation linguistique		
- Chapitre III	122 à 128	81
- La Commission de toponymie		
- Chapitre IV	129 à 134	84
- La francisation de l'Administration		
- Chapitre V	135 à 156	86
- La francisation des entreprises		
<hr/>		
Titre III		
L'Office québécois de la langue française		
- Chapitre I	157 à 158	100
- Institution		
- Chapitre II	159 à 164	101
- Mission et pouvoirs		
- Chapitre II.I		
- Organisation		
Section I	165. à 165.10	102
Dispositions générales		
Section II		
Le comité d'officialisation linguistique et le comité de suivi de la situation linguistique	165.11 à 165.14	105
<hr/>		

	Articles	Pages
Titre III.1	166 à 177	106
- Inspections et enquêtes		
- Chapitre IV	178 à 184	110
- Dispositions diverses		
<hr/>		
Titre IV	185 à 204	111
Le Conseil supérieur de la langue française		
Titre V	205 à 208.2	114
Dispositions pénales et autres sanctions		
Titre VI	209 à 214	117
Dispositions transitoires et diverses		
<hr/>		
Annexe		118
A. L'Administration		
B. Les organismes parapublics		
<hr/>		
Jalons historiques		120
<hr/>		
Règlements dont l'application relève de l'Office		122

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

PRÉAMBULE

Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone, la langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité.

L'Assemblée nationale reconnaît la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française. Elle est donc résolue à faire du français la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.

L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture, dans le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et celui des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec.

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Ces principes s'inscrivent dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale.

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

N.B.

Le 3^e alinéa a été remplacé en 1983 (L.Q. 1983, c. 56, a. 1^{er}). Le texte de 1977 ne faisait aucune mention des institutions de la communauté québécoise de langue anglaise :

«L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un climat de justice et d'ouverture à l'égard des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec.»

TITRE I

LE STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE

CHAPITRE I

LA LANGUE OFFICIELLE DU QUÉBEC

1. Le français est la langue officielle du Québec.

1977, c. 5, a. 1.

JURISPRUDENCE

1. *Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal c/ P.G. du Québec* 1976 C.S. 430.

Statuant sur la validité constitutionnelle de l'art. 1^{er} de la Loi 22 (1974, c. 6), le juge Deschênes conclut que le Québec a le pouvoir de déclarer le français langue officielle, pour ce qui a trait aux matières de compétence législative provinciale. Il n'existe pas de définition juridique ou constitutionnelle du concept de «langue officielle» et la portée véritable de l'art. 1^{er} découle de la loi dans son ensemble.

COMMENTAIRES

1. Il s'agit d'un énoncé de principe, formulé dans les mêmes termes que l'art. 1^{er} de la Loi sur la langue officielle de 1974 (Loi 22).

2. La Charte de la langue française, comme toute loi du Québec, doit s'appliquer de manière à ne pas restreindre le statut du français, selon l'art. 40 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., c I-16) tel qu'il a été modifié en 1977 :

« 40. Le préambule d'une loi en fait partie et sert à en expliquer l'objet et la portée.

Les lois doivent s'interpréter, en cas de doute, de manière à ne pas restreindre le statut du français. »

CHAPITRE II

LES DROITS LINGUISTIQUES FONDAMENTAUX

2. Toute personne a le droit que communiquent en français avec elle l'Administration, les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels, les associations de salariés et les diverses entreprises exerçant au Québec.

1977, c. 5, a. 2.

JURISPRUDENCE

Association des analystes financiers de Montréal c/ Association for Investment Management and Research C.S. Montréal 500-05-056980-004, 10 mai 2000 (J.E. 2000-1204), juge François Bélanger.

Les candidats québécois à l'examen de la Chartered Financial Analyst (CFA), de Virginie, bénéficiaient depuis 25 ans de la faculté de répondre en français aux questions posées en langue anglaise. L'organisme décide de mettre fin à cette pratique à compter de l'examen de juin 2000, ce que

l'Association conteste notamment sur la base de l'art. 2 de la Charte. La Cour supérieure rejette la requête en injonction interlocutoire. La portée de l'art. 2 est incertaine, et l'Association n'a pas un intérêt direct puisque ni elle ni ses membres ne sont appelés à subir l'examen. La Cour note également que dans tous les autres pays, y compris la France, les candidats doivent répondre en anglais, et elle mentionne les coûts élevés de correction d'examens rédigés en français.

COMMENTAIRES

*Les art. 2, 4 et 5 du présent chapitre, touchant les droits fondamentaux, ont un caractère déclaratoire. Ils ont pour fonction d'orienter l'interprétation de l'ensemble du texte législatif, mais ne définissent aucune infraction dans des termes propres à autoriser des poursuites pénales. Quant aux effets incertains de l'art. 2 en matière civile, voir **Association des analystes financiers**, supra.*

3. En assemblée délibérante, toute personne a le droit de s'exprimer en français.

1977, c. 5, a. 3.

JURISPRUDENCE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c/ Bertrand T.D.P.Q. Montréal 500-53-000135-002, 1^{er} mai 2001 (J.E. 2001-1291).

(Ce jugement ne s'appuyant pas sur la Charte de la langue française, il figure ici en raison du fait que la langue a été considérée comme un facteur de discrimination). Expulsée d'une réunion de copropriétaires parce qu'elle tenait à prendre la parole en français, la plaignante obtient une compensation de 4 000 dollars (3 000 à titre de dommages moraux, et 1 000 à titre de dommages punitifs). Un appartement où se déroule une telle assemblée est considéré comme un lieu public pendant cette réunion, au sens de l'art. 15 de la Charte des droits et libertés de la personne. Le tribunal conclut que la plaignante a été expulsée d'un lieu public pour un motif fondé sur la langue, contrairement à l'art. 10 de cette Charte, et qu'une atteinte a été portée à sa liberté d'expression et d'association.

COMMENTAIRES

Le terme assemblée délibérante doit être entendu dans le sens courant. Selon le dictionnaire Robert, une assemblée est la «réunion des membres d'un corps constitué ou d'un groupe de personnes, régulièrement convoqués pour délibérer en commun d'affaires déterminées, particulières ou publiques»: par exemple, un Conseil municipal, le Conseil d'administration d'une société, une assemblée d'actionnaires, une assemblée de commissaires d'école, l'assemblée générale des membres d'un syndicat.

4. Les travailleurs ont le droit d'exercer leurs activités en français.

1977, c. 5, a. 4.

COMMENTAIRES

Les art. 41 à 50 (chapitre sur la langue du travail) et les art. 135 à 154 (chapitre sur la francisation des entreprises) précisent la portée de cet article.

5. Les consommateurs de biens ou de services ont le droit d'être informés et servis en français.

1977, c. 5, a. 5.

COMMENTAIRES

1. Les art. 51 à 71 (chapitre sur la langue du commerce et des affaires) précisent la portée de cet article. Voir également les art. 23, 27, 30 et 30.1, ainsi que l'art. 35 (services professionnels).

2. Par «consommateur», on entend toute personne physique qui achète ou loue un bien ou un service pour son propre usage : le consommateur est celui qui utilise personnellement un produit. Dans l'affaire **Roy Caisses Enregistreuses Ltée c/ Majianesi, Giovanni** (1977 C.A. 569 à 575), la Cour d'appel a affirmé ce qui suit : «Un consommateur, le mot le dit, est celui qui acquiert des biens pour fins de consommation par usage, qu'il n'acquiert pas pour aliéner ensuite à profit, cette notion de profit étant de l'essence de celle de commerce. Peu importe qu'une caisse enregistreuse soit essentielle, nécessaire ou utile au commerce de boucher, comme un camion ou une bicyclette de livraison, le fait est qu'elle est achetée pour consommation par le commerçant, non pour revente» (p. 572).

6. Toute personne admissible à l'enseignement au Québec a droit de recevoir cet enseignement en français.

1977, c. 5, a. 6.

COMMENTAIRES

Voir les art. 72 à 88 de la Charte (chapitre sur la langue de l'enseignement), qui prévoient qu'en règle générale l'enseignement se donne en français dans les classes maternelles, et dans les écoles primaires et secondaires, ainsi que les exceptions à cette règle générale et leurs modalités d'application. Voir également les art. 88.1 à 88.3, édictés par la « Loi n° 104 » (2002, c. 28, a. 10), imposant aux établissements d'enseignement collégial et universitaire l'obligation d'adopter une politique relative à l'emploi et à la qualité de la langue française, avant le 1^{er} octobre 2004, et de la transmettre au ministre de l'Éducation.

CHAPITRE III

LA LANGUE DE LA LÉGISLATION ET DE LA JUSTICE

7. Le français est la langue de la législation et de la justice au Québec sous réserve de ce qui suit :

1° les projets de loi sont imprimés, publiés, adoptés et sanctionnés en français et en anglais, et les lois sont imprimées et publiées dans ces deux langues;

2° les règlements et les autres actes de nature similaire auxquels s'applique l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867 sont pris, adoptés ou délivrés, et imprimés et publiés en français et en anglais;

3° les versions française et anglaise des textes visés aux paragraphes 1° et 2° ont la même valeur juridique;

4° toute personne peut employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Québec et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

1977, c. 5, a. 7; 1993, c. 40, a. 1.

JURISPRUDENCE

1. **Blaikie n° 1 : P.G. du Québec c/ Blaikie** (1979) 2 R.C.S. 1016

La Cour suprême a conclu à l'invalidité des art. 7 à 13 de la Charte tels qu'ils se lisaient de 1977 à 1993. En effet l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, qui exige que les actes de la législature de Québec soient « imprimés et publiés » en français et en anglais, exige implicitement que ces textes soient aussi adoptés dans ces deux langues et que les deux versions aient la même valeur juridique. De plus l'art. 133 reconnaît le droit d'utiliser l'une ou l'autre de ces langues devant les tribunaux et l'Assemblée nationale ne pouvait pas imposer aux personnes morales l'emploi exclusif du français; enfin, l'art. 133 ne fait pas partie de la « constitution de la province » et le Québec n'a donc pas le pouvoir de le modifier.

2. **Blaikie n° 2 : P.G. du Québec c/ Blaikie** (1981) 1 R.C.S. 312 (voir le commentaire 3).

3. **P.G. du Québec c/ Sinclair** (1992) 1 R.C.S. 579

Le 27 février 1992, la Cour suprême a décidé que les textes d'application faisant partie du processus législatif, comme le décret fusionnant les villes de Rouyn et de Noranda, sont assujettis à l'art. 133.

4. **Montplaisir c/ Québec (Procureur Général) J.E. 97-94 ; (1997) R.J.Q. (C.S.) 109 à 132.**

En publiant à la Gazette officielle du Québec la liste des circonscriptions électorales, avec le nom et la délimitation de chacune d'elles, la Commission de la représentation électorale ne pose pas un acte de nature législative visé par l'obligation d'employer le français et l'anglais, au sens de l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867; par conséquent la publication non simultanée du texte français (30 avril 1980) et du texte anglais (30 juillet 1980) ne violait pas l'art. 133. La proclamation relative à la dissolution de l'Assemblée nationale n'est pas non plus un acte de nature législative au sens de l'art. 133.

5. **Peters c/ Gatineau (Ville de)**, C.S. Hull (550-36-000035-996), 26 avril 2000 (J.E. 2000-1159), juge Orville Frenette.

Dans l'interprétation de l'art. 344 du Code de la sécurité routière, qui comporte des sens contradictoires dans les textes en français et en anglais, concernant l'interdiction de dépassement, la Cour municipale avait donné préséance au français, s'autorisant de la Loi d'interprétation. La Cour supérieure conclut au contraire qu'on ne peut donner préséance au texte français sans aller à l'encontre de l'égalité de statut des deux versions, prévue tant par la Charte canadienne des droits et libertés, que par l'art. 7, 3^e de la Charte de la langue française. De plus, conformément aux règles applicables en matière pénale, l'accusé peut se prévaloir de la version la plus favorable pour lui, c'est-à-dire de la version anglaise, en l'occurrence.

6. **Lavigne c/ Québec (Attorney General)**, C.S. Montréal (500-05-056434-002), 14 décembre 2000 (J.E. 2001-444), juge Louise Lemelin.

Le gouvernement du Québec avait refusé une requête voulant qu'il plaide en anglais verbalement et par écrit devant la Cour fédérale. Le requérant invoque, à l'encontre de cette décision, l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, la liberté d'expression (Charte canadienne, Charte québécoise) et l'art. 15 de la Charte de la langue française. Selon la Cour supérieure, l'art. 133 donne le droit à toute personne, y compris l'avocat du gouvernement du Québec, de plaider soit en français, soit en anglais, et ne donne pas le droit à une partie d'imposer sa propre langue à l'autre partie. L'art. 15 de la Charte de la langue française ne s'applique pas aux procédures devant les tribunaux, mais seulement aux communications de l'Administration. Malgré les dispositions relatives à la liberté d'expression, les procédures et les plaidoiries devant les tribunaux ne peuvent se faire que dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada, et le requérant a le droit de s'exprimer lui-même en anglais s'il le désire.

Confirmé en appel (C.A.M. 500-09-010505-014), le 14 mai 2001. Demande d'autorisation d'appel rejetée par la Cour suprême le 30 août 2002.

7. **Union québécoise pour la conservation de la nature c/ Québec**, C.S. Terrebonne (700-17-002409-042), 31 mars 2005, juge Marie-France Courville J.C.S.

Saisi d'une demande d'annulation d'un décret (1092-2004) du gouvernement du Québec permettant à Pipeline Trans-Nord (PTNI) d'augmenter la capacité de l'oléoduc dans le parc d'Oka, le tribunal examine la différence de rédaction de la version française et de la version anglaise de l'art. 7 de la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9), qui interdit le passage d'oléoducs mais prévoit certaines exceptions. Alors que le texte français des exceptions dit « équipements de transport d'énergie et de communication », le texte anglais, plus restrictif, dit « electric power or communications transmission equipment », ce qui laisserait entendre que seules les lignes de transport d'électricité déjà existantes seraient visées, et non les oléoducs. Le tribunal, selon la règle habituelle, cherche à concilier les deux versions, qui ont la même valeur juridique. Il conclut, à la lumière des travaux parlementaires, que « la version française de l'art. 7 et du troisième alinéa doit être préférée parce qu'elle traduit mieux l'intention du législateur et surtout parce qu'elle respecte les principes de la non-rétroactivité des lois et de la protection des droits acquis tout en ne faisant pas échec à l'objectif de préservation des caractéristiques d'un parc ».

8. **Québec (Procureur général) c/ Savage**, Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Hull, 550-61-002550-040), 20 janvier 2006, Christine Auger, J.P.M.

Poursuivi pour excès de vitesse, l'accusé, qui vit en Ontario, soulève notamment le fait que le constat d'infraction qu'on lui a remis à Gatineau, près du pont McDonald Cartier, a été rédigé en français seulement, ce qui irait à l'encontre du droit à l'égalité selon l'art. 15 de la Charte canadienne des droits et libertés. Le tribunal relève le fait qu'au verso du constat, on peut lire en anglais : « To obtain a statement of offence in english (sic), contact... » avec l'adresse du ministère de la Justice et les numéros de téléphone utiles. L'accusé ne s'est pas prévalu de cette offre. Selon le tribunal, les faits sont similaires à ceux jugés par la Cour suprême dans l'arrêt *MacDonald c/ City of Montreal* (1986) 1 R.C.S. 460, concernant la portée de l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867. L'objet de l'art. 133 n'est pas de conférer des droits linguistiques au destinataire du constat, et il n'impose à l'État aucun devoir à cet égard, son but étant plutôt

de donner le choix de faire usage du français ou de l'anglais. Il ne faut pas confondre les droits linguistiques et le droit à un procès impartial et équitable, qui inclut ceux de comprendre l'accusation et de pouvoir invoquer des moyens de défense. Une sommation à comparaître est un document délivré par la Cour, qui constitue le premier acte de procédure du procès, et un accusé ne bénéficie pas du droit d'être convoqué au tribunal dans sa propre langue. L'accusé est reconnu coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

COMMENTAIRES

1. Les modifications apportées à ce chapitre par la Loi 86 (1993, c. 40) visent à harmoniser ses dispositions avec l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867.

2. Texte de l'article 133 :

« Dans les chambres du Parlement du Canada et les chambres de la Législature du Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif, mais dans la rédaction des registres, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire. En outre, dans toute plaidoirie ou pièce de procédure devant les tribunaux du Canada établis sous l'autorité de la présente loi, ou émanant de ces tribunaux, et devant les tribunaux du Québec, ou émanant de ces derniers, il pourra être fait usage de l'une ou l'autre de ces langues.

Les lois du Parlement du Canada et de la Législature du Québec devront être imprimées et publiées dans ces deux langues. »

Note: Cette traduction française est celle retenue par la Cour suprême du Canada.

3. Le 6 avril 1981, la Cour suprême a jugé que seuls doivent bénéficier de la garantie de bilinguisme découlant de l'art. 133 les règlements qui sont pris par le gouvernement ou qui doivent être approuvés par le gouvernement avant d'entrer en vigueur. En revanche, les règlements des municipalités et commissions scolaires ne sont pas soumis à la règle du bilinguisme.

4. À des fins de concordance, l'art. 64 de la Loi 86 (1993, c. 40) a abrogé l'art. 40.1 de la Loi d'interprétation (L.R.Q. c. I-16). Cet article, dont le principe avait été édicté à l'origine par l'art. 2 de la Loi sur la langue officielle de 1974, donnait préséance à la version française des lois :

« 2. En cas de divergence que les règles ordinaires d'interprétation ne permettent pas de résoudre convenablement, le texte français des lois du Québec prévaut sur le texte anglais. »

Cette règle d'interprétation avait par la suite disparu en 1977 lors du remplacement de la Loi 22 par la Charte de la langue française (L.Q. 1977, c. 5, a 224), dont l'art. 9 donnait valeur officielle au seul texte français des lois, puis elle était réapparue dans la Loi d'interprétation en 1979 (L.Q. 1979, c. 61, a. 5), pour tenir compte du jugement de la Cour suprême invalidant l'art. 9 de la Charte, avant d'être finalement abrogée en 1993.

8. S'il existe une version anglaise d'un règlement ou d'un autre acte de nature similaire auxquels ne s'applique pas l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, le texte français, en cas de divergence, prévaut.

1977, c. 5, a. 8; 1993, c. 40, a. 1.

9. Tout jugement rendu par un tribunal judiciaire et toute décision rendue par un organisme exerçant des fonctions quasi-judiciaires sont traduits en français ou en anglais, selon le cas, à la demande d'une partie, par l'Administration tenue d'assumer les coûts nécessaires au fonctionnement de ce tribunal ou de cet organisme.

1977, c. 5, a. 9; 1993, c. 40, a. 1.

COMMENTAIRES

Comparer avec le texte de l'art. 16 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6) :

« 16. Le ministre de la justice doit faire en sorte que les jugements prononcés en anglais par les tribunaux soient traduits dans la langue officielle. »

JURISPRUDENCE

Morand c/ Québec (Procureur général), C.A. Montréal (500-09-001436-914), 3 octobre 2000 (J.E. 2000-1965).

La Cour d'appel refuse de déclarer qu'en vertu de l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, l'État est tenu de fournir une traduction des jugements à une personne dans sa propre langue. Les droits linguistiques ne constituent pas une composante des libertés fondamentales définies par l'art. 3 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. S'appuyant sur l'arrêt *Pilote c/ Corp. de l'hôpital Bellechasse de Montréal* [1994] R.J.Q. 2431 (C.A.) (J.E. 94-1508), la Cour conclut que l'État ne se voit imposer par l'art. 133 aucune obligation constitutionnelle de fournir une traduction authentifiée d'un jugement, mais elle relève le fait que l'art. 9 de la Charte de la langue française prévoit qu'une traduction des jugements est fournie par le gouvernement du Québec à la demande d'une partie.

10. - 13. Remplacés.

1993, c. 40, a. 1.

CHAPITRE IV

LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION

14. Le gouvernement, ses ministères, les autres organismes de l'Administration et leurs services ne sont désignés que par leur dénomination française.

1977, c. 5, a. 14.

COMMENTAIRES

1. Les organismes de l'Administration sont définis à l'annexe de la Charte, paragraphe A. L'Assemblée nationale ne fait pas partie de l'Administration au sens de la Charte; donc, l'appellation «National Assembly» ne déroge pas à la loi.

2. Les toponymes utilisés dans les dénominations doivent être officiels. Ce caractère officiel leur est conféré soit par une loi votée par l'Assemblée nationale (ex. : la Loi sur la division territoriale, L.R.Q. c. D-11); soit par application d'une loi déléguant ce pouvoir à une autre instance (gouvernement, ministre ou organisme); ou encore en vertu d'une décision de la Commission de toponymie.

3. La Charte ne s'applique que sur le territoire du Québec. Dans le cas des délégations du Québec à l'étranger, on recommande que les bureaux du Québec aient une dénomination en français, avec traduction au besoin dans la langue du pays y compris sur les cartes professionnelles utilisées par le personnel. La même règle s'applique aux délégations du Québec dans les autres provinces canadiennes.

15. L'Administration rédige et publie dans la langue officielle ses textes et documents.

Le présent article ne s'applique pas aux relations avec l'extérieur du Québec, à la publicité et aux communiqués véhiculés par des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français ni à la correspondance de l'Administration avec les personnes physiques lorsque celles-ci s'adressent à elle dans une langue autre que le français.

1977, c. 5, a. 15.

JURISPRUDENCE

Lucille Sarzano Cézair c/ Ville de Westmount et CUM, Cour du Québec ch. civile, 30 septembre 2004, juge Normand Amyot (Montréal 500-02-061614-975)

M^{me} Sarzano Cézair contestait une décision rendue par le Bureau de révision de l'évaluation foncière (BREF), le 6 novembre 1997, qui rejetait les plaintes soumises par M^{me} Cézair pour cause de dépôt tardif. Certains des arguments soulevés par la plaignante sont d'ordre linguistique. Elle allègue que l'avis d'évaluation qui lui avait été expédié par la C.U.M. n'était pas accompagné, comme les années précédentes, d'un avis « distinct, rédigé en français et en anglais ». Le tribunal, appliquant la norme de la décision correcte sur une question de droit, conclut que le BREF a eu raison de considérer que « la Charte de la langue française n'oblige pas la Ville de Westmount à transmettre à ses contribuables un avis distinct, bilingue; elle doit communiquer avec ses contribuables en français et peut également inclure une version anglaise de ses documents, mais elle n'en a pas l'obligation. » Selon le tribunal il aurait été souhaitable que l'avis d'évaluation et le compte de taxes soient accompagnés d'un avis

distinct rédigé en français et en anglais; toutefois, l'envoi de l'avis en français seulement n'entraînait aucun vice de forme pouvant en affecter la validité, et la décision rendue par le BREF sur ce point était donc correcte.

(Voir cependant *Ville de Chambly c/ Svendsen*, infra, paragr. 3.)

COMMENTAIRES

1. Les textes et documents visés à cet article sont les textes et documents à caractère administratif, rédigés ou publiés par l'Administration, notamment :

- a. pour assurer la gestion interne de l'organisme (politiques administratives, directives, procédures);
- b. pour permettre au citoyen d'accomplir ses devoirs ou d'exercer ses droits (formulaires, permis, contravention, immatriculation);
- c. pour informer le citoyen des exigences de l'application de toute loi, de tout règlement, de toute décision le concernant et des services que l'organisme met à sa disposition (avis public, dépliant d'information, communiqués, documents publicitaires).

2. Par application de la règle d'interprétation édictée à l'art. 89, le premier alinéa de l'art. 15 permet à l'Administration de rédiger et de publier ses textes et documents à la fois en français et dans une autre langue. Toutefois, la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration (décision n° 96-312 du 12 novembre 1996) prévoit que « 6. De façon générale, l'Administration emploie exclusivement le français dans la rédaction et la publication de ses textes, documents et communications, y compris ceux qui sont diffusés sur support électronique. » :

<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

La portée réelle de cet article, et du bilinguisme facultatif autorisé par l'art. 89, dépendront par conséquent du contenu de la politique linguistique en vigueur dans chaque ministère ou organisme.

3. Le second alinéa de l'art. 15 prévoit trois exceptions. Lorsqu'elles s'appliquent, l'Administration retrouve toute liberté de publier ses textes et documents exclusivement dans une autre langue que le français.

Par « relations avec l'extérieur du Québec », il faut entendre les relations de l'Administration avec des personnes physiques et morales situées à l'extérieur du Québec, à l'exception des autres gouvernements.

L'Administration ne pourrait décider de son propre chef d'envoyer des documents dans une langue autre que le français à des personnes physiques sans que celles-ci n'en aient fait la demande. Elle n'est pas tenue de répondre à un citoyen dans la langue utilisée par celui-ci, et la faculté que laisse le second alinéa de l'art. 15 d'utiliser une autre langue, avec un citoyen qui a communiqué avec l'Administration dans cette langue, ne peut servir de fondement à un droit à des services dans une autre langue que le français. Voir cependant la décision *Ville de Chambly c/ Svendsen* (C.S. Longueuil, 505-05-003995-971, 9 décembre 1999, J.E. 2000-322) où le juge Jean-Guy Dubois annule une vente pour taxes faite à la suite d'un avis expédié en français seulement, au motif que la Ville avait auparavant communiqué en anglais avec la destinataire. Cette décision a été confirmée en appel (118353 Canada ltée, 2760-1699 Québec inc. et 2426-4160 Québec inc. c/ Sheila Svendsen et Ville de Chambly, C.A.M. 500-09-009133-000), le 4 juin 2002 (juges Fish, Proulx, Letarte).

Voir les n° 8 et n° 9 de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration qui imposent l'emploi exclusif du français en cas de publipostage, et la diffusion d'une version dans une autre langue dans une publication distincte :

<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

4. Cas particuliers

a. L'art. 15 ne vise pas la partie manuscrite des formulaires utilisés ou diffusés par l'Administration, lorsque ces formulaires sont remplis par des personnes qui n'appartiennent pas à l'Administration (ex. : un citoyen qui remplit sa déclaration de revenus).

b. Avis publics

Certaines lois prévoient encore l'obligation pour l'Administration de publier ses avis publics à la fois en français et en anglais : Loi sur les cités et villes, L.R.Q., c. C-19, art. 335 (« l'avis public doit être rédigé en français et en anglais »). Partout où elle subsiste encore dans les textes, cette obligation de bilinguisme a été privée d'effet de façon générale par l'art. 90 de la Charte. À noter : le choix que laissait l'art. 345 de cette même loi de publier un avis municipal soit dans un journal de langue française ou dans un journal de langue anglaise, a été supprimé en 2006 (c. 60, a 23).

c. Offres d'emploi

Les offres d'emploi doivent être conformes à l'art. 41 (en français ou bilingues). Les offres d'emploi publiées dans un quotidien de langue autre que le français pourront être rédigées dans une autre langue en vertu de la règle énoncée à l'art. 42, pourvu qu'elles soient publiées simultanément dans un journal de langue française.

d. Certificats, attestations et permis

Ils doivent être établis en français seulement, mais les diplômes et certificats attestant d'une formation peuvent être délivrés à la fois en français et dans la langue dans laquelle l'enseignement a été reçu, pourvu que le français y figure de façon prédominante. Voir à ce propos le n° 12 de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration :

<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

5. Comparer avec le texte des art. 6 à 8 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6) :

« 6. Doivent être rédigés en français les textes et documents officiels émanant de l'administration publique.

7. Sont réputés officiels :

a) les textes et documents qui émanent de l'administration publique et que la loi déclare authentiques en raison de leur caractère public, notamment les écrits visés à l'article 1207 du Code civil;

b) les autorisations, les avis et les autres documents de même nature émanant de l'administration publique.

8. Les textes et documents officiels peuvent être accompagnés d'une version anglaise; en pareil cas et sauf les exceptions prévues par la présente loi, seule la version française est authentique. »

16. Dans ses communications écrites avec les autres gouvernements et avec les personnes morales établies au Québec, l'Administration utilise [uniquement] * la langue officielle.

[Toutefois, le gouvernement peut déterminer, par règlement, les cas, les conditions ou les circonstances où une autre langue peut être utilisée en plus de la langue officielle.]*

* non en vigueur

1977, c. 5, a. 16; 1993, c. 40, a. 2; 2002, c. 28, a. 1.

COMMENTAIRES

1. [Les modifications apportées par la Loi 86 (1993, c. 40) avaient eu pour effet d'autoriser l'utilisation d'une autre langue, en plus du français, dans les communications écrites visées par cet article. La Loi n° 104 (2002, c. 28) a réintroduit le principe de l'unilinguisme français, tout en donnant au gouvernement le pouvoir de prévoir des exceptions par règlement.] *

* non en vigueur.

2. Le fait que la modification législative de 2002 ne soit pas en vigueur a pour effet de maintenir le régime prévu depuis 1993, de telle sorte que l'Administration pourrait expédier des communications rédigées soit en français, soit à la fois en français et dans une autre langue, mais il ne s'ensuit pas que les destinataires puissent choisir de recevoir une communication en français ou une communication dans une autre langue (contrairement à ce que prévoit le 2° alinéa de l'art. 15 pour les communications avec un citoyen en particulier). Concernant le caractère officiel du texte français, voir le point 10 de la Politique gouvernementale de 1996 :

10. La traduction de toute correspondance adressée à un autre gouvernement, à une personne morale ou à une société établie au Québec est présentée sur papier sans en-tête, sans signature, et portant la mention « Traduction ».

<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

3. Par l'expression « autre gouvernement », on entend l'Exécutif (Conseil des ministres, présidents, gouverneurs ou l'équivalent) du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des gouvernements de pays étrangers. Dans le cas de communications écrites adressées au gouvernement fédéral, ou à un gouvernement provincial, à un gouvernement étranger, ou encore à une organisation internationale qui a le français comme langue officielle ou comme langue de travail, seul le français sera utilisé conformément à la politique linguistique du ministère ou de l'organisme concerné, sous réserve des usages internationaux (art. 92). Pour plus de détails, consulter le Guide de la pratique des relations internationales du Québec, ministère des Relations internationales, 2000, notamment aux pages 230 à 235.

4. Par « communication écrite », on entend toute correspondance, texte ou document adressés par l'Administration aux autres gouvernements et à une personne morale établie au Québec soit directement, soit par l'entremise d'une personne physique, lorsque leur contenu est individualisé. Un rapport annuel, un avis juridique, une recherche, des statistiques, un document de travail, une note collective, par exemple, ne sont pas des communications écrites, mais des « textes ou documents » visés par l'art. 15, parce que leur contenu ne varie pas selon le destinataire.

5. Une personne morale est habituellement une société à responsabilité limitée, c'est-à-dire une société par actions. On la reconnaît grâce à l'expression « compagnie » ou « société par actions » dans la raison sociale, ou aux expressions « inc. », « s.a. » ou « ltée » qui figurent à la fin. Noter que l'emploi du mot « corporation » n'est plus admis depuis le 22 octobre 1999, date d'entrée en vigueur de la Loi concernant l'harmonisation au code civil des lois publiques (1999, c. 40, a. 353). Les

coopératives sont également des personnes morales. Une société de personnes n'est pas une personne morale, comme l'indique l'art. 2188 du Code civil du Québec :

«2188. La société est en nom collectif, en commandite ou en participation. Elle peut être aussi par actions; dans ce cas, elle est une personne morale.»

6. On peut considérer comme établie au Québec l'entreprise qui répond aux critères définis par l'art. 6 de la Loi 95 (Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, L.R.Q. c. P-45) :

«... la personne ou la société qui possède une adresse au Québec ou qui, par elle-même ou par l'entremise de son représentant agissant en vertu d'un mandat général, possède un établissement ou un casier postal au Québec, y dispose d'une ligne téléphonique ou y accomplit un acte dans le but d'en tirer un profit, est présumée exercer une activité ou exploiter une entreprise au Québec.»

Une entreprise n'est donc pas tenue de s'immatriculer au registre si elle n'a pas d'employé au Québec, et n'y est représentée que par un distributeur indépendant, ou par un représentant qui n'a pas un mandat général.

7. Les thèmes des art. 15 et 16, visés auparavant par la Loi 22 de 1974, avaient déjà été abordés par une directive générale d'ordre linguistique adoptée par le gouvernement le 4 novembre 1970 (donc avant que le français ne soit proclamé seule langue officielle du Québec) :

« Directive administrative concernant la langue française

ATTENDU qu'il est opportun d'uniformiser l'usage des deux langues officielles par les ministères et organismes du gouvernement dans leurs relations avec l'extérieur;

ATTENDU que la présente directive est une règle de procédure administrative et doit être considérée comme un élément de la politique linguistique générale du gouvernement;

ATTENDU que la présente directive n'affecte pas la réglementation qui pourrait exister concernant le caractère de certaines publications gouvernementales (v.g. rapports annuels, manuels de directives administratives, etc.)

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU :

1. Que toutes les communications, verbales ou écrites, de l'administration québécoise avec le résident québécois doivent avoir lieu dans la langue de celui-ci;
2. Que les communications avec les corps publics québécois et avec les sociétés qui font des affaires au Québec, doivent être en français;
3. Que les communications avec le gouvernement canadien doivent être en français;
4. Que les communications avec les gouvernements provinciaux doivent être en français;
5. Que toutes les autres communications de l'administration québécoise doivent se faire dans la langue du correspondant ou de l'interlocuteur.

Conseil exécutif
Québec, le 4 novembre 1970. »

17. Le gouvernement, ses ministères et les autres organismes de l'Administration utilisent uniquement la langue officielle, dans leurs communications écrites entre eux.

1977, c. 5, a. 17.

18. Le français est la langue des communications écrites à l'intérieur du gouvernement, de ses ministères et des autres organismes de l'Administration.

1977, c. 5, a. 18.

COMMENTAIRES

Cet article impose l'emploi exclusif du français dans les communications écrites internes de l'Administration. Voir cependant l'art. 26 qui autorise l'usage d'une autre langue, en plus du français, dans les communications internes des organismes reconnus en vertu de l'art. 29.1 (ancien art. 113, f), et l'art. 28 qui permet l'usage exclusif de la langue d'enseignement dans les communications pédagogiques de ces organismes.

19. Les avis de convocation, les ordres du jour et les procès-verbaux de toute assemblée délibérante dans l'Administration sont rédigés dans la langue officielle.

1977, c. 5, a. 19.

COMMENTAIRES

Par «assemblée délibérante dans l'Administration», on entend par exemple l'assemblée des membres d'une commission ou d'un organisme, d'un conseil municipal ou d'une commission scolaire. Voir l'art. 3 qui garantit le droit pour toute personne de s'exprimer en français dans une assemblée délibérante.

20. Pour être nommé, muté ou promu à une fonction dans l'Administration, il faut avoir de la langue officielle une connaissance appropriée à cette fonction.

Pour l'application de l'alinéa précédent, chaque organisme de l'Administration établit les critères et modalités de vérification, soumis à l'approbation de l'Office québécois de la langue française. À défaut de quoi, l'Office peut les établir lui-même. Si l'Office estime insatisfaisants les critères et modalités, il peut soit demander à l'organisme concerné de les modifier, soit les établir lui-même.

Le présent article est sans effet dans les organismes et les établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 qui appliquent les mesures approuvées par l'Office suivant le troisième alinéa de l'article 23.

1977, c. 5, a. 20; 1983, c. 56, a. 2; 1993, c. 40, a. 3; 2000, c. 57, a. 1; 2002, c. 28, a. 34.

JURISPRUDENCE

Lachine (ville de) c/ Commission des droits de la personne du Québec 1984 C.S. 361, 1989 R.J.Q. (C.A.) 17.

La Ville de Lachine avait refusé à une «opératrice de terminal» le statut de fonctionnaire permanent parce qu'elle n'avait pas une connaissance suffisante du français. La Cour supérieure affirme (p. 365) que la Charte de la langue française n'est dans ce cas d'aucune utilité et que la Charte des droits et libertés de la personne doit avoir préséance. La connaissance du français ne pouvait être considérée comme une qualité «exigée de bonne foi» au sens de l'art. 20 de la Charte des droits et libertés parce que «dans les faits, la fonction ne requérait nullement cette connaissance courante du français parlé et la sollicitation de candidatures au poste n'exigeait pas la connaissance du français comme critère requis d'emploi» (p. 365). La Cour d'appel confirme cette analyse, basée sur la décision de la Cour suprême dans **Ville de Brossard c/ Québec (Commission des droits de la personne)**, (1988) 2 R.C.S. 279, et conclut que la connaissance du français n'était pas «raisonnablement nécessaire pour assurer l'exécution efficace et économique du travail» (p. 21).

COMMENTAIRES

1. Par «connaissance appropriée à cette fonction», on entend une connaissance appropriée à l'ensemble des tâches qu'une personne est appelée à accomplir, qu'elle soit nommée à titre temporaire ou permanent. L'article ne s'applique pas aux personnes exerçant des fonctions à titre occasionnel. Le mot «fonction» a le sens d'ensemble de tâches correspondant à un poste.

2. À cause de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chap. C-12), on ne peut exiger une connaissance du français supérieure à ce qui est vraiment nécessaire pour l'accomplissement des tâches : voir la décision de la Cour supérieure du 19 mars 1984 dans **Ville de Lachine c/ Commission des droits de la personne**. Notons que cela équivaut à prévoir, pour l'exigence de la langue officielle, des critères du même ordre que ceux applicables en vertu de l'art. 46 lorsqu'un employeur souhaite imposer une langue quelconque contre exigence de recrutement.

3. Chacun des organismes de l'Administration détermine lui-même le niveau de connaissance du français approprié à une fonction, et établit les critères et modalités de vérification. L'Office n'a à cet égard qu'un rôle d'approbation et, le cas échéant, un rôle supplétif. Un organisme peut avoir recours aux services de consultants pour l'établissement des critères et modalités de vérification, ou peut les établir de concert avec d'autres organismes; mais dans l'un et l'autre cas, chacun doit conserver formellement le pouvoir d'en définir le contenu.

4. Un salarié qui occupe déjà un poste a le droit de le conserver, mais il ne pourra être muté ou promu à un autre poste dont les exigences linguistiques sont supérieures, à moins qu'il n'ait du français la connaissance appropriée à la nouvelle fonction.

5. Le troisième alinéa de cet article, ajouté par la Loi 57 (L.Q. 1983, chap. 56) visait à soustraire à l'art. 20 les organismes reconnus en vertu de l'art. 29.1 (ancien art. 113, f), sous réserve des conditions prévues à l'art. 23.

21. Les contrats conclus par l'Administration, y compris ceux qui s'y rattachent en sous-traitance, sont rédigés dans la langue officielle. Ces contrats et les documents qui s'y rattachent peuvent être rédigés dans une autre langue lorsque l'Administration contracte à l'extérieur du Québec.

1977, c. 5, a. 21.

COMMENTAIRES

1. Les contrats conclus par l'Administration peuvent être rédigés en français seulement, ou à la fois en français et dans une autre langue, d'après la règle d'interprétation énoncée à l'art. 89, sous réserve toutefois de la politique linguistique en vigueur dans chaque ministère ou organisme. L'article vise à la

fois les contrats proprement dits, y compris les contrats de sous-traitance, et les documents qui se rattachent à ces contrats : appels d'offre, soumissions, plans et devis. Il ne vise pas les traités internationaux ni les ententes intergouvernementales, mais la politique linguistique de chaque ministère ou organisme peut prévoir à cet égard des exigences particulières.

2. Par exemple, les billets de loterie, les billets d'accès au Stade olympique, les tickets de transport en commun, sont des documents qui se rattachent à des contrats conclus par l'Administration au sens de cet article.

3. L'Administration est réputée avoir contracté à l'extérieur du Québec lorsque le contrat est formellement signé par les parties contractantes hors des limites territoriales du Québec. Dans ce cas, le contrat peut être rédigé seulement dans une autre langue que le français.

4. À titre de comparaison, voir les articles pertinents de la Loi sur la langue officielle ou « Loi 22 » (1974, c. 6) qui prévoyaient des règles explicites pour les contrats conclus « avec l'étranger », notamment eu égard à la langue utilisée et à la non-applicabilité aux contrats d'emprunt du critère du lieu de conclusion des contrats :

« 17. Les contrats conclus au Québec par l'administration publique ainsi que les sous-contrats qui s'y rattachent doivent être rédigés dans la langue officielle; ils peuvent aussi être rédigés à la fois en français et en anglais ou, lorsque l'administration publique contracte avec l'étranger, à la fois en français et dans la langue du pays intéressé. »

48. Les articles 6, 8, 17 et 47 ne s'appliquent pas aux emprunts contractés par l'administration publique auprès de prêteurs dont le domicile ou le siège social est situé hors du Canada, ni aux documents qui les autorisent, les constatent ou s'y rattachent, sans égard au lieu de la passation, de la signature ou de l'émission de ces contrats et documents.

Rien n'empêche l'emploi d'une langue en dérogation avec la présente loi afin de se conformer aux usages internationaux. »

22. L'Administration n'utilise que le français dans l'affichage, sauf lorsque la santé ou la sécurité publique exigent aussi l'utilisation d'une autre langue.

Dans le cas de la signalisation routière, le texte français peut être complété ou remplacé par des symboles ou des pictogrammes et une autre langue peut être utilisée lorsqu'il n'existe aucun symbole ou pictogramme pouvant satisfaire aux exigences de santé ou de sécurité publique.

Toutefois, le gouvernement peut déterminer, par règlement, les cas, les conditions ou les circonstances où l'Administration peut utiliser le français et une autre langue dans l'affichage.

1977, c. 5, a. 22; 1993, c. 40, a. 4.

JURISPRUDENCE

1. **PG du Québec c/ Ville de Deux-Montagnes**, Cour du Québec, ch. criminelle et pénale (Terrebonne 700-61-048421-025), 13 février 2003

Séance tenante, le juge Rosaire Vallières acquitte la municipalité de l'accusation d'avoir utilisé le français et l'anglais dans l'affichage sur ses immeubles, soit « Édifice Jean-Guy Bergeron Building » et « Édifice Clifford Parr Building », alors que l'art. 22 de la loi exige l'usage exclusif du français. Le premier de ces immeubles abrite la gare intermodale de Deux-Montagnes/Montréal, les locaux de la Cour municipale et ceux de la MRC et de la CLD de Deux-Montagnes. Le second abrite la bibliothèque

Deux-Montagnes, le service de loisirs et le centre communautaire. La défense invoque comme seul argument le fait que le mot « building » figure dans deux dictionnaires français, soit le Larousse et le Petit Robert, d'où il s'ensuit que la ville a utilisé deux termes français qui signifient la même chose, soit « édifice » et « building », ce qui n'est pas une infraction selon la loi. Le juge refuse de trancher la question de savoir si le mot « building » est français ou non, mais selon lui la preuve n'a pas été faite que les immeubles appartenaient à la Ville de Deux-Montagnes.

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une infraction continue, l'Office a poursuivi le traitement de ces dossiers, il a recommandé de nouvelles poursuites pénales, et des condamnations ont été prononcées le 9 mars 2006 par la Cour du Québec, district de Terrebonne (dossiers 700-61-063966-045, 700-61-063965-047).

2. P.G. du Québec c/Cité de Côte Saint-Luc, Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 29 septembre 2006, juge Jean-Pierre Lortie (Montréal 500-61-165348-039)

La Cité de Côte Saint-Luc était accusée de ne pas avoir respecté les règles de la Charte en matière d'affichage des noms de rues (odonymes). Le tribunal examine l'interaction des art. 22 (régime général de l'affichage de l'Administration, soit l'usage exclusif du français) et 24 (régime particulier aux organismes reconnus, soit l'usage concurrent du français et d'une autre langue, avec prédominance du français), et il tient compte également de la disposition spécifique sur les noms de voies de communication, soit l'art. 22.1 qui constitue une forme de dérogation à l'art. 22. La signalisation routière demeure régie par l'art. 22, même dans une municipalité reconnue. La municipalité a refusé d'apporter les correctifs demandés et de nombreux noms de rues ne comportent qu'un élément distinctif anglais suivi d'un générique anglais, sans générique français. Dans une lettre du 20 avril 2001, le maire Robert Libman avait réitéré la politique de la municipalité de remplacer les enseignes quand elles deviennent inutilisables, mais sans accorder la prédominance au générique français. Le tribunal rejette les quatre moyens de défense soulevés par la municipalité (fait de savoir si l'infraction est continue ou non; libellé de l'infraction et corrélation avec les dispositions de la Charte; validité de la mise en demeure; crédibilité des témoins). De plus, la municipalité n'a pas fait preuve de diligence raisonnable:

« ... la chronologie des événements dont a fait état le Tribunal (...) révèle clairement qu'aucun résultat tangible ne s'est produit entre 1987 et 2001 (...) le Tribunal ne remet pas en question la bonne foi de la défenderesse, mais constate néanmoins un certain entêtement à vouloir imposer des alternatives, solutions ou compromis que ne partageait pas l'Office de la langue française »

Le tribunal relève que l'art. 159 accorde expressément à l'Office le mandat de définir et de conduire la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique et de terminologie. En conséquence, il déclare la défenderesse coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

(Dans une décision du 30 mars 2005, le tribunal avait rejeté une requête visant l'arrêt des procédures contre la défenderesse. Celle-ci invoquait le fait que la Cité de Côte Saint-Luc n'existait plus comme entité juridique depuis le 1^{er} janvier 2002, date d'entrée en vigueur de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (Loi 170, L.Q. 2000 c. 56). La loi prévoit (art. 5 de l'Annexe I) que la nouvelle Ville de Montréal succède aux droits, obligations et charges des municipalités telles qu'elles existaient le 31 décembre 2001, et le tribunal conclut que la continuation des poursuites ne constituait pas une substitution de défendeur interdite par l'art. 179 du Code de procédure pénale (c. C-25.1).)

Enfin, la défenderesse avait soutenu que des délais déraisonnables s'étaient écoulés depuis les premières interventions de l'Office, puis de la Commission, en 1997. Dressant la liste des avis et rappels adressés à la défenderesse, le juge relève que pas moins de 7 missives ont été échangées à partir de la mise en demeure du 30 janvier 2001 jusqu'à la signification du constat d'infraction, le 24 octobre 2001. Il conclut que l'art. 11 a) de la Charte canadienne ne peut pas être invoqué pour justifier un arrêt des procédures. De plus, le délai post-inculpatoire de deux ans, soit du 24 octobre 2001 au 16 décembre 2003, n'a causé aucun préjudice à la défenderesse, au sens de l'art. 11 b) de la Charte.

COMMENTAIRES

1. Cet article prescrit l'usage exclusif du français dans l'affichage. Cependant, les organismes reconnus en vertu de l'art. 29.1 (ancien art. 113, f) peuvent, conformément à l'art. 24, faire usage d'une autre langue avec prédominance du français. Cet article vise tout l'affichage officiel, c'est-à-dire tout message affiché par l'Administration, dans un lieu public ou dans les bureaux de l'Administration, qu'il soit destiné ou non au public.

2. L'article permet l'affichage bilingue lorsqu'il est relatif à la «santé» et à la «sécurité publique», mais seule l'Administration peut se prévaloir de cette exception (pour les entreprises, voir le Règlement sur la langue du commerce et des affaires, art. 18). Chaque ministère ou organisme a compétence pour apprécier les cas où la santé ou la sécurité publiques exigent l'usage d'une autre langue en plus du français, avec l'aide et les conseils de l'Office. Selon les règles habituelles, une exception à un principe général énoncé par la loi doit recevoir une interprétation restrictive, et l'exception ne doit jouer que dans les cas où il y a un danger réel pour la santé ou la sécurité publiques : par exemple, les signes d'évacuation en cas d'incendie, ou encore, les risques d'atteinte à la santé publique (influenza ou grippe aviaire, maladies nosocomiales, etc.)

3. La Loi 86 (1993, c. 40) a modifié cet article en y ajoutant les deuxième et troisième alinéas. Le deuxième alinéa maintient le principe de l'usage exclusif du français dans la signalisation routière tout en autorisant l'usage d'une autre langue dans les cas où aucun pictogramme approprié ne peut véhiculer le même message. Le troisième alinéa confère au gouvernement le pouvoir d'autoriser, par règlement, l'usage d'une autre langue concurremment avec le français. Voir : Règlement sur l'affichage de l'Administration, (C-11, r. 0.01), qui autorise notamment l'affichage bilingue, avec nette prédominance du français, dans le cas de l'affichage commercial émanant de l'Administration : messages publicitaires d'Hydro-Québec, de la Société des alcools, de Loto-Québec.

4. On entend par «signalisation routière», tout affichage placé sur la voie publique par les pouvoirs publics, visant à orienter ou à diriger les automobilistes : rues, avenues, boulevards, places, squares, parcs publics, routes et autoroutes, y compris dans les limites des territoires et parcs fédéraux situés au Québec lorsque la signalisation relève de l'Administration québécoise. La règle ne s'applique pas lorsque la signalisation relève des autorités fédérales ou de leurs mandataires. Le ministre des Transports décide du contenu et de la forme des panneaux de signalisation routière.

5. Les indications relatives aux heures de stationnement dans les rues sont assimilées à de l'affichage administratif visé par l'art. 24.

22.1. Sur le territoire d'une municipalité, on peut, pour la désignation d'une voie de communication, utiliser, avec un terme générique français, un terme spécifique autre qu'un terme français s'il est consacré par l'usage ou si son utilisation présente un intérêt certain en raison de sa valeur culturelle ou historique.

1983, c. 56, a. 3 ; 1996, c. 2, a. 112.

COMMENTAIRES

Cet article a été ajouté par la Loi 57 (L.Q. 1983, chap 56) dans le but de permettre aux municipalités d'utiliser dans la dénomination de leurs voies publiques des termes spécifiques qui ne sont pas français, par dérogation au principe de l'affichage unilingue français prévu par l'art. 22.

23. Les organismes et les établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 doivent assurer que leurs services au public sont disponibles dans la langue officielle.

Ils doivent rédiger dans la langue officielle les avis, communications et imprimés destinés au public.

Ils doivent élaborer les mesures nécessaires pour que leurs services au public soient disponibles dans la langue officielle ainsi que des critères et des modalités de

vérification de la connaissance de la langue officielle aux fins de l'application du présent article. Ces mesures, critères et modalités sont soumis à l'approbation de l'Office.

1977, c. 5, a. 23; 1983, c. 56, a. 4; 1993, c. 40, a. 5; 2000, c. 57, a. 2.

COMMENTAIRES

1. Les deux premiers alinéas de cet article existaient déjà avant l'adoption de la Loi 57 en 1983 (L.Q. 1983, chap. 56). Cette loi les a reformulés afin de restreindre leur application aux seuls organismes et services reconnus en vertu de l'art. 29.1 (ancien art. 113, f), et non plus à l'ensemble des services de santé et des services sociaux, reconnus ou non. Le troisième alinéa a été ajouté par la Loi 57, en s'inspirant de la formulation de l'art. 20, qui prévoit également l'établissement de critères et modalités soumis à l'approbation de l'Office.

2. Cet article impose aux organismes et services reconnus en vertu de l'art. 29.1 l'obligation d'élaborer les mesures appropriées pour que les services qu'ils offrent au public soient disponibles en français. Tant que l'Office n'a pas approuvé ces mesures, les organismes visés demeurent assujettis à l'art. 20. Cependant un organisme ne pourrait, de son propre chef, décider de rester assujetti à cet article et s'épargner ainsi l'élaboration des mesures nécessaires pour que ses services au public soient disponibles en français. Dans un tel cas, l'art. 20 s'appliquerait, de façon palliative, mais l'organisme ne se conformerait pas à l'obligation que lui impose l'art. 23.

3. Cet article vise à garantir au public que les services soient disponibles en français de façon générale et permanente dans les organismes et services reconnus. On doit donner au mot «services» le sens le plus large : accueil, entrevues, communications orales, expédition de documents, etc. Il ne s'ensuit pas pour autant que tout le personnel affecté à ces services soit obligé de connaître le français mais le personnel en contact avec le public est directement visé.

24. Les organismes et les établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 peuvent afficher à la fois en français et dans une autre langue avec prédominance du français.

1977, c. 5, a. 24; 1993, c. 40, a. 6; 2000, c. 57, a. 3.

COMMENTAIRES

1. Ces organismes peuvent afficher soit en français, soit à la fois en français et dans une autre langue avec prédominance du français. L'exception n'a pas pour effet de restreindre la portée de l'art. 22 de la Charte, qui vise spécifiquement la signalisation routière, et celle-ci doit donc être en français seulement même sur le territoire des municipalités reconnues. Toutefois, les noms de voies de communication (odonymes) affichés sur les lieux mêmes qu'ils désignent ne sont pas considérés comme de la signalisation routière mais assimilés à de l'affichage administratif visé par l'art. 24 (5 mai 1997).

2. Cet article constitue une dérogation à la fois à l'art. 22, parce qu'il permet l'affichage bilingue, et à l'art. 91, parce qu'il exige la prédominance du français. C'est le seul article de la Charte qui impose la prédominance du français (car, en matière d'affichage public, l'art. 58 prescrit la nette prédominance du français). Cela signifie que le français doit avoir préséance, qu'il s'agisse de la taille des caractères, de l'espace occupé par le texte français, des couleurs ou du type de caractères utilisés. En outre, on considère habituellement que cette règle est respectée lorsque le texte français figure à gauche plutôt qu'à droite et dans la partie supérieure plutôt que dans la partie inférieure de l'affiche.

3. Cet article vise notamment les indications relatives aux heures de stationnement autorisé dans les rues.

25. Abrogé.

1983, c. 56, a. 5.

COMMENTAIRES

Texte de l'art 25, tel qu'il se lisait avant son abrogation en 1983 :

« 25. Les organismes municipaux et scolaires, les services de santé et les services sociaux reconnus en vertu du paragraphe f de l'article 113 doivent se conformer aux articles 15 à 23 avant la fin de l'année 1983 et prendre, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les mesures voulues pour atteindre cet objectif. »

Le régime prévu à l'origine par l'art. 113 f se retrouve aujourd'hui à l'art. 29.1 de la Charte.

26. Les organismes et les établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 peuvent utiliser à la fois la langue officielle et une autre langue dans leur dénomination, leurs communications internes et leurs communications entre eux.

Au sein de ces organismes et établissements, deux personnes peuvent, dans leurs communications écrites entre elles, utiliser la langue de leur choix. Une version française de ces communications doit cependant être établie par l'organisme ou l'établissement à la demande de toute personne qui doit en prendre connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

1977, c. 5, a. 26; 1983, c. 56, a. 6; 1993, c. 40, a. 7; 2000, c. 57, a. 4.

COMMENTAIRES

1. Cet article, édicté par la Loi 57 (L.Q. 1983, chap. 56), remplace l'ancien art. 26 qui ne s'appliquait qu'à la dénomination et aux communications internes, et qui ne visait pas les organismes municipaux. Le second alinéa ne concerne que les personnes physiques.

2. Les communications écrites internes des autres organismes de l'Administration sont visées par l'art. 18, qui impose l'usage exclusif du français.

27. Dans les services de santé et les services sociaux, les pièces versées aux dossiers cliniques sont rédigées en français ou en anglais à la convenance du rédacteur. Toutefois, il est loisible à chaque service de santé ou service social d'imposer que ces pièces soient rédigées uniquement en français. Les résumés des dossiers cliniques doivent être fournis en français à la demande de toute personne autorisée à les obtenir.

1977, c. 5, a. 27.

JURISPRUDENCE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c/ le Centre jeunesse de l'Estrie, Tribunal des droits de la personne (Saint-François, 450-53-000003-026), 24 mai 2005, juge Simon Brossard J.T.D.P. et assesseurs Jean Decoster et Keder Hyppolite

On allègue devant le Tribunal des droits de la personne que le Centre jeunesse de l'Estrie a agi à l'égard de la plaignante, Mme J...-M... C..., de façon vexatoire et qu'il a porté atteinte à sa dignité, contrairement aux art. 4, 10, 12 et 23 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12). Les dispositions pertinentes de la Charte de la langue française sont les art. 27 et 30.1. La plaignante, une autochtone originaire du Manitoba, allègue notamment qu'on lui a refusé une version anglaise d'un rapport d'évaluation rédigé par une travailleuse sociale, concernant la situation de ses enfants, ceux-ci ayant été placés en famille d'accueil à la suite d'un signalement de violence conjugale. Selon le tribunal la plaignante n'a subi aucune atteinte de nature discriminatoire du fait de ce refus. Le rapport n'a pas été fourni en anglais à l'intéressée, mais son contenu lui a été expliqué verbalement, et par ailleurs il résulte des art. 27 et 30.1 de la Charte de la langue française que le droit à un rapport d'évaluation rédigé en langue anglaise n'existe pas : « Une conséquence directe de ces articles est que la rédaction en français d'un rapport d'évaluation effectué par un professionnel est un droit strict que détient le professionnel appelé à rédiger ce rapport et l'absence de traduction de ce rapport ne constitue ni un traitement inégal, ni une distinction fondée sur la race, la langue ou l'origine ethnique », et ce, en dépit du principe énoncé par l'art. 15 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) sur le droit des personnes d'expression anglaise à des services dans cette langue. La plaignante a reçu des services en langue anglaise, selon les ressources disponibles au Centre jeunesse qui ne permettent pas de tels frais de traduction, et elle n'en a subi aucun préjudice. La demande introductive d'instance de la C.D.P.D.J. est donc rejetée.

COMMENTAIRES

Cet article s'applique tant aux établissements reconnus (au sens de l'art. 29.1) qu'aux établissements non reconnus. Voir à ce sujet la décision rendue par l'Office en vertu de l'art. 46, le 13 novembre 1996 : Syndicat des employés du Centre hospitalier de Granby c/ Centre hospitalier de Granby. Dans cette affaire, l'Office avait reconnu comme justifiée l'exigence de la connaissance de l'anglais comme condition d'admissibilité au poste de secrétaire médicale, parce que le médecin pathologiste avait choisi de rédiger ses rapports médicaux en anglais, et que l'établissement n'avait pas demandé qu'ils soient rédigés en français. Le texte de cette décision est accessible dans le site Web de l'Office :

www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/decisions/hopital_q_46_197.html

28. Malgré les articles 23 et 26, les organismes scolaires reconnus en vertu de l'article 29.1 peuvent, dans leurs communications d'ordre pédagogique, utiliser la langue d'enseignement sans avoir à utiliser en même temps la langue officielle.

1977, c. 5, a. 28; 1983, c. 56, a. 7; 1993, c. 40, a. 8; 2000, c. 57, a. 5.

COMMENTAIRES

1. Cet article, tel qu'il a été modifié par la Loi 57 (L.Q. 1983, chap. 56), prévoit un régime d'exception pour les communications pédagogiques dans les organismes scolaires reconnus en vertu de l'art. 29.1 (anc. art. 113, f). Ces communications peuvent être présentées exclusivement dans la langue d'enseignement.

2. Seules les communications pédagogiques sont visées par cet article, les communications administratives demeurant soumises au régime applicable à l'organisme en question. Compte tenu du renvoi à l'art. 23, dont la présence ne s'expliquerait pas autrement, il faut considérer que cet article vise également les communications externes d'ordre pédagogique.

3. Les commissions scolaires de langue anglaise bénéficient d'une reconnaissance législative au sens de l'art. 29.1, aux termes de la Loi modifiant la Charte de la langue française (P.L. n° 171), au même titre que la Commission scolaire du Littoral.

29. Abrogé.

1993, c. 40, a. 9.

COMMENTAIRES

Texte de l'art. 29, tel qu'il se lisait avant son abrogation en 1993 :

« 29. Seule la langue officielle peut être utilisée dans la signalisation routière. Le texte français peut être complété ou remplacé par des symboles ou des pictogrammes. »

Voir le texte de l'art. 22, 2^e alinéa.

29.1 Les commissions scolaires anglophones et la Commission scolaire du Littoral sont des organismes scolaires reconnus.

L'Office doit reconnaître, à sa demande :

1^o une municipalité, lorsque plus de la moitié des résidents de son territoire sont de langue maternelle anglaise;

2^o un organisme relevant de l'autorité d'une ou de plusieurs municipalités et participant à l'administration de leur territoire, lorsque chacune de ces municipalités est déjà reconnue;

3^o un établissement de services de santé et de services sociaux visé à l'Annexe, lorsqu'il fournit ses services à des personnes en majorité d'une langue autre que le français.

Le gouvernement peut, sur demande de l'organisme ou de l'établissement qui ne satisfait plus à la condition qui lui a permis d'obtenir la reconnaissance de l'Office, retirer celle-ci s'il le juge approprié compte tenu des circonstances et après avoir consulté l'Office. Cette demande est faite auprès de l'Office qui la transmet au gouvernement avec copie du dossier. Ce dernier informe l'Office et l'organisme ou l'établissement de sa décision.

1993, c. 40, a. 10; 2000, c. 57, a. 6; 2002, c. 28, a. 2.

JURISPRUDENCE

1. *Relativement à l'ancien art. 113 f :*

Alliance for Language Communities in Québec, Alliance pour les communautés au Québec (Alliance-Québec) et Quarles c/ P.G. du Québec (1990) R.J.Q. (C.S.) 2622 à 2641.

La Cour supérieure casse la décision rendue par l'Office le 11 janvier 1988 en vertu de l'art. 113, f tel qu'il était formulé alors, et rétablit le «statut bilingue» de Rosemère. La Cour confirme que l'Office avait compétence pour rendre une telle décision, vu le caractère conditionnel de cette reconnaissance, et conclut à la nature administrative de cette décision, à cause de la discrétion laissée à l'Office. Deux motifs justifiaient cependant son annulation : l'Office n'avait pas respecté les règles de la justice naturelle (devoir d'agir équitablement) en ne jugeant pas utile de convoquer Rosemère pour entendre son point de vue; de plus l'Office n'avait pas appliqué un critère approprié en se basant sur le seul critère de la langue maternelle, d'après le recensement fédéral de 1986.

Note : Sur le contexte de la décision de l'Office de mettre fin au statut reconnu de la Ville de Rosemère, voir les explications données en commission parlementaire le 6 juin 2002, lors de l'étude détaillée du P.L. 104 :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/Publications/debats/journal/cc/020606.htm>

2. **Baie D'Urfé (Ville) c/ P.G. du Québec**, 2001 R.J.Q. (C.S.) 1589 à 1636 (500-05-062072-002) 28 juin 2001 (J.E. 2001-1307), juge Maurice E. Lagacé.

Plusieurs villes de banlieue de Montréal opposées aux fusions municipales contestaient la validité de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (loi n° 170), ainsi que l'art. 6 de la loi n° 171, qui a modifié l'art. 29.1 de la Charte pour préciser que la reconnaissance qu'il prévoit ne peut être accordée que si plus de la moitié des résidents sont de langue maternelle anglaise. Le 28 juin 2001, le juge Maurice Lagacé conclut au rejet de tous les arguments, surtout d'ordre constitutionnel, invoqués au soutien de cette contestation. Eu égard à l'art. 29.1, le tribunal conclut que les appréhensions des municipalités à cet égard ne sont pas fondées. Il reconnaît que le statut prévu par cet article ne comporte aucune garantie de services en anglais, alors même qu'à l'inverse, les citoyens de langue anglaise qui résident sur le territoire actuel de la ville de Montréal reçoivent des services dans leur langue. Quant à la thèse de la Commissaire aux langues officielles, suivant laquelle l'introduction du critère de la langue maternelle entraînerait un amoindrissement des droits de la minorité de langue anglaise, contrairement à l'art. 16 (3) de la Charte canadienne, le tribunal la rejette parce que l'art. 16 (3) ne confère aucun droit linguistique, et qu'on prêterait ainsi à l'art. 29.1 de la Charte de la langue française un caractère constitutionnel qu'il n'a pas.

3. Confirmé en appel par : **Westmount (Ville de) c/ Québec (P.G.)**, 2001 R.J.Q. (C.A.) 2520 à 2556 (500-09-011131-018), 16 octobre 2001, juges P. A. Gendreau, J.L. Baudouin, A. Forget. En matière linguistique, le tribunal rejette le recours aux art. 16 à 23 de la Charte canadienne et à l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, estimant que la distinction entre les droits fondamentaux et les droits linguistiques demeure pertinente, et que seuls les droits linguistiques explicitement reconnus par la Constitution sont susceptibles d'une interprétation : il n'appartient donc pas aux tribunaux d'y ajouter des droits nouveaux. La Cour écarte également le recours à l'art. 15 de la Charte canadienne (droit à l'égalité), notamment en raison du fait que la Loi 170 ne vise pas seulement les anglophones domiciliés dans les municipalités fusionnées, mais l'ensemble des anglophones de l'île de Montréal. L'application de l'art. 10 de la Charte québécoise (discrimination interdite) est également exclue, le lieu de résidence ne pouvant constituer un motif de discrimination visé par cette interdiction. Enfin, la Cour rejette l'argumentation de la Commissaire aux langues officielles, estimant que la situation juridique des villes « demeure inchangée au chapitre des droits linguistiques ».

• Demandes d'autorisation d'appel et requêtes en sursis rejetées par la Cour suprême (7 décembre 2001).

COMMENTAIRES

1. Disposition édictée par la Loi 86, dont l'art. 42 a aussi supprimé le paragraphe f de l'art. 113. La décision d'annuler la reconnaissance des organismes et établissements relève dorénavant du gouvernement, et seulement sur demande de l'organisme intéressé. La politique administrative adoptée par l'Office le 12 avril 1991 pour l'application de l'art. 113, f a été remplacée, le 11 février 1994, par une nouvelle politique en vertu de l'art. 29.1.

2. L'art. 67 de la Loi 86 prévoit que « l'Office transmet au gouvernement, pour décision, tout dossier relatif au retrait de la reconnaissance d'un organisme ou d'un établissement accordée en vertu du paragraphe f de l'art. 113 de la Charte de la langue française, abrogé par l'art. 42 de la présente loi, et en suspens le 22 décembre 1993 ». Cette disposition transitoire visait en fait le dossier de la ville de Rosemère.

3. La reconnaissance prévue par cet article n'est pas nécessaire comme condition préalable pour qu'un organisme fournisse ses services dans une autre langue, en plus de les offrir en français.

4. Les 9 commissions scolaires de langue anglaise instituées par le décret n° 1014-97 du 13 août 1997, avec effet le 1^{er} juillet 1998, avaient été reconnues au sens de l'art. 29.1 par décision de

l'Office le 11 décembre 1997 (résolution 97-424-122). La Loi 171 (Loi modifiant la Charte de la langue française, 2000, ch. 57, a 6) a remplacé le premier alinéa de cet article. Le nouveau texte confirme la reconnaissance accordée à ces organismes scolaires, ainsi qu'à la Commission scolaire du Littoral. De plus, sans modifier le principe de la demande de reconnaissance faite à l'Office, la Loi 171 en modifie le critère pour les municipalités, afin de préciser que plus de la moitié des résidents de leur territoire doivent être de langue maternelle anglaise.

5. Afin de préserver le statut des municipalités reconnues, la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, ou Loi 29 (2001, c. 25, a. 143), avait prévu un mécanisme particulier dans le cadre de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. 0-9) :

« 125.28. Le décret visé à l'article 125.27 doit prévoir que le territoire d'une municipalité qui bénéficiait d'une reconnaissance en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française (chapitre C-11) forme un ou plusieurs arrondissements, mais dont les limites globales correspondent au territoire de cette municipalité.

Il doit également, dans le cas où il inclut dans le territoire de la nouvelle municipalité une partie du territoire d'une municipalité qui bénéficie de cette reconnaissance, prévoir que cette partie de territoire forme un arrondissement ou qu'elle fait partie d'un arrondissement visé au premier alinéa.

Un arrondissement visé au présent article conserve cette reconnaissance jusqu'à ce qu'elle soit, à sa demande, retirée par le gouvernement en application de l'article 29.1 de cette charte.

Un fonctionnaire ou employé de la ville qui exerce ses fonctions ou exécute sa prestation de travail dans le cadre des attributions d'un arrondissement visé au présent article ou reconnu en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française est, pour l'application des articles 20 et 26 de cette charte, réputé être un fonctionnaire ou employé de cet arrondissement. »

6. Au moment de la création des municipalités reconstituées le 1^{er} janvier 2006, des mesures au même effet ont été prises à l'égard des arrondissements reconnus (Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, L.Q. 2003, c. 14) :

« 171. Toute municipalité reconstituée, dont le territoire correspond à celui d'une ancienne municipalité qui était reconnue en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11), est réputée être ainsi reconnue jusqu'à ce que le gouvernement lui retire cette reconnaissance, à sa demande, en application de cet article. »

De plus, dans la perspective d'autres demandes de regroupements, cette même loi a abrogé l'art. 125.28 (supra) dont le contenu a été réparti dans la Loi sur l'organisation territoriale municipale (art. 86.1), dans la Loi sur les cités et villes (art. 73.3), et dans le Code municipal (art. 165.2).

7. Les arrondissements sont assimilés à des municipalités au sens de l'Annexe (A.3.b) de la Charte de la langue française, et soumis au même régime que les organismes municipaux. Les arrondissements ne sont pas des personnes morales. Toutefois, depuis le 18 décembre 2003, date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal (2003, c. 28), les conseils d'arrondissement ont le pouvoir d'ester en justice relativement à toute matière qui relève de leur compétence, avec certaines réserves (art. 130.2). Voir : P.G. du Québec c/ Ville de Pointe-Claire, C.S. 500-036-002925-013, juge André Denis, 28 mars 2003, infirmant une décision du 17 octobre 2002 rendue par le juge de paix Gilles Michaud. En cas de poursuites pénales, la ville résultant de la fusion serait responsable, et les procédures devraient être rédigées (ou amendées, le cas échéant) pour en tenir compte. Voir aussi Cité de Côte Saint-Luc c/ P.G. du Québec, jugement du 30 mars 2005 (résumé sous l'art. 22), où le juge Jean-Pierre Lortie déclare : « Ainsi, il semble qu'advenant un litige avec un des arrondissements de la nouvelle ville de Montréal, c'est cette dernière qui devrait apparaître comme intimée pour toute poursuite judiciaire. »

8. Afin de préserver le statut des organismes reconnus du réseau de la santé et des services sociaux au moment de la création des instances locales (CSSS), la Loi sur les agences de développement de

réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (L.R.Q., c. A-8.1) avait prévu des dispositions de sauvegarde :

« 35. Lorsqu'un établissement reconnu en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est fusionné avec un établissement détenant une telle reconnaissance, le nouvel établissement conserve cette reconnaissance et ce, jusqu'à ce qu'elle soit, à sa demande, retirée par le gouvernement en application de cette charte.

36. Lorsqu'un établissement reconnu en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française est fusionné avec un établissement ne détenant pas une telle reconnaissance, le nouvel établissement conserve cette reconnaissance uniquement pour les installations qui dépendaient auparavant de l'établissement reconnu et ce, jusqu'à ce que cette reconnaissance soit, à sa demande, retirée par le gouvernement en application de l'article 29.1 de cette charte. Une personne qui exerce ses fonctions ou exécute sa prestation de travail dans une telle installation est, pour l'application des articles 20 et 26 de cette charte, réputée être un employé de cette installation. »

Cette loi a été abrogée par la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (2005, c. 32, art. 340), qui a également modifié l'art. 128 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux dont le premier alinéa se lit maintenant comme suit :

« 128. Une agence peut, si elle estime que les circonstances le justifient et après avoir consulté les établissements concernés, proposer au ministre que deux ou plusieurs établissements qui ont leur siège dans le territoire de cette agence soient administrés par le même conseil d'administration. L'agence doit toutefois tenir compte des caractéristiques ethnoculturelles ou linguistiques des établissements concernés, particulièrement celles des établissements reconnus en vertu de l'article 29.1 de la Charte de la langue française (chapitre C-11).

| (...)

CHAPITRE V

LA LANGUE DES ORGANISMES PARAPUBLICS

30. Les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels et les membres des ordres professionnels doivent faire en sorte que leurs services soient disponibles dans la langue officielle.

Ils doivent rédiger en cette langue les avis, communications et imprimés destinés au public, y compris les titres de transport en commun.

1977, c. 5, a. 30.

COMMENTAIRES

1. Les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels sont énumérés à l'Annexe de la Charte, paragraphe B. Un organisme gouvernemental n'entre pas dans la catégorie des entreprises d'utilité publique. Ainsi, Hydro-Québec, la STM, la STQ (Réseau de transport de la capitale), la Société de la Place des Arts de Montréal, la Société du Grand Théâtre de Québec, etc., ne sont pas des entreprises d'utilité publique, et sont soumis au chapitre sur la langue de l'Administration.

2. En vertu de l'obligation imposée par cet article, des mesures doivent être prises pour que les clients soient servis en français. Il ne s'ensuit pas que tous les salariés au service des entreprises d'utilité publique, des ordres professionnels, ou au service de leurs membres, connaissent le français, mais leurs services doivent être offerts en français sur une base générale et permanente sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande, sous réserve de l'art. 30.1. L'art. 35 est le corollaire de ce principe en ce qu'il impose à chacun des membres d'un ordre professionnel l'obligation d'avoir du français une connaissance appropriée à l'exercice de sa profession.

3. Les entreprises d'utilité publique et les sociétés de professionnels occupant 50 personnes et plus sont en outre soumises à des programmes de francisation. Un professionnel au service d'une entreprise assujettie à un programme de francisation est lui-même visé par ce programme et assujetti également à l'art. 30, dans la mesure où il offre des services professionnels.

4. Les annuaires téléphoniques publiés par des entreprises d'utilité publique (Bell, Telus) ou portant leur nom ou leur logo, sont considérés comme des imprimés au sens du second alinéa et doivent être rédigés en français. Ils peuvent être bilingues en vertu de l'art. 89. Les raisons sociales doivent y figurer en français ou encore en deux versions distinctes, l'une en français, l'autre dans une autre langue, conformément à l'art. 68. Une entreprise qui dispose d'une ligne téléphonique au Québec est réputée être établie au Québec, selon l'art. 6 de la Loi 95 (Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, L.R.Q., c. P-45).

30.1. Les membres des ordres professionnels doivent fournir en français et sans frais de traduction, à toute personne qui fait appel à leurs services et qui leur en fait la demande, tout avis, opinion, rapport, expertise ou autre document qu'ils rédigent et qui la concerne. Cette demande peut être faite à tout moment.

1983, c. 56, a. 8 ; 1997, c. 24, a. 1.

JURISPRUDENCE

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c/ le Centre jeunesse de l'Estrie, Tribunal des droits de la personne (Saint-François, 450-53-000003-026), 24 mai 2005, juge Simon Brossard J.T.D.P. et assesseurs Jean Decoster et Keder Hyppolite

(voir résumé sous art. 27, supra).

COMMENTAIRES

1. Tel qu'il a été modifié par la Loi 40, cet article prévoit qu'un patient ou un client peut exiger une version française des documents qui y sont mentionnés, sans avoir à en faire la demande avant que le document ne soit rédigé, ce qui vient rectifier la situation défavorable qui découlait de l'ancienne rédaction de l'art. 30.1.

2. Texte de l'art. 30.1 avant la modification, tel qu'il avait été édicté par la Loi 57 (1983, c. 56) :

« 30.1 Les membres des ordres professionnels doivent fournir en français et sans frais de traduction, à toute personne qui fait appel à leurs services et qui leur en fait la demande avant qu'ils ne le rédigent, tout avis, opinion, rapport, expertise ou autre document la concernant. »

31. Les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels utilisent la langue officielle dans leurs communications écrites avec l'Administration et les personnes morales.

1977, c. 5, a. 31.

COMMENTAIRES

Par «communication écrite», on entend toute correspondance adressée à l'Administration ou à une personne morale. Les rapports officiels (rapports d'activité, rapports financiers...) transmis au gouvernement conformément à une obligation légale sont également des «communications écrites» au sens de cet article. Selon la règle d'interprétation édictée à l'art. 89, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels peuvent utiliser une autre langue en plus du français, mais il ne s'ensuit pas que les destinataires puissent choisir de recevoir une communication en français ou une communication dans une autre langue (contrairement à ce que prévoit le 2^e alinéa de l'art. 32 pour les communications avec un membre en particulier).

32. Les ordres professionnels utilisent la langue officielle dans les communications écrites avec l'ensemble de leurs membres.

Ils peuvent toutefois répondre dans la langue de l'interlocuteur lorsqu'il s'agit d'un membre en particulier.

1977, c. 5, a. 32.

COMMENTAIRES

Par «communication écrite», on entend toute correspondance adressée à l'ensemble des membres d'un ordre professionnel, et tout imprimé accompagnant cette correspondance, ou adressé à l'ensemble des membres, y compris les revues, journaux et bulletins d'information publiés par les ordres professionnels à l'intention de leurs membres (Revue du Barreau, Revue du Notariat...). Toutefois, les articles de fond paraissant dans ces revues et journaux ne sont pas visés par cet article, alors que la publicité commerciale demeure régie par l'art. 58.

33. Les articles 30 et 31 ne s'appliquent pas aux communiqués ni à la publicité destinés aux organes d'information diffusant dans une langue autre que le français.

1977, c. 5, a. 33.

34. Les ordres professionnels ne sont désignés que par leur dénomination française.

1977, c. 5, a. 34.

35. Les ordres professionnels ne peuvent délivrer de permis qu'à des personnes qui ont de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de leur profession.

Une personne est réputée avoir cette connaissance si:

1° elle a suivi, à temps plein, au moins trois années d'enseignement de niveau secondaire ou post-secondaire dispensé en français;

2° elle a réussi les examens de français langue maternelle de la quatrième ou de la cinquième année du cours secondaire;

3° à compter de l'année scolaire 1985-1986, elle obtient au Québec un certificat d'études secondaires.

Dans les autres cas, une personne doit obtenir une attestation délivrée par l'Office québécois de la langue française ou détenir une attestation définie comme équivalente par règlement du gouvernement.

Le gouvernement peut, par règlement, fixer les modalités et les conditions de délivrance d'une attestation par l'Office, établir les règles de composition d'un comité d'examen devant être formé par l'Office, pourvoir au mode de fonctionnement de ce comité et établir des critères et un mode d'évaluation de la connaissance du français appropriée à l'exercice d'une profession ou d'une catégorie de professions.

1977, c. 5, a. 35; 1983, c. 56, a. 9; 1993, c. 40, a. 11; 2002, c. 28, a. 34.

JURISPRUDENCE

Forget c/ Québec (Procureur général), [C.S. 1982-07-08, J.E. 82-704; 1984 C.A. 492:] (1988) 2 R.C.S. 90.

La Cour d'appel avait invalidé en 1984 le règlement de l'Office portant sur les examens de français pour les candidats aux ordres professionnels (r. 2). Elle fondait sa décision sur trois motifs : le critère d'exemption édicté par le règlement (trois ans de scolarité secondaire ou post-secondaire en français) était discriminatoire; le rôle confié au comité d'examen impliquait une sous-délégation illégale des pouvoirs de l'Office; le règlement ne prévoyait pas la note de passage. La Cour suprême a rejeté ces trois motifs et a confirmé la validité du règlement. Cependant, l'art. 35 avait été modifié entre la date d'audition de l'affaire et la date du jugement de la Cour d'appel, notamment pour y inclure le critère des trois ans de scolarité en français au niveau secondaire ou post-secondaire.

COMMENTAIRES

1. Cet article s'applique aux candidats aux ordres professionnels québécois. Il ne vise pas les personnes qui étaient déjà membres d'un ordre au moment de l'entrée en vigueur de la loi, le

26 août 1977. La Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6) comportait déjà une disposition au même effet (a. 21), et elle abrogeait elle-même les articles inscrits au Code des professions depuis son adoption l'année précédente (L.Q. 1973, c. 43, a. 45 à 48). À l'origine, l'exigence du français ne s'appliquait qu'aux candidats qui n'avaient pas la citoyenneté canadienne, selon l'art. 4 de la Loi d'admission à l'étude et à l'exercice d'une profession, telle qu'elle avait été modifiée le 19 décembre 1970 (complétée par le Règlement concernant les normes d'évaluation de la connaissance d'usage du français d'un immigrant désirant être admis à l'étude ou à l'exercice d'une profession au Québec). À compter du 1^{er} juillet 1976 son application a été étendue à tous les candidats y compris les citoyens canadiens (L.Q. 1974, c. 6, art. 21, 119).

2. Par «permis», il faut entendre un permis d'exercice au sens du Code des professions (L.R.Q., c. C-26, a. 1^{er}), peu importe que le candidat affirme vouloir exercer son activité au Québec ou à l'extérieur du Québec:

«un permis délivré conformément au présent code et à la Charte de la langue française, qui permet d'exercer la profession d'exercice exclusif qui y est mentionnée et d'utiliser un titre réservé aux personnes exerçant cette profession ou qui permet uniquement d'utiliser un titre réservé aux membres de l'ordre professionnel délivrant ce permis, sous réserve de l'inscription au tableau de cet ordre professionnel du titulaire de ce permis.»

3. Les changements et tempéraments apportés à l'art. 35 par la Loi 57 (1983, c. 56) sont les suivants :

a) le critère d'exemption des trois années d'enseignement secondaire ou post-secondaire en français est incorporé à la loi elle-même, alors qu'il était prévu auparavant par l'art. 2 paragraphe a du Règlement sur la connaissance de la langue officielle nécessaire pour l'obtention d'un permis d'un ordre professionnel;

b) un nouveau critère d'exemption apparaît, relatif à la réussite des examens de français langue maternelle de la quatrième ou de la cinquième année du cours secondaire;

c) le paragraphe 3^o du deuxième alinéa prévoit une exemption complète en faveur de toute personne qui, à compter de l'année scolaire 1985-1986, a obtenu au Québec un certificat d'études secondaires (aujourd'hui : diplôme d'études secondaires). Cette exemption bénéficie donc aussi à une personne qui a fait ses études secondaires en anglais et qui a du français, langue seconde, la connaissance prévue par les programmes du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, selon l'art. 84 de la Charte. Cependant la réciproque n'est pas vraie en ce qui a trait à la connaissance de l'anglais, langue seconde, et les employeurs peuvent, selon l'art. 46, faire de la connaissance de cette langue une exigence éliminatoire à l'embauche s'ils peuvent en démontrer la nécessité. L'Office a relevé cette disparité de traitement dans une décision rendue en vertu de cet article : Raymond Cartier c/Ville de Montréal (Jardin botanique) du 17 septembre 1999 :

http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/decisions/jbotanique_46_286.html

4. La Loi 86 (1993, c. 40) a modifié de nouveau cet article pour confier au gouvernement, plutôt qu'à l'Office, le pouvoir réglementaire concernant les modalités et les conditions de délivrance d'une attestation par l'Office, le comité d'examen et le mode d'évaluation de la connaissance du français. Voir : Règlement sur la délivrance d'attestations de connaissance de la langue officielle en vue de l'admission aux ordres professionnels et sur certains équivalents à ces attestations (C-11, r. 3.1).

5. Voir aussi : Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française (C-11, r. 10.01).

36. Dans les deux ans précédant l'obtention d'un diplôme rendant admissible à un permis d'exercer, toute personne inscrite dans un établissement d'enseignement délivrant ce diplôme peut faire la preuve qu'elle remplit les conditions de l'article 35 quant à sa connaissance de la langue officielle.

1977, c. 5, a. 36.

37. Les ordres professionnels peuvent délivrer des permis temporaires valables pour une période d'au plus un an aux personnes venant de l'extérieur du Québec qui sont déclarées aptes à exercer leur profession mais qui ne remplissent pas les exigences de l'article 35 quant à la connaissance de la langue officielle.

1977, c. 5, a. 37.

COMMENTAIRES

1. Les ordres professionnels ont le pouvoir de délivrer le premier permis temporaire, sans devoir consulter l'Office ni obtenir son autorisation. La durée d'un tel permis ne peut excéder un an. Il ne peut être délivré qu'aux personnes qui viennent de l'extérieur du Québec, c'est-à-dire qu'elles ne doivent pas avoir obtenu au Québec le diplôme qui donne ouverture à un permis d'exercice, selon la liste dressée par le gouvernement en vertu de l'art. 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) : Règlement sur les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement désignés qui donnent droit aux permis et aux certificats de spécialistes des ordres professionnels (c. C-26, r. 1.1).

2. Voir les art. 40, 41, 42, 42.1 et 42.2 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), relatifs au pouvoir du Bureau d'un ordre de délivrer des permis, des permis temporaires, des permis ou des certificats de spécialistes, des permis restrictifs temporaires et des permis spéciaux. Selon l'art. 42.3 de ce code (mod. 2006, c 20, a. 3), « Les articles 40 à 42.2 s'appliquent sous réserve des articles 35, 37 et 38 de la Charte de la langue française (chapitre C-11) ».

38. Les permis visés à l'article 37 ne sont renouvelables que trois fois, avec l'autorisation de l'Office québécois de la langue française si l'intérêt public le justifie. Pour chaque renouvellement, les intéressés doivent se présenter à des examens tenus conformément aux règlements du gouvernement.

L'Office indique, dans le rapport annuel de ses activités, le nombre de permis dont il a autorisé le renouvellement en vertu du présent article.

1977, c. 5, a. 38; 1993, c. 40, a. 12; 2002, c. 28, a. 34.

COMMENTAIRES

1. Les conditions de renouvellement des permis, compte tenu des modifications apportées par la Loi 86 (1993, c. 40), sont les suivantes :

a) ces permis ne peuvent être renouvelés que trois fois, au lieu de deux, avec l'autorisation de l'Office;

b) l'Office ne donne son autorisation que si l'intérêt public le justifie, étant donné que le professionnel sera autorisé à être en contact avec le public au Québec pendant toute cette période, même s'il est incapable d'offrir ses services en français, ce qui explique l'obligation faite à l'Office d'indiquer dans son rapport d'activité le nombre de permis dont il a autorisé le renouvellement;

c) un candidat ne peut demander un renouvellement que lorsqu'il s'est présenté à des examens tenus conformément au règlement (C-11, r. 3.1), et qu'il s'est soumis aux quatre parties prévues par l'art. 1^{er} du règlement.

2. En cas de retard dans le renouvellement d'un permis, l'Office ne peut présumer que ses autorisations puissent avoir un effet rétroactif, et il incombe aux ordres professionnels d'assurer la continuité et la régularité du statut de leurs membres conformément au Code des professions et aux lois professionnelles applicables.

3. Sauf motifs d'ordre humanitaire, les quatre années de validité d'un permis temporaire (permis initial et possibilité de trois renouvellements) doivent former une période continue, le premier renouvellement devant valoir à compter de la fin de la première année, le second renouvellement à compter de la fin de la seconde année, le 3^e renouvellement à compter de la fin de la 3^e année. Il ne s'agit donc pas

d'une « banque » de quatre ans ou de 48 mois dont les candidats pourraient disposer à volonté (par exemple pour aller exercer leur profession hors du Québec pendant quelque temps), mais d'une seule période, d'au plus quatre années, pendant laquelle ils continuent d'exercer leur profession au Québec, tout en poursuivant leur apprentissage du français afin de réussir le plus tôt possible l'examen administré par l'Office.

4. En vertu de l'art. 165.3, tel qu'il a été édicté par la « Loi 104 » (2002, c. 28, a. 26) ce pouvoir d'autoriser le renouvellement d'un permis temporaire est exercé par le président-directeur général.

39. Les personnes ayant obtenu au Québec un diplôme visé à l'article 36 peuvent, jusqu'à la fin de 1980, se prévaloir des dispositions des articles 37 et 38.

1977, c. 5, a. 39.

COMMENTAIRES

Depuis le 31 décembre 1980, les diplômés québécois ne peuvent donc plus bénéficier de permis temporaires.

40. Dans les cas où l'intérêt public le justifie, les ordres professionnels peuvent, avec l'autorisation préalable de l'Office québécois de la langue française, délivrer un permis restrictif aux personnes déjà autorisées à exercer leur profession en vertu des lois d'une autre province ou d'un autre pays. Ce permis restrictif autorise son titulaire à exercer sa profession exclusivement pour le compte d'un seul employeur dans une fonction ne l'amenant pas à traiter avec le public.

Dans ces cas un permis peut également être délivré au conjoint.

1977, c. 5, a. 40; 1983, c. 56, a. 10; 1997, c. 43, a. 875; 2002, c. 28, a. 34.

COMMENTAIRES

1. Pour qu'un permis restrictif soit délivré, il faut :

- a) que l'intérêt public le justifie, selon l'appréciation que fait l'Office de la situation;
- b) qu'il s'agisse de personnes déjà autorisées à exercer leur profession en vertu des lois d'une autre province ou d'un autre pays;
- c) que le titulaire d'un permis restrictif n'exerce sa profession que pour le compte d'un seul employeur, et dans une fonction ne l'amenant pas à traiter avec le public.

Les ordres professionnels ne peuvent délivrer un permis restrictif à un candidat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'Office. Contrairement au permis temporaire, le permis restrictif n'est pas assujéti à une limite dans le temps.

2. En vertu de l'art. 165.3, tel qu'il a été édicté par la « Loi 104 » (2002, c. 28, a. 26) ce pouvoir d'autoriser la délivrance d'un permis restrictif est exercé par le président-directeur général.

CHAPITRE VI

LA LANGUE DU TRAVAIL

41. L'employeur rédige dans la langue officielle les communications qu'il adresse à son personnel. Il rédige et publie en français les offres d'emploi ou de promotion.

1977, c. 5, a. 41.

JURISPRUDENCE

1. **Syndicat canadien de la fonction publique c/ Centre d'accueil Miriam** [C.S. Montréal 500-05-004355-820, J.E. 82-519, non publié] 1984 C.A. 104.

Cette décision faisait suite à l'annulation, par l'arbitre de griefs Émile Moalli, d'un avis de congédiement rédigé en anglais seulement. La Cour d'appel maintient la décision de la Cour supérieure, qui infirmait la décision de l'arbitre. Dans les motifs du jugement de la Cour d'appel, le juge Nichols s'exprime comme suit relativement aux droits linguistiques reconnus aux travailleurs par l'art. 41 :

« Ils ne créent d'obligation à l'employeur que dans la mesure où ils reconnaissent des droits à un travailleur individuellement. Ainsi, un employeur ne sera tenu de communiquer en français avec un employé que si ce dernier l'exige. Ces articles n'ont pas pour effet d'empêcher un employeur de communiquer avec un employé dans une langue autre que la langue officielle. Le droit de l'employé ne se traduit en obligation pour l'employeur que si l'employé manifeste l'intention d'exercer activement le droit qui lui est reconnu. » (p. 108).

2. **Pierre Migneron c/ Zellers inc. et la Compagnie de la Baie d'Hudson**, Commission des relations du travail, réf. 2004 QCCRT x 0513, 5 octobre 2004 (commissaires Pierre Flageole, vice-président, Huguette Vaillancourt, Pierre Cloutier)

Siégeant en révision, les trois commissaires maintiennent la décision rendue par la CRT le 20 octobre 2003 qui avait rejeté une plainte pour congédiement. À cette occasion le requérant soulève un argument linguistique qu'il n'avait pas soulevé en première instance, soit le fait que son rapport annuel d'évaluation de rendement et son contrat de travail (« Hudson's Bay Company executive employment contract »), de même que d'autres communications et évaluations, étaient nuls ab initio, ayant été rédigés exclusivement en anglais contrairement aux dispositions impératives de l'art. 41. Les trois commissaires s'appuient sur la décision de la Cour d'appel dans l'affaire Miriam (supra) pour rejeter cet argument et citent cet extrait du juge Nichols : « Le législateur n'a jamais voulu, selon moi, imposer l'usage exclusif du français dans les communications individuelles entre employeur et employé, qu'il s'agisse de communications écrites ou verbales. », et ils ajoutent : « Il n'y a pas lieu de revenir sur cette question en l'absence de jurisprudence ultérieure contradictoire ou en l'absence de modification législative. »

COMMENTAIRES

1. Cet article vise toute communication écrite, y compris sous forme d'affiche, adressée par l'employeur ou l'un de ses représentants hiérarchiques à l'ensemble du personnel, pourvu qu'elle ait une incidence sur le lien contractuel unissant l'employeur et les salariés. Par exemple, les communications ayant trait aux conditions d'embauche, de mutation, de promotion, de rétrogradation, de suspension ou de mise à pied, les communications relatives aux conditions de travail et de rémunération, les avantages sociaux, les assurances, les fonds de retraite, etc. Les autres communications, même sous forme d'affiche, qui touchent le fonctionnement de l'entreprise et le travail quotidien peuvent également être assujetties, le cas échéant, aux programmes de francisation.

2. Selon l'analyse faite par la Cour d'appel dans sa décision du 22 mars 1984 (Centre d'accueil Miriam), le droit d'un salarié d'obtenir des communications en français de son employeur pourrait être subordonné à une demande préalable de sa part, plutôt que de créer une obligation générale pour l'employeur. Néanmoins, les circonstances particulières de cette affaire (salariée de langue anglaise contestant, au moyen d'un grief rédigé en langue anglaise, un avis de congédiement dans cette

langue, alors qu'elle n'avait jamais demandé à l'employeur de communiquer avec elle en français) pourraient lui conférer le caractère d'un cas d'espèce, et ne devraient pas justifier dans tous les cas un amoindrissement des droits conférés par l'art. 41.

3. Par application de la règle d'interprétation énoncée à l'art. 89, l'employeur peut utiliser à la fois le français et une autre langue dans les communications qu'il adresse à l'ensemble de son personnel, de même que dans les offres d'emploi ou de promotion, sous réserve, dans tous les cas, de se conformer aux programmes de francisation.

4. Le mot « publie », dans la deuxième phrase de l'article, s'applique nécessairement à des offres d'emploi destinées au public à l'extérieur de l'entreprise, qui sont donc visées par cet article, par exemple une offre d'emploi diffusée par le truchement d'un site Web. Lorsqu'une telle offre d'emploi est affichée (par ex. dans un bureau de placement) elle demeure visée par l'art. 41 et non par l'art. 58. Par conséquent le français est obligatoire, mais une autre langue peut être utilisée concurremment, et sur un pied d'égalité avec le français.

5. Comparer avec le texte de l'art. 24 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c 6) :

« 24. Les employeurs doivent rédiger en français les avis, communications et directives qu'ils adressent à leur personnel.

Les textes et documents susdits peuvent cependant être accompagnés d'une version anglaise lorsque le personnel est en partie de langue anglaise. »

42. Lorsqu'une offre d'emploi concerne un emploi dans l'Administration, dans un organisme parapublic ou dans une entreprise qui doit, selon le cas, instituer un comité de francisation, posséder une attestation d'application d'un programme de francisation ou posséder un certificat de francisation, l'employeur qui publie cette offre d'emploi dans un quotidien diffusant dans une langue autre que le français doit la publier simultanément dans un quotidien diffusant en français et ce, dans une présentation au moins équivalente.

1977, c. 5, a. 42; 1993, c. 40, a. 13.

COMMENTAIRES

1. Cet article ne concerne que l'Administration, les organismes parapublics et les entreprises soumises à un programme de francisation. La Loi 86 (1993, c. 40) a apporté des modifications de concordance pour tenir compte de la restructuration du chapitre sur la francisation des entreprises. Le but de cet article est d'assurer à tous les salariés une information égale en ce qui a trait aux offres d'emploi.

2. Par conséquent,

a) une entreprise non soumise à un programme de francisation conserve la possibilité de publier une offre d'emploi, en français seulement ou à la fois en français et dans une autre langue, dans toute publication diffusée dans une autre langue que le français, y compris un quotidien;

b) l'Administration, un organisme parapublic ou une entreprise soumise à un programme de francisation conservent la possibilité de publier une offre d'emploi, en français seulement ou à la fois en français et dans une autre langue, dans un périodique autre qu'un quotidien (par ex. un hebdomadaire ou un mensuel) diffusé dans une autre langue que le français.

3. L'expression « simultanément » signifie en principe « le même jour ». Dans ce contexte, on peut admettre un décalage de quelques jours entre les dates de publication dans les deux quotidiens, tant qu'un salarié n'est pas lésé par un tel décalage pour soumettre sa candidature.

43. Les conventions collectives et leurs annexes doivent être rédigées dans la langue officielle, y compris celles qui doivent être déposées en vertu de l'article 72 du Code du travail (chapitre C-27).

1977, c. 5, a. 43.

COMMENTAIRES

1. La disposition du premier alinéa de l'art. 72 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) s'énonce comme suit :

«Une convention collective ne prend effet qu'à compter du dépôt, auprès du ministre, de deux exemplaires ou copies conformes à l'original, de cette convention collective et de ses annexes. Il en est de même de toute modification qui est apportée par la suite à cette convention collective...»

Par conséquent, une convention collective qui ne serait pas déposée en français n'aurait aucune valeur juridique.

2. La convention collective peut être rédigée, signée et déposée à la fois en français et dans une autre langue, par application de l'art. 89. Les deux versions seraient alors également officielles, mais en cas d'incompatibilité entre les versions déposées, on devrait rechercher le sens de la convention collective dans la version française, plutôt que dans une version dans une autre langue qui, par elle-même, n'aurait pu être déposée. En pratique, la version française devra donc prévaloir.

44. Toute sentence arbitrale faisant suite à l'arbitrage d'un grief ou d'un différend relatif à la négociation, au renouvellement ou à la révision d'une convention collective est, à la demande d'une partie, traduite en français ou en anglais, selon le cas, aux frais des parties.

1977, c. 5, a. 44; 1977, c. 41, a. 1; 1993, c. 40, a. 14.

COMMENTAIRES

En vertu de l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, la sentence arbitrale peut être rendue en français ou en anglais. La Loi 86 (1993, c. 40) a tenu compte de cette règle constitutionnelle dans la rédaction de cet article, qui est comparable à l'art. 9, tel qu'il a été remplacé également par la Loi 86. Toutefois, les frais de traduction d'une sentence arbitrale sont à la charge des parties.

45. Il est interdit à un employeur de congédier, de mettre à pied, de rétrograder ou de déplacer un membre de son personnel pour la seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle ou parce qu'il a exigé le respect d'un droit découlant des dispositions du présent chapitre .

Le membre du personnel qui se croit victime d'une mesure interdite en vertu du premier alinéa peut, lorsqu'il n'est pas régi par une convention collective, exercer un recours devant la Commission des relations du travail instituée par le Code du travail (chapitre C-27). Les dispositions applicables à un recours relatif à l'exercice par un salarié d'un droit lui résultant de ce code s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Lorsque le membre du personnel est régi par une convention collective, il a le droit de soumettre son grief à l'arbitrage au même titre que son association, à défaut par

cette dernière de le faire. L'article 17 du Code du travail s'applique à l'arbitrage de ce grief, compte tenu des adaptations nécessaires.

1977, c. 5, a. 45 ; 1997, c. 24, a. 2; 2000, c. 57, a. 7; 2001, c. 26, a. 83.

JURISPRUDENCE

Centre de services sociaux Ville-Marie c/ Dufault

a. (1989) R.J.Q. (C.S.) 1853 à 1865

b. (1990) R.J.Q. (C.S.) 2893 à 2907

Le Centre Ville-Marie (C.S.S.V.M.) avait retenu les services de M^{me} Chénard auprès d'une patiente hémiplegique et aphone. Il avait mis un terme à son affectation à la demande du conjoint de la patiente qui jugeait insuffisante sa connaissance de l'anglais. À la suite d'une plainte fondée sur l'art. 47, le commissaire du travail avait ordonné la réintégration de M^{me} Chénard et le versement d'une indemnité. Dans une 1^{ère} décision (a) la Cour supérieure a ordonné le sursis d'exécution de l'ordonnance, estimant que la décision du commissaire avait eu pour effet pratique de faire prévaloir le droit de travailler en français sur le droit d'être soigné en anglais. Dans une seconde décision (b) le tribunal, statuant sur le fond, maintient la décision du commissaire, estimant que le Centre Ville-Marie, n'ayant imposé aucune exigence linguistique particulière lorsqu'il a embauché M^{me} Chénard, s'est satisfait de sa connaissance minimale de la langue anglaise; de plus, la reconnaissance accordée à un organisme en vertu de l'art. 113, f ne le soustrait pas à l'application des art. 45 et 46 de la Charte : « le statut du C.S.S.V.M. ne fait pas preuve qu'il soit nécessaire de connaître l'autre langue pour exercer un emploi qui relève de sa compétence. » (p. 2897). Enfin la Cour affirme qu'il n'y a pas de conflit entre la Charte de la langue française et la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la Charte ne créant pas en faveur d'un travailleur un droit absolu à l'emploi du français, mais un droit tempéré par l'exception prévue à l'art. 46 (p. 2898-2899).

JURISPRUDENCE DE LA CRT

1. Jacky Poirier et les Services logistiques Trans-West inc., CM-1009-9979, 8 mai 2001 (commissaire Ann-Marie Jones)

Le plaignant allègue avoir été congédié illégalement de son poste de chauffeur par Trans-West, une entreprise de camionnage qui effectue 95 % de ses activités aux États-Unis. Une connaissance suffisante de l'anglais, tant à l'écrit qu'à l'oral, y est l'une des conditions d'embauche, afin de respecter une norme américaine (« Safety Compliance Manual ») :

* General qualifications of drivers :

(2) Can read and speak the English language sufficiently to converse with the general public, to understand highway traffic signs and signals in the English language, to respond to official enquiries, and to make entries on reports and records."

Le plaignant, dans sa demande d'emploi, avait déclaré comme langues parlées et écrites le français et l'anglais. Il n'a pas subi d'examen écrit en anglais, mais un test oral consistant à répondre à quatre questions. Il devait se rendre régulièrement aux États-Unis, le plus souvent en Californie, avec un coéquipier. À partir du 8 août 2002, l'employeur a décidé d'expédier les messages du répartiteur en anglais seulement, eu égard au fait que 25 % des chauffeurs (à Toronto) ne parlent pas français. Une traduction en français a été fournie aux chauffeurs sur demande (M. Gagnon avait préalablement consulté l'Office de la langue française). Le plaignant ayant critiqué cette façon de procéder, il subit une réprimande. Après quoi, il décide de quitter la compagnie. La commissaire conclut qu'il ne s'agissait pas d'un congédiement. Le plaignant a démissionné parce qu'il n'était pas d'accord avec la note à son dossier, et sans qu'aucune contrainte soit exercée à son endroit. Sa plainte est donc rejetée. Elle ajoute que l'Office aurait compétence pour trancher la question de savoir si les messages adressés aux conducteurs devaient être traduits en français.

2. Taïbi Fazi et les Services Kelly Itée, CM-1009-9750, 29 mai 2001 (commissaire Suzanne Moro)

Le plaignant, dont la langue maternelle est l'arabe, allègue avoir été congédié illégalement de son poste de support technique chez IBM à cause de sa connaissance insuffisante de l'anglais. Il avait été recruté par les Services Kelly, une agence de placement. Les entrevues s'étaient déroulées en français et en anglais. Il avait ensuite subi un entraînement technique et téléphonique de deux semaines, période pendant laquelle les appels se déroulaient à 80 % en anglais, et à 20 % en français. On met un terme à son engagement en raison de ses difficultés d'expression, mais le plaignant estime plutôt qu'il s'agit de sa difficulté à s'exprimer en anglais. La présomption créée par l'art. 45 s'applique dans ce cas, et l'employeur devait démontrer que le congédiement était fondé sur un autre motif que la connaissance insuffisante de l'anglais. Ayant constaté l'élocution laborieuse du plaignant lors de l'audience, et éprouvé elle-même des difficultés à le comprendre, la commissaire conclut que cette démonstration a été faite, et qu'il s'agit d'une cause juste et suffisante de fin d'emploi. La plainte est rejetée.

3. Lizette Côté et Raamco International Properties, CM-1011-1906, 5 novembre 2002 (commissaire Hélène Bélanger)

La plaignante allègue avoir été congédiée illégalement de son poste de responsable d'un immeuble à logements, à cause de sa connaissance insuffisante de l'anglais. La cessation d'emploi a eu lieu à l'occasion de la vente de l'immeuble à un groupe d'investisseurs du New Jersey, qui font appel à des administrateurs canadiens domiciliés à Vancouver. La commissaire conclut qu'il s'agissait plutôt d'un licenciement par les vendeurs, basé sur une clause validement insérée dans le contrat de cession de l'immeuble. Il n'y avait jamais eu de lien d'emploi entre la plaignante et Raamco International Properties, ce qui exclut l'application de l'art. 45 de la Charte. Par ailleurs, si la plaignante avait soumis sa candidature aux nouveaux propriétaires, son rejet pour des motifs linguistiques aurait pu donner ouverture à un recours en vertu de l'art. 46, mais la plaignante n'a pas soumis sa candidature lorsque l'offre d'emploi a été publiée dans le journal *The Gazette*. En conséquence, la plainte est rejetée.

4. André Théorét c/ L.T. Greenwin Property Management inc., CM-1011-2753, 14 novembre 2002 (commissaire Mario Chaumont)

Le plaignant allègue avoir été congédié illégalement de son poste de concierge d'un immeuble à logements, en raison de sa connaissance insuffisante de l'anglais. Il est avéré que le renvoi survenu en juin 2001 est motivé par le fait que le plaignant ne parle pas suffisamment l'anglais, mais l'employeur soutient que la plainte est prescrite, ayant été soumise hors du délai de 30 jours prévu par l'art. 16 du Code du travail, et la décision à rendre porte sur ce point précis. La plainte soumise à la Commission des normes du travail en juillet 2001, rejetée par lettre du 19 novembre 2001 et par la décision en révision en mars 2002, ne portait pas sur les motifs du renvoi mais sur les compensations pécuniaires. Le Protecteur du citoyen, saisi de la question, informe le plaignant qu'il doit s'adresser à la Commission des droits et libertés de la personne et de la jeunesse et à la Commission de protection de la langue française. Cette dernière est saisie d'une plainte le 4 avril 2002, et le Bureau du Commissaire du travail, le 17 avril.

Citant la décision rendue par le juge Mélançon du Tribunal du travail dans *Jean-Yves Bouliane c/ Monsieur Silencieux limitée et l'Union des employés de service, section locale 298 F.T.Q.* (1972, T.T. 255 à 258), le commissaire rappelle que le délai de 30 jours est de rigueur et que son non-respect entraîne la déchéance de la plainte. En conséquence, il y a prescription et la plainte doit être rejetée.

5. René Cloutier c/ Système électronique Rayco Itée, CQ-2000-2574, réf. 2003 QCCRT 0506, 5 septembre 2003 (commissaire Roger Barrette)

Le plaignant allègue avoir été congédié illégalement de son poste de commis aux services administratifs, en raison de sa connaissance insuffisante de l'anglais. L'employeur est une entreprise spécialisée dans l'équipement électronique utilisé à bord de la machinerie lourde. L'entreprise compte une cinquantaine d'employés. Une grande partie de ses clients sont à l'extérieur du Québec. Au moment d'être recruté, le plaignant est interrogé sur son niveau d'anglais et répond qu'il n'est pas parfaitement bilingue mais qu'il est prêt à suivre des cours. Son travail consiste à facturer les clients et à communiquer avec eux au besoin, de même qu'à réceptionner les marchandises commandées par l'entreprise, la majorité de ses interlocuteurs étant québécois. En janvier 2003, après un test

linguistique à l'Université Laval où il est classé « débutant », il est congédié. Sa proposition de suivre des cours est refusée, le président estimant que « ce serait trop long pour l'entreprise ».

L'employeur a cherché à démontrer que la connaissance de l'anglais était nécessaire pour l'accomplissement des tâches, une preuve qui aurait été pertinente dans un recours en vertu de l'art. 46. Le plaignant bénéficie de la présomption édictée par l'art. 45, ayant établi qu'il avait un lien d'emploi et que le congédiement était motivé par le niveau d'anglais insuffisant. L'employeur n'a pas démontré qu'il existait une autre cause juste et suffisante pour expliquer le congédiement. Citant la décision du commissaire Paul Dufault dans l'affaire du CSS Ville-Marie (supra), le commissaire est d'avis que l'employeur a embauché le plaignant en toute connaissance de cause et qu'il a attendu 4 mois avant de lui imposer un test linguistique. En conséquence, la plainte est accueillie et le versement d'une indemnité ordonné, vu la renonciation du plaignant à sa réintégration.

6. Roberto Pablo Villalva Arellano c/Banque Nationale du Canada, CM-2002-3038, (réf 2006 QCCRT 0172) 3 avril 2006 (commissaire Pierre Cyr)

Le plaignant allègue avoir été congédié illégalement, cependant sa plainte a été inscrite le 26 août 2005, à l'encontre d'un congédiement survenu le 12 avril 2005, elle outrepassa donc les délais légaux de 30 jours prévus par l'art. 16 du Code du travail, auquel réfère l'art. 45 de la Charte de la langue française. Le commissaire, invoquant une jurisprudence constante, conclut qu'il s'agit d'un délai de rigueur et rejette la plainte.

Décision confirmée en révision le 20 décembre 2006 (réf. 2006 QCCRT 0655).

7. Michel Laforest c/2863-9862 Québec inc., CM-2007-1926, 18 juin 2007 (commissaire Arlette Berger)

Le plaignant allègue avoir été illégalement déplacé par son employeur, une entreprise qui fait affaires sous la raison sociale Uniko, en raison de sa connaissance insuffisante de la langue anglaise. L'employeur soutient au contraire que le plaignant a démissionné de son poste, et subsidiairement, allègue que l'exigence était justifiée par les besoins de l'entreprise. La preuve ayant révélé que le plaignant était régulièrement assigné soit à des fonctions de production de moulures en plastique, soit à des activités de recyclage, son déplacement ne peut être attribué à des motifs linguistiques. Par ailleurs il a déclaré lui-même avoir subi ces déplacements parce qu'il réclamait le paiement d'heures supplémentaires, et il a quitté ses fonctions. Il ne s'agit donc pas d'un congédiement pour motifs linguistiques et la plainte est rejetée.

COMMENTAIRES

1. L'employeur ne peut invoquer le fait qu'un salarié ne connaît pas une langue autre que le français pour le congédier, le mettre à pied, le rétrograder ou le déplacer. Il ne peut non plus alléguer la « connaissance insuffisante » d'une autre langue pour affecter les droits du salarié.

2. La modification apportée par la Loi 40 (1997, c 24), recommandée notamment par le Rapport Grant, permet à un travailleur de se prévaloir du recours prévu par l'art. 45 s'il subit une sanction parce qu'il a exigé le respect de son droit de travailler en français, par exemple, parce qu'il aurait demandé à son employeur de rédiger en français les communications qu'il adresse à son personnel (art. 41). À titre de comparaison, voir art. 14 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), sur l'interdiction des mesures de représailles. Voir aussi l'art. 122 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1.), et les art 30 et 31 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1), qui prévoient clairement l'interdiction de « congédier, suspendre ou déplacer » un salarié.

3. Les deux derniers alinéas ont été édictés par la Loi 171 (2000, c. 57, a. 7) afin d'incorporer à cet article le mécanisme de recours prévu jusque-là par l'art. 47. Ce recours s'exerce auprès de l'arbitre de griefs ou de la Commission des relations du travail instituée le 25 novembre 2002, par la Loi n° 31 (2001, c. 26).

46. Il est interdit à un employeur d'exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que la langue officielle, à moins que l'accomplissement de la tâche ne nécessite une telle connaissance.

La personne qui se croit victime d'une violation du premier alinéa, qu'elle ait ou non un lien d'emploi avec l'employeur, peut, lorsqu'elle n'est pas régie par une convention collective, exercer un recours devant la Commission des relations du travail instituée par le Code du travail (chapitre C-27). Les dispositions applicables à un recours relatif à l'exercice par un salarié d'un droit lui résultant de ce code s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

Lorsque cette personne est régie par une convention collective, elle a le droit de soumettre son grief à l'arbitrage au même titre que son association, à défaut par cette dernière de le faire.

Le recours devant la Commission doit être introduit dans les 30 jours à compter de la date à laquelle l'employeur a informé le plaignant des exigences linguistiques requises pour un emploi ou un poste ou, à défaut, à compter du dernier fait pertinent de l'employeur invoqué au soutien de la violation du premier alinéa du présent article.

Il incombe à l'employeur de démontrer à la Commission ou à l'arbitre que l'accomplissement de la tâche nécessite la connaissance ou un niveau de connaissance spécifique d'une langue autre que le français.

La Commission ou l'arbitre peut, s'il estime la plainte fondée, rendre toute ordonnance qui lui paraît juste et raisonnable dans les circonstances, notamment la cessation de l'acte reproché, l'accomplissement d'un acte, dont la reprise du processus de dotation de l'emploi ou du poste en cause, ou le paiement au plaignant d'une indemnité ou de dommages-intérêts punitifs.

1977, c. 5, a. 46; 2000, c. 57, a. 8; 2001, c. 26, a. 84.

JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE À LA LOI 171

1. Hôpital chinois de Montréal c/ Syndicat canadien de la fonction publique (section locale 2948), et Alliance des infirmières du Québec, et Office de la langue française, et P.G. du Québec, C.S. Montréal 500-05-043563-988, 18 novembre 1999, (J.E. 2000-36).

Saisie d'une requête en révision judiciaire d'une décision rendue par l'Office le 19 juin 1998, qui réduisait le niveau de connaissance de deux langues chinoises (cantonais et toïsonnais) exigé pour exercer les fonctions d'infirmière chef d'équipe, la Cour supérieure casse cette décision de l'OLF et conclut que l'Hôpital peut déterminer à son gré ce niveau de connaissance. La Cour estime que l'employeur s'est déchargé du fardeau de la preuve aux termes de l'art. 46, et affirme que l'Office n'avait pas à se prononcer sur le niveau d'expertise linguistique exigé, dès lors que la connaissance des langues chinoises était nécessaire pour les contacts avec les patients: « Le barème des effets d'exclusion trop élevés à l'endroit des salariés n'a aucune pertinence surtout quand il s'agit d'une institution reconnue par les dispositions de l'article 29.1 de la Charte de la langue française ». De plus, en ce qui a trait au rôle joué par l'Office, le juge Irving Halperin statue à cette occasion que l'Office, lorsqu'il siège en vertu de l'art. 46 de la Charte, rend des décisions de nature quasi-judiciaire, mais que les conditions de nomination et de rémunération de la présidente et des autres membres ne répondent pas aux critères applicables en cette matière, et il retient à l'encontre de certains membres l'argument de la crainte raisonnable de partialité. Ce jugement n'a pas été porté en appel.

JURISPRUDENCE DE LA CRT

1. Lise Lapointe et Hôpital juif de réadaptation, CM-10109287, 24 mai 2002 (commissaire Gilberte Béchara)

La commissaire rejette la plainte soumise à l'encontre de l'exigence de l'anglais comme condition d'accès à un poste de secrétaire médicale au département de traumatisme cranio-cérébral. En cours d'audience, la commissaire suggère à la plaignante d'avoir recours à la médiation de l'Office selon l'art. 47, ce qu'elle refuse. L'hôpital est reconnu comme établissement visé par l'art. 113, f de la Charte de la langue française et tenu de rendre accessibles ses services en langue anglaise. Les niveaux des exigences linguistiques ont été déterminés en 1995 avec le concours du Service de l'évaluation linguistique de l'Université du Québec à Montréal. La clientèle de l'hôpital se partage comme suit : 38,1 % anglophone, 61 % francophone, 1 % allophone. La secrétaire médicale a pour rôle d'accueillir la clientèle, de l'orienter au besoin, de transcrire les rapports cliniques et les évaluations du médecin traitant, de faire le classement et la gestion des rapports à la SAAQ et à la CSST, de gérer les rendez-vous auprès des autres établissements (l'hôpital Sacré-Cœur et l'Hôpital général de Montréal). Pendant la période où la plaignante occupait ce poste, les dictées faites en anglais par le médecin ou d'autres intervenants ont dû être transcrites par d'autres personnes en raison de ses lacunes en anglais.

La commissaire souligne que pour se prévaloir de l'art. 46, une personne doit soumettre sa candidature à un poste offert par un employeur, qui lui en refuse l'accès. Or, vu les dispositions de la convention collective qui réservent ce poste aux syndiqués, l'hôpital n'a jamais offert le poste en question à la plaignante, et son recours doit être rejeté.

2. Diane Richard et Ispat Sidbec inc., CM-1011-0646, 10 juin 2002 (commissaire Jacques Vignola)

Vu le fait que la plaignante est régie par une convention collective, l'objection préliminaire de l'employeur est accueillie, et la plainte est rejetée.

3. Karly Rousseau et Ministère du Revenu du Québec, CM-1011-0727, 25 octobre 2002 (commissaire Jean Lalonde)

Le plaignant soutient que l'employeur lui a refusé un emploi contrairement à l'art. 46 de la Charte à cause de sa connaissance insuffisante de l'anglais. L'avis de concours publié par le Conseil du trésor le 16 juin 2001 visait à constituer une « réserve de candidatures » pour un poste de « préposée ou préposé aux renseignements » (n° de concours 249R-4506001). À ce stade, aucune exigence linguistique n'est formulée. Cependant, lors de la sélection des candidats par les services de téléphonie A et B du ministère du Revenu, certaines questions portent sur la connaissance de l'anglais, pour laquelle cinq points sont attribués (sur un total de 55). L'employeur soutient qu'en raison des résultats obtenus au classement général, la candidature du plaignant aurait été rejetée même s'il avait obtenu les cinq points attribués pour la connaissance de l'anglais. Le directeur régional du Ministère pour la région administrative de la Métropole (île de Montréal, Rive-Sud, Montérégie, Laval et Lanaudière) soutient que le poste nécessite une connaissance de l'anglais, le Ministère s'étant engagé à répondre à la clientèle dans un délai de moins d'une minute. De plus, la description de tâches du préposé aux renseignements prévoit parmi les exigences particulières du poste une bonne connaissance de la langue anglaise parlée et écrite, exigence établie d'après des statistiques sur la clientèle anglophone de la région, soit 13,1 % de la population. On invoque la difficulté de recruter deux catégories distinctes de préposés, les uns unilingues francophones et les autres unilingues anglophones, ce qui compliquerait la tâche des gestionnaires pour les remplacements. Le commissaire constate que la contestation du plaignant porte non pas sur la nécessité de l'anglais, mais sur le fait que cette exigence n'était pas mentionnée dans l'avis de concours. Il conclut que le poste exige une connaissance de l'anglais et que la plainte doit être rejetée.

4. Daniel Haché et Christian Girard c/ Gouvernement du Québec SAAQ/contrôle routier, CM-2000-7425 et CM-2000-7166, réf. 2004 QCCRT 0617, 26 novembre 2004 (commissaire Jean Lalonde)

Les deux plaignants contestent l'exigence de la Société de l'assurance automobile touchant la maîtrise de la langue anglaise parlée pour l'accès à des postes de contrôleur routier (10 postes dans les régions de Laval, de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière). La firme « Les ateliers de conversation anglaise » est chargée de l'évaluation et le niveau intermédiaire 3 est considéré comme

un minimum pour cette fonction : « Le travail des contrôleurs routiers s'exerce dans des situations difficiles et stressantes. Le niveau de bruit est élevé et les conducteurs interceptés sont stressés. La majorité des chauffeurs sont unilingues anglais et parlent avec un accent. Il est primordial que le contrôleur routier maîtrise les temps de verbe pour interroger efficacement les chauffeurs. Il importe d'arrêter les chauffeurs qui falsifient le registre de conduite. Il est aussi important que le contrôleur n'immobilise pas un véhicule parce qu'il n'a pas compris ce que lui a dit le conducteur. » (M. Jacques Couture, directeur régional). Invoquant la décision du commissaire Paul Dufault dans l'affaire Chénard c/ CSS Ville-Marie (supra, art. 45), le commissaire conclut que la connaissance de l'anglais est nécessaire pour l'exécution des tâches du contrôleur routier et rejette la plainte des requérants.

5. Caven Richard c/ Centre hospitalier de St-Mary, CM-2000-8116, réf. 2005 QCCRT 0012, 12 janvier 2005 (commissaire Paul Dufault)

Le plaignant conteste l'exigence de l'anglais comme condition de recrutement pour un emploi de machiniste (mécanicien-ajusteur), ayant échoué le test d'anglais écrit à l'étape de la sélection préliminaire. Il occupait déjà cette fonction de façon temporaire, par l'entremise d'une agence. Le travail consiste à réparer divers équipements et appareils (lits, chaises roulantes, civières, etc.). L'employeur invoque le fait que la clientèle du centre hospitalier est constituée de 50 % d'anglophones et de 50 % de francophones, et donc que tout candidat doit posséder une connaissance minimale de la langue anglaise parlée. Certains membres du personnel, embauchés avant 2002, ne parlent que l'anglais, et dans certains départements de l'hôpital la langue de travail est l'anglais. De plus, on affirme que le machiniste peut être appelé à communiquer avec des fournisseurs d'équipements hors du Québec. Le commissaire conclut que l'exigence de l'anglais n'est pas justifiée. Il rejette aussi l'argument basé sur le décret relatif aux services en langue anglaise, estimant que le travail du machiniste ne consiste pas à dispenser des soins de santé. Enfin, il estime que la politique de dotation du personnel en vigueur depuis 2002, qui impose le bilinguisme à tous les salariés, va à l'encontre de l'art. 4 de la Charte de la langue française. Le processus de dotation devra donc être repris, en supprimant l'exigence de la connaissance de l'anglais.

Eu égard à l'argument de la prescription qui était soulevé par l'employeur, le commissaire conclut que le délai de 30 jours pour l'exercice du recours commence à courir non pas à partir du moment où l'employeur affiche un poste « bilingue », ni à partir du moment où le candidat est soumis à un test, mais seulement quand l'intéressé est informé avec exactitude du niveau de connaissance spécifique de la langue anglaise pour l'accès à un poste, et donc lorsqu'il est informé des résultats des tests.

Dans une décision rendue le 22 février 2006 (CM-2001-7795, réf. 2006 QCCRT 0102), ayant trait à la question de savoir si une réparation additionnelle devait être accordée, le commissaire Dufault a déterminé que le montant de l'indemnité à accorder au plaignant était de 9 984,39 \$. Cependant il ne lui accorde pas de dommages-intérêts punitifs, l'employeur n'ayant pas agi de mauvaise foi, ou de façon arbitraire ou discriminatoire, mais ordonne plutôt que lui soit versée une indemnité réparatrice et compensatrice en fonction du préjudice subi à la suite de la faute commise par l'employeur, calculée sur la base de la rémunération qu'il aurait touchée durant une période de trois mois n'eût été du refus d'embauche faisant suite à son échec à l'examen d'anglais.

6. Michel Girard c/ Telus Québec inc., CQ-2002-5259, réf. 2006 QCCRT 0236, 5 mai 2005 (commissaire Paul Bélanger)

Le plaignant conteste l'exigence de l'anglais par Telus Québec comme condition de recrutement pour des postes de représentant au recouvrement et de représentant au centre d'appels, à Rimouski. Dans sa plainte du 6 décembre 2005, il allègue que Telus Québec « doit reconnaître que la majorité de sa clientèle est d'origine francophone et que la maîtrise de la langue anglaise est un critère d'embauche pour éliminer le plus de candidatures possibles dans le processus de sélection de son personnel ». L'entreprise fait valoir que la Commission des relations du travail n'a pas compétence, étant donné que Telus Québec est une entreprise de compétence fédérale suivant les dispositions de l'art. 92 (10) de la Loi constitutionnelle de 1867, comme l'atteste l'ordonnance d'accréditation délivrée par le Conseil des relations industrielles du Canada et modifiée le 17 mai 2002. Le commissaire Bélanger conclut que la langue de travail étant une condition de travail, l'étude des plaintes en cette matière relève de l'application des lois fédérales, et rejette la plainte.

COMMENTAIRES

1. Contrairement à l'art. 45, qui vise à protéger les personnes déjà titulaires d'un poste, l'art. 46 vise les personnes qui postulent « un emploi » ou « un poste » : il peut s'agir d'une personne qui demande un emploi dans une entreprise, ou qui, étant déjà au service d'une entreprise, présente sa candidature à un nouveau poste. L'employeur ne peut exiger la connaissance d'une langue autre que le français, sauf si la connaissance de cette autre langue est essentielle en raison de la nature même du travail. Pour saisir la portée de l'interprétation donnée par l'Office à cette disposition, de 1977 à 2000, on se reportera aux recueils des décisions rendues par l'Office en application de l'art. 46. Les 19 décisions rendues de 1991 à 2000 sont accessibles dans le site Web de l'Office : www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/decisions/index.html

2. Voir le n° 19 de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration (décision n° 96-312, du 12 novembre 1996) qui prévoit que « L'Administration n'exige la connaissance d'une autre langue que le français comme condition de recrutement, de mutation ou d'affectation, que si l'accomplissement de la tâche nécessite la connaissance de cette autre langue. » :

<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

3. Les diplômés du secteur secondaire bénéficient, selon l'art. 35,3°, d'une présomption de connaissance du français pour être admis au sein des ordres professionnels, mais la réciproque n'est pas vraie en ce qui a trait à la connaissance de l'anglais, langue seconde, et l'art. 46 a pour effet d'autoriser les employeurs, y compris dans le secteur public, à faire de la connaissance de cette langue une exigence éliminatoire à l'embauche s'ils peuvent, en cas de plainte d'un salarié, en démontrer la nécessité. Sur cette question, voir la décision de l'Office Raymond Cartier c/Ville de Montréal (Jardin botanique) du 17 septembre 1999 :

http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/decisions/ibotanique_46_286.html

4. La Loi 171 (2000, c. 57, a. 8) a retiré toute compétence juridictionnelle à l'Office dans l'application de cette disposition, qui est désormais du ressort exclusif de l'arbitre de griefs, à l'égard d'un syndiqué, ou de la Commission des relations du travail (novembre 2002), dans le cas d'un non syndiqué. De plus, la loi précise désormais que la preuve offerte par l'employeur doit démontrer que le niveau de connaissance spécifique de l'autre langue qu'il exige est nécessaire eu égard aux fonctions à exercer. Le recours doit être exercé par la personne qui se croit lésée, mais cette personne peut, le cas échéant, être représentée par son syndicat. Enfin l'arbitre ou la Commission peuvent, s'ils estiment que la plainte est fondée, rendre une ordonnance destinée à réparer le préjudice subi ou même ordonner le versement de dommages-intérêts punitifs.

47. La personne qui se croit victime d'une violation du premier alinéa de l'article 46 peut, avant d'exercer le recours qui y est prévu, demander par écrit à l'Office québécois de la langue française de soumettre cette question à un médiateur en vue de permettre l'échange de points de vue entre elle et l'employeur et de favoriser le plus rapidement possible une entente écrite.

Les parties sont tenues de participer à toute réunion à laquelle le médiateur les convoque; celui-ci et les parties peuvent utiliser tout moyen technique, notamment le téléphone, leur permettant de communiquer oralement entre eux. Le demandeur peut être représenté par son association de salariés.

La médiation ne peut se prolonger au-delà de 30 jours après la date à laquelle elle a été demandée. En outre, le médiateur peut y mettre fin avant l'expiration de ce délai, s'il estime, compte tenu des circonstances, que son intervention n'est pas utile ou indiquée; il en avise alors par écrit les parties.

Le délai pour s'adresser à la Commission des relations du travail ou à un arbitre est suspendu durant la médiation. Il recommence à courir lors de la réception par le demandeur d'un avis mettant fin à la médiation ou, au plus tard, 30 jours après la demande de médiation.

1977, c. 5, a. 47; 1977, c. 41, a. 1; 2000, c. 57, a. 9; 2001, c. 26, a. 85; 2002, c. 28, a. 34.

COMMENTAIRES

La Loi 171 (2000, c. 57, a. 9) a confié à l'Office un rôle de médiation à la demande de tout plaignant qui le désire, préalablement à l'exercice du recours prévu par l'art. 46 devant l'arbitre ou devant la Commission des relations du travail (novembre 2002). L'intervention de l'Office suspend alors l'écoulement du délai prévu par l'art. 46, mais cette intervention ne peut se prolonger plus de 30 jours. Les art. 47.1 et 47.2, également édictés par la Loi 171, précisent les modalités de la médiation assurée par l'Office. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 171, le 18 juin 2001, l'Office a reçu six demandes de médiation.

47.1 À moins que les parties à la médiation n'y consentent, rien de ce qui a été dit ou écrit au cours d'une séance de médiation n'est recevable en preuve, devant un tribunal judiciaire ou devant une personne ou un organisme de l'ordre administratif lorsqu'il exerce des fonctions juridictionnelles.

2000, c. 57, a. 9.

47.2 Le médiateur ne peut être contraint de divulguer ce qui lui a été révélé ou ce dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions, ni de produire un document confectionné ou obtenu dans cet exercice devant un tribunal judiciaire ou devant une personne ou un organisme de l'ordre administratif lorsqu'il exerce des fonctions juridictionnelles.

Malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès à un document contenu dans le dossier de médiation.

2000, c. 57, a. 9.

48. Sont nuls, sauf pour ce qui est des droits acquis des salariés et de leurs associations, les actes juridiques, décisions et autres documents non conformes au présent chapitre. L'usage d'une autre langue que celle prescrite par le présent chapitre ne peut être considéré comme un vice de forme visé par l'article 151 du Code du travail.

1977, c. 5, a. 48.

COMMENTAIRES

1. Le premier alinéa de l'art. 151 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) s'énonce comme suit :

«Aucun acte de procédure fait en vertu du présent code ne peut être rejeté pour vice de forme ou irrégularité de procédure...».

Les art. 48 et 50 de la Charte sont les seuls où il est fait mention de nullité. La référence à l'art. 151 du Code du travail a pour but d'éviter qu'on n'invoque cette disposition pour pallier à cette nullité au motif qu'il ne s'agit que d'un vice de forme. Il s'ensuit que l'usage d'une langue autre que le français constitue toujours une cause de nullité.

2. Cette nullité s'applique à tous les actes juridiques, décisions et autres documents non conformes aux dispositions du chapitre sur la langue du travail, y compris une convention collective, les communications écrites adressées au personnel au sens de l'art. 41, les offres d'emploi, etc. Cependant, le législateur a voulu préserver les droits acquis des salariés et de leurs associations. Une convention collective qui ne serait pas rédigée en français serait nulle sauf en ce qui a trait aux gains réalisés par les salariés au cours de la négociation collective, ainsi qu'aux droits déjà acquis par les salariés et leurs associations.

49. Une association de salariés utilise la langue officielle dans les communications écrites avec ses membres. Il lui est loisible d'utiliser la langue de son interlocuteur lorsqu'elle correspond avec un membre en particulier.

1977, c. 5, a. 49.

JURISPRUDENCE

1. Union des employés de commerce, local 504 c/ Brière (1987) R.J.Q. (C.S.) 569.

L'art. 49 ne vise pas les statuts et règlements d'une association de salariés. Dans un jugement de la Cour supérieure du 23 février 1987, cassant la décision rendue le 16 octobre 1985 par le Tribunal du travail relativement à l'accréditation du syndicat du magasin EATON à Sherbrooke, il a été décidé que cet article n'a pas pour effet d'exiger qu'un syndicat établisse une version française de ses règlements généraux. Le juge Victor Mélançon précise que l'art. 49 ne vise que «les communications et échanges avec les membres au sens de la correspondance, avis, affiches, etc.» (p. 572).

2. Confirmé par : Lagacé c/ Union des employés de commerce, local 504, (1988) R.J.Q. 1791 (C.A.).

COMMENTAIRES

1. Par «association de salariés», on entend une association de salariés au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), art. 1^{er}, paragraphe a, soit : «un groupement de salariés constitué en syndicat professionnel, union, fraternité ou autrement et ayant pour buts l'étude, la sauvegarde et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres et particulièrement la négociation et l'application de conventions collectives».

2. Par «communications écrites», on entend toute correspondance adressée à l'ensemble des membres d'une association de salariés, et tout imprimé accompagnant cette correspondance, ou adressé à l'ensemble des membres, y compris les revues, journaux et bulletins d'information publiés par les associations de salariés à l'intention de leurs membres. La publicité commerciale publiée dans des journaux ou bulletins d'information destinés aux membres d'une association de salariés est régie par l'art. 58.

3. Contrairement à un ordre professionnel (art. 32), une association de salariés peut prendre l'initiative de correspondre avec un membre en particulier dans une autre langue que le français. Dans ce cas, il lui est également permis de joindre à sa correspondance des documents et imprimés rédigés dans une autre langue.

50. Les articles 41 à 49 de la présente loi sont réputés faire partie intégrante de toute convention collective. Une stipulation de la convention contraire à une disposition de la présente loi est nulle de nullité absolue.

1977, c. 5, a. 50; 1999, c. 40, a. 45.

COMMENTAIRES

Toute convention collective est appliquée et interprétée comme si ces dispositions s'y trouvaient reproduites, et toute clause incompatible dans la convention collective est nulle. Les parties à une convention collective peuvent cependant prévoir des dispositions qui outrepassent les exigences prévues par la Charte en favorisant davantage l'emploi du français. Par exemple, on pourrait trouver dans le texte d'une convention collective une clause stipulant que seul le texte français de cette convention est officiel, mais la convention ne pourrait prévoir que l'employeur peut expédier ses communications écrites au personnel soit en français, soit en anglais, cette clause étant contraire à l'art. 41.

CHAPITRE VII

LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

51. Toute inscription sur un produit, sur son contenant ou sur son emballage, sur un document ou objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et les certificats de garantie, doit être rédigée en français. Cette règle s'applique également aux menus et aux cartes des vins.

Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions, mais aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit l'emporter sur celle qui est rédigée en français.

1977, c. 5, a. 51.

JURISPRUDENCE

1. Sur le règlement 683 de 1967 : **P.G. du Québec c/ Dominion Stores Limited** : [C.S. Chicoutimi, 43-175, 14-01-1974, non publié] 1976 C.A. 310.

La Société Dominion Stores Ltd. contestait la validité constitutionnelle du Règlement 683, édicté en application de la Loi des produits agricoles et aliments (1964 S.R.Q. c. 119), alléguant que le Québec ne pouvait pas, en imposant l'emploi du français dans l'étiquetage, empêcher la commercialisation d'un produit importé légalement au Canada. La Cour d'appel a jugé que l'étiquetage en français est une mesure propre à assurer la « loyauté des ventes », mesure qui n'impose pas des exigences irréalisables de la part des importateurs et ne vise pas à contrôler le commerce interprovincial ou international.

2. **Dominion Ginseng Cosmetic Corp. c/ Yvon Brouard & Associés Ltée** 1979 C.P. 471

L'acheteur d'un produit ne peut retourner celui-ci à l'expéditeur ni refuser de le payer en invoquant soit que l'étiquetage est en anglais seulement, soit que l'art. 51 est d'ordre public, soit que la vente est nulle. Le Tribunal conclut en effet que la Charte n'interdit pas la vente d'un produit dont l'étiquetage n'est pas conforme à ses dispositions, auquel cas la seule sanction prévue est d'ordre pénal. Voir le texte de l'art. 205.1 édicté le 1^{er} janvier 1998, qui prévoit maintenant une telle interdiction.

3. **PG du Québec c/ Browning Canada Sports Ltée**, Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Montréal 760-61-109060-997), 21 février 2000

Poursuite concernant l'emballage et les documents d'accompagnement de carabines de marque Browning, modèle A-Bolt, rédigés en langue anglaise. Le juge Gilles Michaud relève le fait que le manuel d'utilisation est rédigé en six langues, dont le français. Ce manuel (portant la mention *Printed in Belgium*) est inséré dans la boîte à Montréal, quand le produit est destiné au marché québécois. La défense allègue à ce propos l'existence d'une « entente de tolérance » qui serait intervenue entre la société Browning et la Commission de protection de la langue française, selon laquelle ce correctif était suffisant. Par contre, la preuve démontre que le document intitulé *Ballistic Optimizing Shooting System* n'est pas en français, ce qui est l'un des éléments de l'infraction. Eu égard à ce fait, et en l'absence de toute preuve sur une entente, qui aurait permis la défense d'erreur provoquée, la défenderesse est déclarée coupable de l'infraction reprochée.

4. **PG du Québec c/ Sico**, Cour du Québec, ch. criminelle et pénale (Longueuil 505-61-050839-026), 3 septembre 2002

Séance tenante, le juge Rosaire Vallières acquitte la société Sico d'une accusation en vertu de l'art. 51 concernant l'emballage d'un produit (canettes d'aérosol Overall de marque Rustoleum). Le produit de type industriel n'est pas offert en étalage et n'est généralement pas vendu au consommateur, mais plutôt à des applicateurs professionnels, sur demande. La preuve révèle que la société Sico, agissant en tant que distributeur, avait pris des mesures chez les marchands en vue de retirer le produit du commerce. Le produit, quoique présent dans l'entrepôt au moment de l'inspection du

2 novembre 2001, et comportant des indications en anglais, n'était pas offert au public mais entreposé en vue d'être retiré du marché, alors que d'autres produits de la gamme Rustoleum comportaient un étiquetage conforme, bilingue ou trilingue.

5. Citicorp Vendor Finance Ltd. c/ Jeans Expert Canada inc. et Panadata inc., Cour du Québec ch. civile, 2 décembre 2003, juge Simon Brossard (Montréal 500-22-073176-029)

La société Jeans Expert est poursuivie par la société de crédit Citicorp, en vertu d'un contrat de crédit-bail portant sur un photocopieur couleur loué de Panadata, pour lequel elle a effectué seulement les cinq premiers versements. Son recours en garantie contre Panadata est essentiellement basé sur le fait que le photocopieur avait été livré avec un manuel d'utilisation en anglais, contrairement à l'art. 51 de la Charte de la langue française, et que le bien n'avait donc pas été livré avec tous ses accessoires. Le tribunal n'accepte pas ces arguments et rejette le recours en garantie. Le tribunal note que « même s'il y a infraction aux articles 4, 5 et 51 de la Charte de la langue française, la sanction prévue est une plainte à l'Office et une contravention peut entraîner une condamnation à une amende en vertu de l'article 205 de cette même Charte et non l'annulation du contrat. » Le manuel d'utilisation n'était pas un accessoire essentiel en l'occurrence. Les employés de Jeans Expert, d'après la preuve, travaillent en anglais. De plus, lors de la livraison une démonstration a été faite aux employés, et des explications leur ont été données sur le fonctionnement de l'appareil.

6. P. G. du Québec c/ Amada Canada ltée, Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Bedford, 460-61-05655-038, 005656-036), 8 décembre 2005, juge Donald Bissonnette, J.C.S.

Voir résumé sous l'art. 3 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

7. Directeur des poursuites criminelles et pénales c/ Provigo Distribution inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale (500-61-225901-074), 15 octobre 2007, juge Suzanne Bousquet.

Le supermarché Loblaws de Pierrefonds offrait en vente des produits (mélange pour potage aux légumes casher) dont l'étiquetage était rédigé de façon prédominante en anglais, contrairement à l'art 51 de la Charte. En défense, Provigo invoque l'exception prévue à l'art. 3.5^e du Règlement sur la langue du commerce et des affaires, concernant les produits importés dont l'usage est peu répandu et dont il n'existe pas au Québec de produits de remplacement équivalents présentés en français. Le directeur des poursuites soutient que ce dernier élément n'est pas démontré par prépondérance de preuve. La défense alléguant au contraire qu'il incombait au directeur des poursuites de démontrer qu'il n'existait pas de produit de remplacement, le tribunal rejette cet argument puisque selon les règles du droit pénal c'est au défendeur d'établir qu'il bénéficie d'une exception, d'une exemption d'une excuse ou d'une justification (art. 64 du Code de procédure pénale). Sur ce point la défense a fait entendre un témoin, mais le tribunal ne juge pas son témoignage concluant. Le témoin a donné une opinion mais, n'étant pas reconnu comme témoin-expert, son opinion n'est pas admissible en preuve. Par ailleurs, le témoin a admis qu'il existait peut-être d'autres fournisseurs. La défenderesse est donc reconnue coupable de l'infraction.

COMMENTAIRES

1. Cet article permet expressément l'usage de plusieurs langues en plus du français. Il prévoit aussi, conformément au principe énoncé par l'art. 91, qu'aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit l'emporter (prévaloir) sur celle qui est rédigée en français. Il vise tout ce qui est inscrit (écrit) sur un produit, sur son contenant ou sur son emballage, notamment les éléments qui en indiquent la nature, le prix, la destination, etc. Un texte est réputé ne pas être en français si, pour qu'il soit intelligible, il faut se reporter à sa version dans une autre langue. De plus, cet article ne laisse aucune possibilité de choisir la langue de rédaction des inscriptions. Un détaillant ne pourrait donc offrir au client le choix d'imprimer une étiquette autocollante (par ex. sur un pot de peinture) en français ou en anglais (mars 2001). En revanche, le fait d'inclure dans un emballage deux jeux complets d'étiquettes, en français et en anglais, demeure une solution acceptable si le produit ne comporte lui-même aucune inscription dans une autre langue que le français.

2. Par « produit », on entend tout bien offert sur le marché québécois, y compris un produit d'importation, quelle que soit la nature du produit : une automobile est un produit, et par conséquent les inscriptions sur le tableau de bord doivent être en français ou être remplacées par des pictogrammes, sous réserve des exceptions applicables.

3. Les « documents accompagnant un produit », c'est-à-dire les documents remis au consommateur au moment d'acheter le produit, sont visés par cet article s'ils constituent un accessoire du produit, sauf s'ils sont déjà visés par d'autres articles de la Charte, par exemple à titre de catalogues, brochures ou autres documents publicitaires. En pratique, il s'agit surtout des modes d'emploi et des certificats de garantie, qui sont d'ailleurs expressément mentionnés. Les coupons publicitaires imprimés sur un emballage ou qui accompagnent un produit sont également visés par cet article.

4. Le mode d'emploi et la documentation relatifs à un ordinateur vendu au détail doivent être en français, de même que ceux d'un logiciel, à moins que celui-ci ne puisse être assimilé à un « produit culturel ou éducatif ».

5. Un menu ou une carte des vins doivent toujours être en français, mais le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs versions dans d'autres langues. On peut présenter au client deux menus distincts, l'un en français l'autre dans une autre langue, sans contrevenir à l'art. 51, pourvu que la version française soit toujours disponible. Le menu ou la carte des vins disponibles à l'intérieur de l'établissement peuvent être affichés de façon bilingue ou multilingue à la porte d'un restaurant. Dans les établissements de restauration minute et cafétérias, le menu affiché au-dessus du comptoir peut être présenté conformément à l'art. 51, c'est-à-dire que le français doit être au moins équivalent à toute autre langue, sans qu'il soit nécessairement prédominant.

6. Par extension, l'art. 51 s'applique aussi aux inscriptions et à la publicité figurant sur les contenants et emballages offerts au public par les établissements commerciaux, lorsqu'ils font partie du conditionnement normal d'un produit ou d'un ensemble de produits : par exemple, une boîte contenant les aliments servis dans un établissement de restauration rapide. Toutefois, les sacs de magasinage offerts aux clients par les grands magasins sont assimilés à des articles promotionnels, et la publicité commerciale qu'ils véhiculent est soumise à la règle générale de la nette prédominance du français.

7. Le Code civil du 1^{er} janvier 1994 comporte des dispositions relatives à la sécurité des produits :

« 1468. Le fabricant d'un bien meuble, même si ce bien est incorporé à un immeuble ou y est placé pour le service ou l'exploitation de celui-ci, est tenu de réparer le préjudice causé à un tiers par le défaut de sécurité du bien.

Il en est de même pour la personne qui fait la distribution du bien sous son nom ou comme étant son bien et pour tout fournisseur du bien, qu'il soit grossiste ou détaillant, ou qu'il soit ou non l'importateur du bien.

1469. Il y a défaut de sécurité du bien lorsque, compte tenu de toutes les circonstances, le bien n'offre pas la sécurité à laquelle on est normalement en droit de s'attendre, notamment en raison d'un vice de conception ou de fabrication du bien, d'une mauvaise conservation ou présentation du bien ou, encore, de l'absence d'indications suffisantes quant aux risques et dangers qu'il comporte ou quant aux moyens de s'en prémunir. »

8. La Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., ch. S-2.1) prévoit à l'art. 62.4 : « L'étiquette et la fiche signalétique d'un produit contrôlé doivent être en langue française. Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions. »

9. Sur la législation fédérale, voir notamment la Loi sur les aliments et drogues, la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, la Loi sur les produits dangereux, la Loi sur l'étiquetage des textiles, et les règlements pris pour l'application de ces lois, qui prévoient que doivent figurer, en français et en anglais : sur les produits alimentaires, le nom du produit, la liste des ingrédients, la quantité nette, et l'information nutritionnelle, le cas échéant; sur les produits non alimentaires, le nom du produit et la quantité; sur les produits dangereux, le mode d'emploi et la mise en garde; sur les étiquettes de vêtements, la composition des fibres textiles. Voir :

- Agence canadienne d'inspection des aliments : www.cfia-acia.agr.ca
- Guide d'étiquetage et de publicité sur les aliments 2003 (notamment sur les exigences en matière de bilinguisme et les langues obligatoires dans le tableau de la valeur nutritive) : www.inspection.gc.ca/francais/fssa/label/guide/tocf.shtml
- Bureau de la concurrence : www.competitionbureau.gc.ca
- Association canadienne de normalisation : www.csa.ca

Le Code canadien de l'électricité – Deuxième partie, Exigences générales (CAN/CSA-C22.2 n° 0-M-91 (art. 5.3.1.) prévoit que les avertissements et mises en garde sont rédigés en français et en anglais, et cette exigence s'applique à toutes les normes comportant la mention initiale « CAN/CSA... » (Normes nationales du Canada). Au Québec, le respect de certaines de ces normes, dans les édifices publics, est assuré par la Régie du bâtiment (Loi sur le bâtiment L.R.Q. c. B-1.1).

10. En matière de produits cosmétiques, la nouvelle réglementation publiée par Santé Canada (Gazette du Canada partie II, 1^{er} décembre 2004) a imposé, au terme d'un délai de deux ans, l'obligation de divulguer la liste des ingrédients sur les étiquettes des produits vendus au Canada et au Québec, selon la nomenclature internationale INCI (International Nomenclature for Cosmetic Ingredients) inspirée de celle en vigueur dans l'Union européenne. Le règlement énumère en annexe une liste d'une soixantaine de noms triviaux avec leurs équivalents français et anglais, dont l'usage est obligatoire dans ces deux langues, à défaut d'utiliser uniquement le nom trivial selon la norme européenne. Voir le Règlement sur la langue du commerce et des affaires, art. 8.1 (en vigueur le 16 novembre 2006).

52. Les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et toute autre publication de même nature doivent être rédigés en français.

1977, c. 5, a. 52; 1983, c. 56, a. 11; 1993, c. 40, a. 15.

JURISPRUDENCE

1. *Mc Kenna Inc. c/ OLF et PG du Québec* C.S. Montréal 500-05-002007-845, 4 avril 1984 (non-publié).

L'art. 15 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires (r. 9) avait été adopté en vertu de l'art. 53 tel qu'il était formulé avant l'adoption de la Loi 57. Le second alinéa de l'art. 15 exigeait que le texte français des documents publicitaires soit présenté sous forme de publication distincte lors d'une distribution dans un lieu public. Comme les art. 53 (l'art. 52 actuel) et 89 autorisent la diffusion de documents bilingues, la Cour supérieure a jugé que l'Office n'avait pas le pouvoir d'imposer la diffusion de deux versions distinctes dans certains cas.

2. *P.G. du Québec c/ Hyperinfo Canada Inc.*, C.Q. Hull, n° 550-61-000887-014, 1^{er} novembre 2001, J.E. 2002-199.

En ce qui a trait à l'application de l'art. 52 aux sites Web :

- Les tribunaux québécois sont compétents relativement aux infractions commises sur le territoire du Québec. L'exigence de l'arrêt *Libman*, soit l'existence d'un lien réel et important, est satisfaite. En effet, ce lien en l'espèce est la destination de l'information.

- La mise en garde dans le site W3 (mécanisme relatif au suffixe « qc », qui fut installé par Hyperinfo) n'empêche pas la consultation du site. Ce mécanisme n'est pas étanche. De plus, l'art. 52 de la Charte de la langue française est une disposition d'ordre public, on ne peut y déroger par ce mécanisme (emploi du mot « doit »). En somme, la mise en garde n'a pas d'effet juridique et ne constitue pas une dérogation valide à l'application de la Loi.

3. *P.G. du Québec c/ Waldie-Reid*, C. Q. Beauharnois, 23 mai 2002 (760-61-026203-019, juge Raymond Boyer), J.E. 2002-1266.

Les intimés devaient répondre à l'accusation suivante : « Le ou vers le 30 novembre 1999, ne pas avoir rédigé en français une publication commerciale diffusée sur un site Internet. Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11), articles 52 et 205. » Saisi d'une requête en rejet de poursuite (art. 174.8^o du Code de procédure pénale), le juge Boyer considère que la question fondamentale suscitée par cette requête vise à faire décider si l'obligation qu'impose l'art. 52 s'applique également à la publicité commerciale sur un site internet. Quant à la territorialité de la loi, il conclut que l'obligation imposée par l'art. 52 ne peut s'appliquer qu'à un acte de commerce sur le territoire du Québec, ce qui est le cas en l'espèce, et que la loi peut exiger, sans porter atteinte à la liberté d'expression, qu'un commerçant rédige en français toute publication commerciale accessible aux habitants du territoire où se trouve son

commerce. D'autre part, considérant le fait que les catalogues, brochures et dépliants peuvent exister autant sous forme électronique que sous forme imprimée, et que la force probatoire des inscriptions informatisées est aujourd'hui reconnue par le législateur, il conclut que l'infraction réside dans le fait de rendre public ou de faire paraître un message à caractère commercial, sans égard au support technologique. En conséquence la requête est rejetée, puisque la dénonciation reproche aux défendeurs une infraction prévue par la Charte.

(Décision confirmée par la Cour supérieure le 6 février 2003, juge J. Fraser Martin, n° 760-36-000314-024).

4. La Reine c/ Paul Lefebvre, Cour du Québec, ch. criminelle et pénale (Montréal 500-61-136566-024), 11 avril 2002

Poursuite concernant un site Web sur la vente d'antiquités (Antic Atlantis) dont certains éléments étaient en langue anglaise exclusivement. Le tribunal acquitte le défendeur, étant donné que selon la preuve, le site Web était inactif à la date du constat d'infraction, et l'entreprise avait déménagé en Ontario.

5. P.G. du Québec c/ Microsystèmes centrale 4000 inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 22 mars 2004, juge Maximilien Polak (Montréal 500-61-134068-023)

La poursuite pénale concerne la diffusion d'une publicité commerciale sur internet, touchant le matériel électronique (ordinateurs, imprimantes, logiciels) vendu par la société défenderesse. Sur chaque page du site Web les produits sont décrits en français, mais certaines mentions particulières ne sont pas traduites. Le juge conclut que « techniquement la loi n'a peut-être pas été respectée, mais il s'agit de bagatelles... ». L'entreprise est acquittée.

6. P.G. du Québec c/ Produits métalliques C.M.P. Itée, Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 8 décembre 2004, juge Louis Rémillard (Beauharnois 760-61-031078-026, 760-61-031079-024)

(Voir résumé sous l'art. 143).

7. P.G. du Québec c/ Aroyan, Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 11 juillet 2006, Johanne White, J.P.M. (Montréal 500-61-163705-032).

Les défendeurs, faisant affaires par le truchement de la société en nom collectif ARO TABAC, sont accusés de ne pas avoir rédigé en français la publicité commerciale diffusée sur un site Web, ayant trait à un « cigar lounge ». Informés par la Commission de protection de la langue française, le 25 octobre 2001, de l'obligation que leur faisait la loi de traduire en français le contenu du site Web, les défendeurs ont proposé d'insérer dans la page d'accueil un avis informant les visiteurs que les produits offerts n'étaient pas disponibles au Québec. En cours d'audience, M. Albert Aroyan a soutenu que les produits sont destinés à l'exportation, ce qui donne lieu à l'exception prévue par l'art. 3,1^o du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

Le tribunal rejette l'application de cette exception, qui vise seulement l'étiquetage des produits. Il rappelle les propos du juge Boyer (Waldie Reid, voir supra, résumé n° 3) selon lesquels l'art. 52 s'applique à une publicité « visant à réaliser un acte de commerce sur le territoire du Québec »... et « dès lors la loi peut exiger de ce commerçant qu'il rédige en français toute publication commerciale accessible aux habitants du territoire où se trouve son commerce ». La mise en garde ajoutée à la page d'accueil n'empêche pas la consultation du site Web par des Québécois. En outre, les textes publicitaires du site Web invitent expressément les lecteurs à rendre visite à l'établissement situé à Ville Saint-Laurent. Par conséquent, eu égard à l'absence de personnalité morale de la société en nom collectif, la responsabilité pénale de chacun de ses membres est engagée, et ceux-ci sont conjointement reconnus coupables de l'infraction reprochée.

Note : Décision portée en appel devant la C.S. qui a ordonné un nouveau procès en Cour du Québec. Le 20 mai 2008, retrait des 5 poursuites après entente avec le poursuivant compte tenu des correctifs apportés.

COMMENTAIRES

1. On retrouve ici en substance le texte de l'ancien art. 53, avec les changements apportés à la Charte par la Loi 57 (L.Q. 1983, c. 56) et par la Loi 86 (1993, c. 40). Celle-ci a ajouté les annuaires commerciaux à l'énumération. Cet article impose l'usage du français dans la rédaction de ces documents. Ils peuvent être aussi dans une autre langue en vertu de la règle d'interprétation énoncée à l'art. 89. La règle vise en fait la quasi-totalité de la publicité commerciale imprimée (non affichée), qu'elle soit distribuée de main en main ou expédiée par la poste. Lorsqu'un tel document publicitaire est bilingue, l'art. 91 de la Charte prévoit que le français doit y figurer de façon «au moins aussi évidente» que l'autre langue. La version française de ce document doit être intégrale.

2. L'article s'applique à tout document publicitaire, c'est-à-dire dont le but essentiel est de promouvoir des produits ou des services, y compris des produits et services culturels. Sont également des «publications de même nature», au sens de cet article, les feuilles volantes, et tout imprimé à vocation essentiellement publicitaire, pourvu qu'il soit «appropriable» par le client, à l'exclusion toutefois des cartes professionnelles (20 juin 1997). Un annuaire commercial, de même qu'un annuaire édité directement ou sous licence par une entreprise d'utilité publique (Bell, Telus) doivent être en français (ou bilingues) en vertu des art. 52 et 30.

3. Les sites web d'entreprises établies au Québec sont visés par l'art. 52, et non par l'art. 58 : la publicité commerciale qu'ils contiennent doit donc être en français mais n'est pas soumise à la règle de la nette prédominance (juin 1997). Les sites Web consacrés au commerce électronique (parfois qualifiés de sites interactifs ou transactionnels) peuvent être visés également par l'art. 55 (contrats d'adhésion) et par l'art. 57 (bons de commande) (mars 2001).

4. Les coupons publicitaires (expédiés par la poste ou autrement) sont visés par cet article et peuvent être bilingues ou multilingues. S'ils sont détachables d'un présentoir, celui-ci demeure visé par l'art. 58 qui exige la nette prédominance du français, parce qu'il s'agit d'affichage public.

5. Dans la période s'étendant de 1983 à 1993, l'Office détenait le pouvoir réglementaire explicite d'autoriser des dérogations en ce qui a trait aux documents visés par cet article. Ce pouvoir appartient maintenant au gouvernement. Voir art. 54.1.

52.1. Tout logiciel, y compris tout ludiciel ou système d'exploitation, qu'il soit installé ou non, doit être disponible en français, à moins qu'il n'en existe aucune version française.

Les logiciels peuvent être disponibles également dans d'autres langues que le français, pourvu que la version française soit accessible dans des conditions, sous réserve du prix lorsque celui-ci résulte d'un coût de production ou de distribution supérieur, au moins aussi favorables et possède des caractéristiques techniques au moins équivalentes.

1997, c. 24, a. 3.

COMMENTAIRES

1. Cet article, édicté par la Loi 40 (1997, c. 24), n'oblige pas les concepteurs ou fabricants de logiciels à les traduire en français, mais fait en sorte que les versions françaises, lorsqu'elles existent, soient offertes aux consommateurs, avec des caractéristiques techniques au moins équivalentes. Il appartient aux distributeurs, grossistes et détaillants établis au Québec de les obtenir auprès de leurs fournisseurs et de les offrir au public.

2. Un logiciel dont il n'existe pas de version française peut être offert au public dans sa version originale, mais il demeure soumis aux exigences de l'art. 51 touchant l'étiquetage et l'emballage s'il ne correspond pas à la définition courante d'un «produit culturel ou éducatif» au sens de l'art. 2 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

3. Lorsqu'il existe une version française, elle peut être offerte sur le marché à un prix plus élevé que la version dans une autre langue, à condition que l'écart de prix s'explique par des coûts de production ou de distribution plus élevés. Dans cette hypothèse, il incomberait au distributeur, grossiste ou revendeur de justifier cet écart de prix, selon l'art. 205.1, troisième alinéa.

4. Cet article vise les logiciels offerts dans le commerce. En ce qui a trait aux obligations des entreprises pour les logiciels mis à la disposition de leur personnel, voir l'art. 141 qui traite des programmes de francisation.

5. Sur les mesures additionnelles de protection du consommateur en matière linguistique adoptées en 1997, et sur les modalités de la collaboration entre l'OLF et la CPLF de 1997 à 2002, voir « Mesures linguistiques visant la protection des consommateurs », texte accessible également dans le site du CSLF :

http://www.olf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/conferences/index_polling_n.html

<http://www.csif.gouv.qc.ca/csifseminairefr.asp#confe>

53. Abrogé.

1977, c. 5, a. 53; 1983, c. 56, a. 11; 1993, c. 40, a. 16 ; 1997, c. 24, a. 4.

COMMENTAIRES

Cet article a été abrogé par la Loi 40 (1997, c. 24), étant donné que le pouvoir réglementaire du gouvernement est désormais prévu par l'art. 54.1.

54. Sont interdits sur le marché québécois les jouets ou jeux, autres que ceux visés à l'article 52.1, dont le fonctionnement exige l'emploi d'un vocabulaire autre que français, à moins que le jouet ou jeu n'y soit disponible en français dans des conditions au moins aussi favorables.

1977, c. 5, a. 54; 1993, c. 40, a. 17 ; 1997, c. 24, a. 5.

COMMENTAIRES

• 1. Lorsqu'un jeu ou un jouet fait appel à l'utilisation d'un vocabulaire spécifique, il peut être offert en plusieurs versions distinctes au choix du consommateur et comporter par conséquent des inscriptions et messages dans une autre langue que le français, qui sont essentiels à son fonctionnement. L'art. 8 du règlement sur la langue du commerce et des affaires prévoit une exception touchant les inscriptions qui figurent sur leur version dans une autre langue. L'art. 54 précise que dans ce cas, la version dans une autre langue ne peut être offerte sur le marché que si une version française est disponible aux mêmes conditions. Ce régime particulier s'applique notamment aux cartes à jouer, qui comportent des instructions ou directives écrites pour les joueurs.

2. Cette exigence ne s'applique plus aux jeux électroniques (ludiciels), qui sont visés par l'art. 52.1, depuis la modification apportée par la Loi 40 (1997, c. 24, modification effective le 1^{er} janvier 1998).

54.1 Le gouvernement peut prévoir par règlement, dans les conditions qu'il fixe, des dérogations aux articles 51 à 54.

1997, c. 24, a. 6.

COMMENTAIRES

• Voir Règlement sur la langue du commerce et des affaires (r. 9.01), *infra*, et les commentaires.

55. Les contrats d'adhésion, les contrats où figurent des clauses types imprimées, ainsi que les documents qui s'y rattachent sont rédigés en français. Ils peuvent être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties.

1977, c. 5, a. 55.

JURISPRUDENCE

1. Handy Andy Inc. c/ Beaudry 1985 R.L. 553.

Décision d'un tribunal ontarien concernant un contrat de franchisage conclu à Montréal et assujéti à la loi québécoise. Ce contrat avait été signé en anglais, sans version française, conformément à une clause expresse du contrat. Le texte français et le texte anglais de l'art. 55 diffèrent légèrement mais le tribunal conclut que la seule interprétation compatible avec les deux versions est celle qui permet que le contrat soit rédigé uniquement en anglais si telle est l'intention expresse des parties.

2. Bleau c/ Cie d'assurance Halifax 1983 C.P. 177.

La Charte ne prévoit pas la nullité des actes écrits dans une autre langue que le français. Une clause de coassurance en anglais, annexée à un contrat d'assurance en français, est valide.

3. Nationwide Advertising Service Inc. c/ David C.S. Montréal 500-05-006166-886, 1988-10-05. J.E. 88-1336.

Contrat d'emploi contenant une clause de non-concurrence : il s'agit d'un contrat d'adhésion, rédigé uniquement en anglais, contrairement aux exigences de l'art. 55, mais il ne s'ensuit pas que ce contrat soit nul, comme l'indique le texte du jugement (p. 10) :

« (...) le législateur a prévu uniquement une sanction pénale pour toutes contraventions à l'article 55, et ce, en vertu d'une disposition générale (art. 205). Or dans d'autres chapitres, notamment le chapitre VI qui porte sur la langue de travail, le législateur a expressément prévu la nullité des actes posés en contravention de ces articles (arts : 48 et 50). Si toute contravention à la Loi rend l'acte nul, le législateur aurait parlé pour ne rien dire, aux articles 48 et 50. Or, « la Loi parle toujours ». Le législateur ayant expressément prévu la nullité pour certaines contraventions, et uniquement la sanction pénale pour d'autres, comment ne pas y déceler une intention au moins implicite ? »

4. Bacon-Gauthier c/ Banque Royale du Canada J.E. 97-431 ; 1997 R.J.Q. (C.S.) 1092 à 1099.

Une police d'assurance-vie collective est un contrat d'adhésion : « il ne fait aucun doute que la rédaction en anglais du contrat en cause viole cette obligation légale » (p. 1098). Toutefois, le législateur n'a pas prévu ici la nullité, comme il l'a fait ailleurs dans la loi, et le tribunal estime en outre qu'en pareille hypothèse, la nullité devrait viser la totalité du contrat, et non une clause en particulier, puisque le contrat est entièrement rédigé en anglais. Enfin, le tribunal fait mention de l'absence de preuve touchant la connaissance de l'anglais par M. Gauthier (le preneur), indiquant par là que cette preuve aurait pu être pertinente : « S'il était parfait bilingue, il répugne au bon sens et à la bonne foi d'annuler une seule partie du contrat, celle qui lui est défavorable. Par ailleurs, même dans l'hypothèse où sa compréhension de l'anglais avait été plus limitée, la proposition d'assurance l'informait, pour l'essentiel, du contenu de la clause contestée. » (p. 1098).

(Sur le fond, le jugement conclut qu'en l'occurrence aucun contrat n'avait été formé).

5. Noël Parent c/ British Aviation Insurance Group (Canada) Ltd. (1999) R.J.Q. (C.S.) 843 à 849.

Selon cette décision de la juge Julie Dutil, de la Cour supérieure, une clause rédigée exclusivement en anglais dans un contrat d'assurance n'est pas opposable à l'assuré, et cette clause est donc sans effet en ce qui le concerne. Il s'agissait d'une clause d'exclusion, prévue par British Aviation Insurance Group, selon laquelle l'assureur ne payait pas l'indemnité si le pilote n'avait pas un permis de pilotage en règle au moment de l'accident. L'assuré avait demandé une version française de la police

d'assurance, mais on lui avait répondu qu'il n'en existait pas. Un contrat d'assurance est un contrat d'adhésion, au sens de l'art. 55: « Il est donc clair que la police délivrée à M. Parent, entièrement rédigée en anglais, ne respecte pas l'article 55 de la Charte ». En outre, le tribunal considère que dans ce cas, l'obligation de remettre une copie du contrat à l'assuré, selon l'art. 2400 du Code civil, n'avait pas été respectée. La proposition faite par la courtière à l'assuré de lui expliquer verbalement le contenu de la police d'assurance n'était pas suffisante. Donc, l'assureur doit payer. En effet, le tribunal ne conclut pas à la nullité du contrat dans son ensemble: « Aucune sanction n'est toutefois prévue à la charte pour une contravention à l'article 55, contrairement, par exemple, aux articles 48 et 50 portant sur la langue de travail. En effet, il est spécifiquement prescrit à la charte que les actes posés en contravention de ces dispositions sont nuls. »

Pourvoi rejeté par la Cour d'appel le 10 mai 2001 (200-09-002526-991). Cependant la cour, tout en jugeant les clauses inopposables à l'assuré, ne juge pas nécessaire de se prononcer sur les conséquences civiles de la violation de l'art. 55.

6. Len-Jay inc. c/ J.R.S. Transport inc., C.S. Laval (540-05-004627-992), 27 juin 2001, juge Jean Normand, J.C.S.

À la suite du vol d'un camion de marchandises dans le parking d'un casino en Floride, la société défenderesse J.R.S. Transport, propriétaire du camion, inscrit un recours en garantie contre l'assureur Maritime Assurance. Celui-ci invoque les clauses du contrat d'assurances qui prévoient l'exclusion de la couverture quand le véhicule assuré est laissé sans surveillance pendant la nuit (de 20 h à 8 h). J.R.S. Transport allègue l'inopposabilité de ces clauses, le contrat étant rédigé uniquement en langue anglaise, contrairement aux exigences de l'art. 55. Le tribunal reconnaît que le contrat d'assurance est un contrat d'adhésion et que l'art. 55 « crée une obligation claire qu'un contrat d'adhésion doit être écrit dans la langue française sauf volonté contraire des parties ». Cependant, le fait de manquer à cette obligation n'entraîne pas la nullité du contrat. De plus, « aucune preuve n'a été faite que l'assurée ait été désavantagée du fait que le contrat n'ait pas été écrit en français. Par exemple, il n'a pas été établi que la défenderesse ignorait la langue anglaise de telle sorte que le texte était incompréhensible pour elle. On n'a pas non plus prouvé que la défenderesse ait eu quelque objection à ce que le texte du contrat soit en anglais ou que, en quelque moment, elle ait requis un texte en français. » Le tribunal relève à ce sujet le fait que depuis 1994, date du premier contrat d'assurance, rédigé en anglais, le contrat a été renouvelé tous les ans jusqu'en 1998 sans protestation de la défenderesse.

Le tribunal rejette le moyen invoqué par la défenderesse sur la base de l'art. 55, et déclare que toutes les clauses du contrat lui sont opposables.

7. Bertrand Équipements inc. c/ Kubota Canada ltée, C.S. Montréal 500-05-044244-984 et 500-05-051780-995, 25 février 2002, J.E. 2002-908 [2002 R.J.Q. 1329 à 1342]

Dans l'appréciation des effets d'un contrat de distribution de machinerie agricole, intervenu entre les parties en 1976, le tribunal conclut qu'il s'agit d'un contrat d'adhésion : « le contrat de distribution de Kubota Canada a été rédigé par cette dernière, sur un formulaire préimprimé, et (...) il est le même partout au Canada, qu'il s'agisse de sa version anglaise ou de sa version française. (...) Il a été rédigé par Kubota Canada, ses conditions essentielles sont imposées par Kubota Canada et elles ne pouvaient être librement discutées (« not negotiable »). Bref, c'était pour Bertrand Équipements un contrat à prendre ou à laisser, tel quel. Voilà, à toutes fins utiles, un contrat d'adhésion. » Le tribunal a tenu compte, conformément à l'art. 1426 C.C.Q., du fait que les parties avaient traduit le contrat en français, en 1982, afin de se conformer à l'art. 55 de la Charte de la langue française, lui reconnaissant elles-mêmes le caractère d'un contrat d'adhésion.

8. Les Appartements Analena enr., senc c/ Aguida Zarak Bakka, Cour du Québec ch. Civile, 26 janvier 2004, juge Michel A. Pinsonnault (Montréal, 500-22-080618-039)

À la suite d'un recours des Appartements Analena en recouvrement de loyers impayés et pour résiliation d'un bail commercial, la défenderesse M^{me} Zarak demande le remboursement des loyers versés et la résiliation du bail. Le bail visait un local commercial dans un immeuble rue Sherbrooke Ouest, à Montréal. M^{me} Zarak avait fait part au locateur de son intention d'y exploiter un restaurant marocain. Or, il y avait déjà un restaurant dans l'immeuble, et le règlement de zonage, dont l'administratrice et l'avocat des associés ignoraient l'existence, interdisait la présence d'un autre restaurant dans un rayon de 25 mètres. M^{me} Zarak n'a appris ce fait qu'après avoir engagé des frais considérables pour acheter et installer l'équipement.

Au surplus, elle fait valoir que le bail était rédigé exclusivement en anglais, langue qu'elle ne comprend pas. Les associés locateurs, résidant à New York, n'avaient jamais utilisé de bail commercial en français. Pour obtenir une version française, M^{me} Zarak aurait dû déboursier la moitié des frais de traduction, soit environ 400 \$, ce qu'elle a refusé, préférant signer le bail en anglais. Le tribunal conclut que le bail doit être résilié, puisque les lieux loués ne pouvaient servir à l'usage auquel ils étaient destinés (art. 1854, 2 C.c. Q.), alors que le locateur avait l'obligation de connaître et de faire connaître la réglementation applicable à l'immeuble. Des dommages de 24 748,73 \$ sont accordés à M^{me} Zarak en plus d'une indemnité de 2 000 \$ pour le stress et l'anxiété qu'elle a subis. Le tribunal considère que le bail commercial est un contrat d'adhésion visé par l'art. 55 :

« Un tel contrat doit donc être rédigé dans la langue française et le consentement obtenu d'une partie, en raison du fait qu'elle n'est pas disposée à payer des frais juridiques additionnels pour obtenir un tel contrat en français, ne constitue pas, avec égard pour l'opinion contraire, un consentement valide au sens de cet article de loi. »

En vertu de ces obligations impératives, et vu l'impossibilité évidente pour M^{me} Zarak de comprendre l'anglais, les clauses du bail ne pouvaient pas être invoquées à son encontre dans ce cas précis.

9. Beachcomber Hot Tubs inc. c/ Benoît Lapointe, Cour du Québec ch. civile, 21 juin 2004, juge Serge Gagnon (Trois-Rivières 400-22-003725-039)

Dans le cadre d'un contrat de vente à tempérament entre la demanderesse, établie en Colombie-Britannique, et la société Piscines Tropic inc., le président de cette société avait signé un document intitulé « Garantie » par lequel il se portait caution personnellement des obligations de sa société. La société Piscines Tropic inc. ayant fait cession de ses biens, la demanderesse exige du défendeur le paiement de la somme que lui devait la société. Dans l'acte de cautionnement, préparé par la demanderesse et rédigé uniquement en anglais, on avait marqué d'un « X » l'endroit où le défendeur devait signer, en lui affirmant qu'il s'agissait d'une simple formalité pour l'ouverture du compte. Le tribunal conclut qu'il s'agissait d'un contrat d'adhésion aux termes de l'art. 1379 C.c. La demanderesse, ayant rédigé le contrat, était tenue en vertu de l'art. 1436 C.c. de donner des explications sur le sens du document. Le fait que le contrat ait été rédigé en anglais le rendait incompréhensible pour le signataire : « comment peut-on prétendre qu'un co-contractant ait pu donner un consentement libre et éclairé comme l'exige la loi s'il ne peut même pas comprendre la langue du contrat et si par ailleurs on a trompé sa bonne foi en lui faisant des représentations inexactes. » Selon le tribunal, l'art. 55 de la Charte de la langue française et l'art. 1436 C.c. se complètent mutuellement et assurent la protection de l'adhérent. En l'occurrence, la mention « les parties ont agréé à signer ces documents en anglais » (sic) n'avait aucune valeur : « cette phrase n'engage personne puisqu'elle ne fait pas partie du texte du contrat, étant située au bas de la page, en dessous d'un texte qui est lui-même en dessous de la signature des parties. Le défendeur n'a donc pas pris cet engagement. » Enfin, les dispositions relatives à la caution sont de droit strict et le cautionnement ne se présume pas. Le tribunal conclut que le défendeur ne s'est pas engagé personnellement et l'action est rejetée.

10. Normand Ash c/ Berendsen Fluid Power Ltd., Commission des relations du travail, commissaire Jean Lalonde, réf. 2005 QCCRT 0659, 2 décembre 2005

Le plaignant avait inscrit un recours à la CRT selon l'art. 124 du Code du travail, alléguant un congédiement sans cause juste et suffisante. Le commissaire devait déterminer si le plaignant avait conclu une transaction avec l'employeur. Le plaignant invoque l'art. 55 de la Charte pour contester la validité du document que lui a remis l'employeur lors d'une rencontre le 23 novembre 2004 (formulaire de quittance intitulé « release », rédigé en anglais seulement, et qu'on lui a demandé de signer). Selon le commissaire, la quittance (signée par le salarié le lendemain, 24 novembre) n'est pas un contrat d'adhésion : « c'est un contrat par lequel chacune des parties fait des concessions mutuelles. L'employeur verse au salarié une indemnité pour laquelle il renonce à exercer des droits. Ce n'est pas parce que le salarié n'a pas jugé nécessaire de négocier l'offre de l'intimée que la transaction devient un contrat d'adhésion. De plus, on ne peut prétendre à la nullité puisque l'article 55 de la Charte renvoie aux dispositions pénales. » Invoquant les propos du juge Nichols de la Cour d'appel dans l'affaire Miriam (supra, résumé sous l'art. 41), le commissaire estime que le fait que le document ne soit qu'en anglais ne peut être cause de nullité. En conséquence la plainte est rejetée.

11. Jean-Marc Richard c/ Time inc., C.S. Montréal (500-05-060691-001), J.E. 2007-1472, 16 juillet 2007.

En août 1999, le demandeur a reçu de la société Time, editrice du magazine du même nom, un document rédigé en anglais seulement, lui donnant toute raison de croire qu'il avait gagné un prix de 833 337 \$, à condition qu'il retourne un bon de participation et qu'il prenne un abonnement de deux ans à la revue. La présentation graphique du texte, où les indications touchant le gros lot, en gros caractères et encadrées, sont accompagnées de mentions intercalées en petits caractères qui en annulent la portée, est délibérément conçue de manière à tromper le lecteur, et encore davantage s'il n'est pas de langue anglaise. Le juge Carol Cohen, invoquant les dispositions des art. 218 et 219 de la Loi sur la protection du consommateur, conclut qu'il s'agissait d'une forme de publicité trompeuse, destinée à faire croire au destinataire qu'il était le gagnant du gros lot. Dans la détermination du montant de 100 000 \$ qu'il accorde à titre de dommages punitifs en vertu de l'art. 272 de cette loi (en plus d'un montant de 1 000 \$ à titre de dommages moraux), le juge a tenu compte non seulement de la situation patrimoniale de la société Time, mais aussi du fait que cette publicité était contraire aux art. 52, 55 et 58 de la Charte de la langue française, portant respectivement sur les imprimés publicitaires, les contrats d'adhésion et la publicité commerciale.

COMMENTAIRES

1. Le Code civil du Québec définit comme suit le contrat d'adhésion :

«1379. Le contrat est d'adhésion lorsque les stipulations essentielles qu'il comporte ont été imposées par l'une des parties ou rédigées par elle, pour son compte ou suivant ses instructions, et qu'elles ne pouvaient être librement discutées. Tout contrat qui n'est pas d'adhésion est de gré à gré.»

2. Cet article vise par exemple les contrats rédigés sur un formulaire imprimé auquel on pourra ajouter certains éléments s'il y a lieu. Les autres contrats (de gré à gré) ne sont pas visés par cet article. Ainsi, tout contrat faisant l'objet d'un débat préalable ou d'une négociation, soit entre des particuliers, soit entre des représentants d'entreprises, n'est pas assujéti à cet article, à plus forte raison un contrat verbal. Une déclaration de copropriété est un contrat d'adhésion (Syndicat des copropriétaires de l'Aristocrate c/ Morgan 2000-04-19 [2000 R.J.Q. (C.S.) 1516 à 1524, cassé en appel le 26-09-2002 pour d'autres motifs], et elle doit toujours être en français, ou à la fois en français et dans une autre langue, parce qu'elle est un document qui se rattache de manière indissociable à chacun des actes de vente portant sur les fractions de la copropriété, qui produit des effets juridiques à l'égard de chacun des acquéreurs subséquents, et qu'il est impossible de prévoir la langue de chacun d'entre eux.

3. Certaines règles particulières, édictées par d'autres textes législatifs, précisent l'application du présent article :

a) un contrat conclu entre un consommateur et un commerçant et ayant pour objet un bien ou un service est soumis à l'art. 26 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), qui s'énonce comme suit : «Le contrat et les documents qui s'y rattachent doivent être rédigés en français. Ils peuvent être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties. S'ils sont rédigés en français et dans une autre langue, au cas de divergence entre les deux textes, l'interprétation la plus favorable au consommateur prévaut.»

b) le bail d'un logement est visé par les art. 1897 et 1898 du Code civil du Québec :

«1897. Le bail, ainsi que le règlement de l'immeuble, doivent être rédigés en français. Ils peuvent cependant être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties.

1898. Tout avis relatif au bail, à l'exception de celui qui est donné par le locateur afin d'avoir accès au logement, doit être donné par écrit à l'adresse indiquée dans le bail, ou à la nouvelle adresse d'une partie lorsque l'autre en a été avisée après la conclusion du bail; il doit être rédigé dans la même langue que le bail et respecter les règles prescrites par règlement.

L'avis qui ne respecte pas ces exigences est inopposable au destinataire, à moins que la personne qui a donné l'avis ne démontre au tribunal que le destinataire n'en subit aucun préjudice.»

c) les prospectus et autres documents relatifs au commerce des valeurs mobilières sont visés depuis 1983 par l'art. 40.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) :

« 40.1. Les divers types de prospectus, les documents dont l'Autorité autorise l'utilisation au lieu d'un prospectus, la notice d'offre prévue par règlement, le formulaire de reconnaissance de risque prévu par règlement, la note d'information, l'offre, la circulaire des administrateurs et la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur lors d'une offre publique d'achat ou de rachat ainsi que tout document dont l'intégration par renvoi est prévue par règlement sont établis en français ou en français et en anglais.

263. L'Autorité peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser une personne ou un groupe de personnes de tout ou partie des obligations prévues par les titres deuxième à sixième ou par règlement lorsqu'elle estime que cette dispense ne porte pas atteinte à la protection des épargnants.

Cette décision est sans appel.

302.1. L'Autorité remet à l'Office québécois de la langue française, à la fin de chaque exercice, un rapport sur l'application du pouvoir de dispense que lui confère l'article 263, à l'égard de l'obligation prévue par l'article 40.1.

L'Office détermine les modalités selon lesquelles ce rapport est établi. »

4. Les contrats visés par l'art. 55 doivent être rédigés en français. Ils peuvent être rédigés à la fois en français et dans une autre langue, selon la règle d'interprétation prévue à l'art. 89. Si les parties en conviennent expressément, le contrat peut être rédigé dans une autre langue seulement. La «volonté expresse des parties» doit être exprimée clairement dans une clause figurant soit dans le contrat lui-même, soit dans un document annexé ou joint au contrat. La version française d'un contrat doit être disponible au moment du choix du cocontractant, afin que celui-ci puisse exprimer librement sa volonté quant à la langue de rédaction du contrat. Il ne suffit donc pas de mettre à la disposition du cocontractant un contrat déjà rédigé dans une autre langue et qui contiendrait une clause stipulant que le contrat n'est pas en français.

5. Par «documents qui s'y rattachent», on entend par exemple, les cartes de crédit, les certificats d'assurance-automobile, les plans et devis, de même que les factures, reçus et quittances accompagnant ces contrats, et qui ne sont pas visés dans ce cas par l'art. 57. Cette interprétation permet d'autoriser l'envoi en langue anglaise de relevés ou d'états de compte relatifs à des cartes de crédit, lorsqu'ils se rattachent à des contrats d'adhésion rédigés en anglais et comportant une clause expresse à cet effet. En l'absence d'une telle clause dans le contrat d'adhésion original, les relevés de compte devraient être adressés à tous les destinataires en français seulement.

6. De la même façon, les relevés de transactions par cartes de crédit, remis au consommateur par le détaillant, sont considérés comme des documents se rattachant au contrat d'adhésion entre le consommateur et la société de crédit. Toutefois, en cas de plainte, il incombe au détaillant de démontrer que les lecteurs utilisés dans son établissement étaient en mesure de respecter le choix linguistique encodé sur la carte de crédit. À défaut, l'art. 57 s'appliquera à de tels documents (mars 2001).

7. Comparer avec le texte de l'art. 33 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c.6) :

« 33. Doivent être rédigés en français les contrats d'adhésion, les contrats où figurent des clauses-types imprimées ainsi que les bons de commande, les factures et les reçus imprimés.

Ces documents doivent cependant être rédigés en anglais lorsque le client ou la personne qui adhère au contrat l'exige.

Tout contrat rédigé en français et en anglais est conforme au présent article. Au cas de contradiction entre les deux textes, l'interprétation la plus favorable au client ou à la personne qui adhère au contrat prévaut. »

56. Les documents visés à l'article 51 qui sont imposés par une loi, un décret* ou un règlement du gouvernement peuvent faire exception à cette règle si les langues de rédaction font l'objet d'une entente fédérale-provinciale, interprovinciale ou internationale.

1977, c. 5, a. 56.

* ~~arrêté en conseil~~ (refonte)

COMMENTAIRES

Voir aussi l'art. 92, qui donne préséance aux usages internationaux.

57. Les formulaires de demande d'emploi, les bons de commande, les factures, les reçus et quittances sont rédigés en français.

1977, c. 5, a. 57.

COMMENTAIRES

1. La liste des documents mentionnés à cet article est limitative. Par conséquent, un document qui ne s'y trouve pas énuméré n'est pas visé mais un état de compte ou relevé est considéré comme une facture. Selon la règle d'interprétation prévue à l'art. 89, les documents visés peuvent être soit en français seulement, soit à la fois en français et dans une autre langue. La loi ne reconnaît donc pas la possibilité d'opter entre une facture en français et une facture dans l'autre langue. Cet article s'applique aux transactions commerciales ne comportant pas d'autre document qu'un reçu ou une facture. Dans le cas, par exemple, d'un contrat dont la facture constitue un accessoire, l'art. 55 permettrait que le contrat soit dans une autre langue, tout en comportant une clause expresse à cet effet, et cette règle s'appliquerait aussi à la facture.

2. Seuls les documents ayant trait à des affaires conclues au Québec sont visés par cet article. De même, une facture imprimée au Québec, pour être utilisée hors du Québec, n'est pas visée par la loi.

3. Dans le cas d'un contrat conclu à distance, par exemple si l'offre de contracter est expédiée par la poste de l'extérieur du Québec, il faut tenir compte de la règle énoncée par l'art. 1387 du code civil :

« 1387. Le contrat est formé au moment où l'offrant reçoit l'acceptation et au lieu où cette acceptation est reçue, quel qu'ait été le moyen utilisé pour la communiquer et lors même que les parties ont convenu de réserver leur accord sur certains éléments secondaires. »

4. Rappelons qu'en matière de contrats de consommation, « le contrat à distance est réputé conclu à l'adresse du consommateur » (Loi sur la protection du consommateur, L.R.Q., c. P-40.1, art. 54.2).

58. L'affichage public et la publicité commerciale doivent se faire en français.

Ils peuvent également être faits à la fois en français et dans une autre langue pourvu que le français y figure de façon nettement prédominante.

Toutefois, le gouvernement peut déterminer, par règlement, les lieux, les cas, les conditions ou les circonstances où l'affichage public et la publicité commerciale doivent se faire uniquement en français ou peuvent se faire sans prédominance du français ou uniquement dans une autre langue.

1977, c. 5, a. 58; 1983, c. 56, a. 12; 1988, c. 54, a. 1; 1993, c. 40, a. 18.

JURISPRUDENCE

1. Ford c/ Québec (Procureur général) [1985 C.S. 147] [1987 R.J.Q. (C.A.) 80] (1988) 2 R.C.S. 712.

2. Devine c/ Québec (Procureur général) [1982 C.S. 355] [1987 R.J.Q. (C.A.) 50] (1988) 2 R.C.S. 790.

L'arrêt Ford vise les art. 58 et 69 tels qu'ils étaient en vigueur en 1988. La Cour suprême décide que l'interdiction d'employer une autre langue que le français dans l'affichage public et la publicité commerciale va à l'encontre de la liberté d'expression. Celle-ci comporte la liberté de s'exprimer dans la langue de son choix, y compris dans le domaine commercial. Les art. 58 et 69 contreviennent à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, et l'art. 69 est aussi contraire à la Charte canadienne des droits et libertés, alors que celle-ci ne s'applique pas à l'art. 58 en raison de la disposition de dérogation insérée le 1^{er} février 1984. L'interdiction d'employer une autre langue n'est justifiable ni au sens de la charte québécoise (art. 9.1) ni au sens de la charte canadienne (art. 1^{er}), mais la Cour ne s'opposerait pas à ce que la loi impose la nette prédominance du français.

L'arrêt Devine (Singer) porte notamment sur les art. 52 et 57, qui sont jugés relever de la compétence législative provinciale. La Cour décide également que ces articles sont contraires à la liberté d'expression parce qu'ils imposent l'usage du français, mais qu'il s'agit d'un aménagement acceptable (art. 9.1, charte québécoise) ou d'une restriction raisonnable (art. 1^{er}, charte canadienne) parce qu'ils n'interdisent pas l'usage d'une autre langue. Il ne créent pas de discrimination linguistique au sens de la charte québécoise, parce que celle-ci ne garantit pas la liberté de s'exprimer exclusivement dans sa propre langue.

3. P.G. du Québec c/ Location Ile-Jésus inc., Cour du Québec, Laval, 16 décembre 1998, no 540-61-011700-983, juge François Drolet, J.P.M.

La société défenderesse, utilisant une raison sociale bilingue, est reconnue coupable de l'infraction reprochée, et elle ne peut invoquer de droits acquis. L'exemple d'autres raisons sociales anglaises comme Canadian Tire, Burger King ou Dunkin Donuts n'est pas pertinent, même si de tels exemples ne vont pas dans le sens de «l'objectif important et légitime» de la politique linguistique du Québec. L'argument touchant à la liberté d'expression doit être rejeté étant donné que la loi de 1993 «incorporait les conditions que la Cour suprême du Canada avait établies en 1988 dans l'arrêt Ford afin que les restrictions à l'affichage public commercial puissent constituer des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique». Cette décision est citée favorablement par la Cour supérieure dans le jugement W.F.H. (infra, n^o 5).

4. P.G. du Québec c/ les Entreprises W.F.H. Itée Cour du Québec, ch. crim., Bedford, 20 octobre 1999, no 455-61-001559-986, J.E. 99-2045, [1999] R.J.Q. 2794 à 2797.

Accusée d'avoir enfreint la règle de la nette prédominance du français dans l'affichage de l'établissement connu sous la raison sociale The Lyon and the Wallrus La Lionne et le Morse, la société W.F.H. demande à la cour de déclarer l'art. 58 de la Charte inopérant parce qu'il va à l'encontre de la liberté d'expression en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et de la Charte canadienne des droits et libertés. La juge Danielle Côté lui donne gain de cause et conclut que la procureure générale du Québec n'a pas démontré que les circonstances qui existaient au

moment du jugement de la Cour suprême, en 1988, justifient encore une restriction à la liberté d'expression. En conséquence, le tribunal déclare inopérants les art. 58 et 205 et acquitte la défenderesse. Ce jugement a été infirmé en appel (voir infra, n° 5).

5. P.G. du Québec c/ les Entreprises W.F.H. Itée, C.S. Bedford, 13 avril 2000, no 455-36-000034-991, (J.E. 2000-860), 2000 R.J.Q. (C.S.) 1222 à 1260.

En appel de la décision de la cour du Québec, la Cour supérieure conclut que les art. 58 et 205 sont valides et condamne la défenderesse à une amende de 500 \$. Le juge Paul-Marcel Bellavance conclut que le gouvernement du Québec n'avait pas à démontrer de nouveau le caractère raisonnable de la restriction à la liberté d'expression qu'entraîne la nette prédominance du français, la Cour suprême s'étant prononcée sur ce point en 1988 en indiquant, de façon unanime, au législateur québécois jusqu'où il pouvait aller. Cela découle des objectifs de stabilité et de continuité de la règle juridique.

Cependant, il admet que le jugement de la Cour suprême n'est pas nécessairement perpétuel, étant donné que «les faits sociaux peuvent varier avec le temps», et qu'une preuve «forte, persuasive, solide et convaincante» pourrait amener la cour à reconsidérer son jugement, le cas échéant, notamment quant aux quatre facteurs retenus par la cour à l'époque pour conclure à la précarité du français, soit: la baisse du taux de natalité des francophones du Québec, la diminution de la population francophone hors Québec par suite de l'assimilation, le taux supérieur d'assimilation des immigrants par la communauté anglophone du Québec, et le fait que l'anglais a toujours dominé aux plus hauts échelons des secteurs économiques. Une telle preuve devrait tenir compte du rôle joué par la législation linguistique elle-même dans l'évolution favorable de la situation du français au Québec.

La cour rejette aussi l'argument fondé sur le droit à l'égalité, parce que «tout ce que le législateur québécois a fait en 1993, c'est de reprendre la suggestion de la Cour suprême» (or celle-ci n'aurait pas préconisé dans son jugement de 1988 le recours à une solution législative contraire à un principe constitutionnel), et aussi parce qu'à son avis le droit à l'égalité n'est pas compromis par la législation linguistique québécoise, celle-ci étant une mesure de renforcement positif pour redonner au français sa place comme langue de la majorité: «cette loi se veut un point d'équilibre, par une assistance à la langue la plus fragile et ses avantages dépassent ses inconvénients.»

6. Confirmé en appel par : Les entreprises W.F.H. Itée c/ P.G. du Québec 2001 R.J.Q. (C.A.) 2557 à 2573 (500-10-001846-003), 24 octobre 2001, juges Rousseau-Houle, Robert et Biron. La Cour d'appel souscrit à l'analyse du juge de première instance et considère que l'obiter dictum de l'arrêt Ford, c'est-à-dire le passage du jugement de la Cour suprême où il était indiqué de manière incidente que la nette prédominance du français (sans interdiction d'une autre langue) serait une restriction raisonnable, a la même force que s'il faisait partie de la ratio decidendi (c'est-à-dire des motifs essentiels du jugement). «Je suis d'avis que l'article 58 ne fait rien d'autre, dans sa forme actuelle, que de reproduire les lignes directrices formulées par la Cour suprême... il apparaît clairement (...) que la Cour suprême mesurait la portée de ses conclusions sur le délicat contentieux de la langue d'affichage au Québec et souhaitait régler la question». Quant aux six principes invoqués par l'appelante pour attaquer la validité de l'art. 58 (soit: la dualité linguistique, le multiculturalisme, le fédéralisme, la démocratie, le constitutionnalisme et la primauté du droit, et la protection des minorités), la Cour détermine qu'aucun d'entre eux n'est compromis par le régime établi en vertu de l'art. 58. Enfin, au sujet de l'argument fondé sur le droit international et sur la décision du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, rendue le 31 mars 1993, le tribunal note que cette décision portait sur un texte qui imposait l'usage exclusif du français, ce qui n'est pas le cas de l'art. 58 actuel.

Demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême rejetée le 12 décembre 2002.

7. P.G. du Québec c/ Salon de quilles international inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 7 mars 2006, Suzanne Bousquet J.P.M. (Montréal 500-61-194066-057)

Il est reproché à la défenderesse, qui exploite un salon de quilles situé avenue du Parc, à Montréal, d'avoir fait de l'affichage public à la fois en français et dans une autre langue, alors que le français n'y est pas nettement prédominant, contrairement à l'art. 58. Il s'agit entre autres du message «Quilles/Bowling» sur l'enseigne extérieure du commerce, et de certaines inscriptions sur les machines distributrices à l'intérieur de l'établissement. M. Manuel Folla, président de la société défenderesse, invoque l'argument selon lequel le mot bowling est francisé, et n'est pas une traduction anglaise du mot quilles, puisqu'il s'agit de deux sports différents correspondant aux «petites quilles» et aux «grosses quilles». Quant aux machines distributrices non conformes, la défenderesse admet

qu'elle a été négligente en permettant leur installation. Cependant, le tribunal relève le fait qu'il a fallu plus de six mois pour que des mesures de correction soient prises (masquage des mots anglais à l'aide de ruban gommé).

Concernant l'affichage du mot *bowling*, le tribunal ne retient pas l'argument soulevé en défense. Rejetant toute analyse linguistique ou néologique pour s'en tenir à la loi, le tribunal relève que l'art. 159 de la Charte confère à l'Office le mandat de « définir et de conduire la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique et de terminologie », et il ne juge donc pas approprié de se substituer à l'Office pour décider si un mot anglais est désormais francisé. Il lui suffit de constater, hors de tout doute raisonnable, que le mot *quilles* ne figurait pas de façon nettement prédominante sur l'enseigne extérieure de la défenderesse. La diligence raisonnable ne constitue pas un moyen recevable en l'occurrence, la défenderesse ayant au contraire contesté la compétence linguistique de l'Office, en refusant de se conformer à ses directives et à sa mise en demeure. En conséquence, elle est reconnue coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

8. P. G. du Québec c/ Randy Renaud, Cour du Québec, ch. criminelle et pénale (Beauharnois, 760-61-046554-052), 21 mars 2006, Marie-Chantal Doucet, J.P.M.

Le défendeur est accusé d'avoir fait de l'affichage public et de la publicité commerciale uniquement dans une autre langue que le français, contrairement à l'art. 58 de la Charte. Les photographies prises par l'inspecteur et par le défendeur lui-même présentent des images concordantes des affiches en question. Le défendeur soutient que le nom de sa compagnie est enregistré depuis 1983 et qu'il n'a pas à en changer, mais le tribunal n'accepte pas ce moyen de défense. Il rejette aussi une autre justification invoquée par le défendeur, soit le fait que nombre d'autres établissements commerciaux affichent des noms anglais: *Burger King*, *Best Buy*, *Flying J.*, *Future Shop*, *Toy's R Us*, par exemple. Selon le tribunal, en revanche, l'examen des affiches et de la façon dont elles sont disposées permet de conclure que l'accueil est fait en français, sur deux affiches visibles à l'entrée. Sur une autre affiche faisant la nomenclature des services offerts, visible au fond de la cour, le français est prédominant en termes d'espace, les mots *débosselage*, *peinture*, *sablage au jet* étant présentés de façon plus visible que leurs équivalents anglais *body work*, *paint*, *general sandblasting*. Selon le tribunal, le fait que le nom de l'établissement *Randy's Auto Body* soit uniquement en anglais ne change pas cette perception générale, puisqu'il est affiché au fond de la cour, d'autant que le mot « *auto* » est un terme aussi français qu'anglais. Le défendeur est en conséquence acquitté de l'infraction qui lui était reprochée.

9. P.G. du Québec c/ 9074-3527 Québec inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 12 juillet 2006, Johanne White, J.P.M. (Montréal 500-61-204792-056)

La société défenderesse publie le magazine *Nightlife*, qui fait la promotion de la scène musicale montréalaise. Elle est accusée d'y avoir publié certaines annonces qui ne sont pas en français. Les articles sont eux-mêmes rédigés à 70 % en français, et le reste est en anglais. L'art. 59 prévoyant une exemption de l'application de l'art. 58, dans le cas d'organes d'information « diffusant dans une langue autre que le français », la question est de savoir si cette exemption s'applique à un magazine dont le contenu est en partie rédigé dans une autre langue, et qui ne présente pas de sections nettement délimitées selon un critère linguistique. En effet, selon le tribunal, il n'y aurait eu aucun litige si la revue avait séparé son contenu en langue française de son contenu en langue anglaise, et si elle avait inséré les trois publicités en anglais dans la section correspondante. Il rappelle le principe énoncé par l'art. 58, selon lequel la publicité commerciale peut être faite à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon nettement prédominante. Face à l'interprétation de la défenderesse, qui revendique une interprétation stricte des lois pénales, le tribunal invoque les règles selon lesquelles une loi doit recevoir une interprétation « qui assure l'accomplissement de son objet et l'exécution de ses prescriptions suivant leurs véritables sens, esprit et fin » (art. 41, Loi d'interprétation, L.R.Q., ch. I-16), l'interprétation stricte de la loi pénale ne devant s'imposer qu'en présence d'une disposition dont le sens est ambigu.

Le tribunal rejette l'idée que le législateur ait voulu, par le jeu de l'exemption prévue à l'art. 59, permettre que des publicités rédigées uniquement en anglais se retrouvent dans un périodique publié principalement en français. Il s'ensuit que « si le périodique est diffusé à la fois en anglais et en français, les publicités devront être en français ou bilingues, ou encore en français dans la section française et en anglais dans la section anglaise », toute application d'un critère de proportionnalité ou de pourcentage étant exclue dans ce contexte. De l'avis du tribunal, le magazine *Nightlife* n'est pas un magazine diffusant dans une langue autre que le français, mais un magazine diffusant principalement

en français, et sur cette base le critère de la nette prédominance du français demeure pertinent. La défenderesse est donc reconnue coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

Ce jugement a été porté en appel et confirmé par la Cour supérieure le 12 février 2007. Requête pour permission d'appeler rejetée par la Cour d'appel, le 23 mars 2007.

10. P.G. du Québec c/ St-Germain Transport (1994) inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 3 août 2006, juge Donald Bissonnette J.C.Q. (Drummond 405-61-012384-049)

Voir résumé sous l'art. 17 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

11. P.G. du Québec c/Centre sportif St-Eustache inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Terrebonne, 700-61-069539-069, 700-61-069540-067, 25 juillet 2007, juge Gaby Dumais, J.P.M.

La défenderesse est propriétaire du restaurant « Oh Daddy » et du salon de quilles « Bowl Mat », attenants à son centre sportif situé à St-Eustache. Elle est accusée d'avoir affiché des noms d'entreprises qui ne sont pas en français, et d'avoir fait de l'affichage public et de la publicité commerciale dans une autre langue que le français (notamment « bowling center ») contrairement aux art. 58 et 205 de la Charte. Elle affirme que « bowling » est un mot français, parce qu'il figure dans les dictionnaires courants. Elle soutient que les noms « Oh Daddy » et « Bowl Mat » sont des marques de commerce visées par l'exception prévue par l'art. 25,4^e du Règlement sur la langue du commerce et des affaires. En effet, l'exception vise les marques « reconnues », et ces marques n'ont pas à être enregistrées pour bénéficier de l'exception pourvu qu'elles soient utilisées et qu'elles aient acquis une certaine notoriété. Il est admis que ces noms sont utilisés dans la publicité de l'établissement depuis 2001. Le tribunal reconnaît que la protection accordée à une marque dépend de son usage (il réfère à la décision PG c/ St-Germain Transport, supra), mais de l'avis du tribunal, « il ne faut cependant pas confondre la marque de commerce avec le nom commercial qui est l'appellation sous laquelle une entreprise poursuit ses activités. Le fait d'évoluer sous une telle appellation ne confère pas pour autant à celle-ci le statut de marque de commerce (...). » Accepter ce moyen de défense, selon le tribunal, « permettrait ainsi à une entreprise de déroger aux règles d'affichage prévues à la Charte, uniquement parce qu'elle est connue dans sa région comme exerçant ses activités sous tel nom commercial (...). L'intention du législateur n'est certes pas en ce sens. ». Quant au mot « bowling », se référant au jugement P.G. Québec c/ Salon de quilles international (supra, no 7), le tribunal se refuse à déterminer que ce mot est français et rejette ce moyen de défense. La défenderesse est donc déclarée coupable sous les deux chefs d'accusation.

(Ce jugement a été porté en appel).

COMMENTAIRES

1. La loi 86 (1993, c. 40) a modifié cet article afin d'imposer la nette prédominance du français, sans prohiber l'usage d'une autre langue, comme règle générale en matière d'affichage public et de publicité commerciale. Cette modification découle des décisions rendues par la Cour suprême du Canada en 1988, et permet d'éviter le recours à la disposition de dérogation touchant la liberté d'expression.

2. Le gouvernement définit dans un règlement le sens de l'expression nette prédominance. Voir : Règlement précisant la portée de l'expression « de façon nettement prédominante » pour l'application de la Charte de la langue française (C-11, r. 10.2). De plus, le gouvernement peut, par règlement, restreindre la portée de la règle générale, en prévoyant trois types d'exceptions. Celles-ci touchent les cas où :

- a) seul le français devra être utilisé, à l'exclusion de toute autre langue;
- b) une autre langue pourra être utilisée sur un pied d'égalité avec le français, sans que celui-ci ne soit prédominant;
- c) une autre langue pourra être utilisée seule.

Voir : Règlement sur la langue du commerce et des affaires, (C-11, r. 9.01).

3. La loi vise ici deux choses distinctes, soit l'affichage public et la publicité commerciale. Les deux concepts ne coïncident pas, puisque la publicité commerciale peut être elle-même affichée ou non

affichée, alors que tout l'affichage public est soumis à cet article, qu'il ait un caractère commercial ou non. En pratique, la nette prédominance du français s'applique surtout à la publicité commerciale affichée, donc à l'affichage commercial. La publicité commerciale non affichée est la plupart du temps assimilable à des documents publicitaires visés par l'art. 52, qui permet l'usage d'autres langues en plus du français et sur un pied d'égalité avec celui-ci. Dans les autres cas (stylos, briquets, articles publicitaires, calendriers, etc.) la nette prédominance s'applique.

4. La publicité commerciale figurant sur un présentoir est visée par l'art. 58 et le français doit y être nettement prédominant. Si l'emballage d'un produit est conçu de telle sorte qu'une fois ouvert il serve de présentoir, les messages publicitaires qu'il comporte sont considérés comme de la publicité commerciale au sens de l'art. 58, et non comme des inscriptions sur un emballage, sauf dans le cas d'un présentoir individuel «appropriable» par le consommateur lorsqu'il achète le produit.

5. Dans l'affichage public et la publicité commerciale, il n'est pas interdit d'avoir recours à des photographies de produits si leur emballage et leur étiquetage sont conformes à la loi, même si le français et d'autres langues apparaissent, et sont visibles de façon équivalente, sur le produit. Cependant, pour assurer le respect de la règle de la nette prédominance, dans un tel cas la photo d'un produit ne devrait pas constituer le seul élément ou l'élément principal de l'affichage, et d'autres messages en français devront alors être ajoutés, si nécessaire, la nette prédominance s'appliquant alors à l'ensemble des messages visibles en même temps sur l'affiche.

6. Les lois du Québec s'appliquent partout sur le territoire du Québec, y compris dans les aéroports, les ports, les bases militaires, les parcs fédéraux, etc. En cas de conflit entre la Charte de la langue française et la Loi [fédérale] sur les langues officielles, celle-ci prévaut dans le cas d'un ministère, d'un organisme fédéral, ou d'un autre organisme (VIA, Air Canada) dont les activités sont visées directement par cette loi. Par exemple, dans un aéroport, l'affichage du ministère fédéral des Transports, d'un de ses mandataires, ou d'un concessionnaire fournissant sur place des services aux voyageurs, n'est pas visé par l'art. 58, contrairement à l'affichage de tout autre établissement commercial sur place, ou encore, par exemple, la publicité d'un hôtel situé à Montréal.

58.1. - 58.2. Remplacés.

1988, c. 54, a. 1; 1993, c. 40, a. 18.

59. L'article 58 ne s'applique pas à la publicité véhiculée par des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français, ni aux messages de type religieux, politique, idéologique ou humanitaire pourvu qu'ils ne soient pas à but lucratif.

1977, c. 5, a. 59; 1988, c. 54, a. 2; 1993, c. 40, a. 19.

JURISPRUDENCE

Voir *P.G. du Québec c/9074-3527 Québec inc.* (décision sur Nightlife, art. 58, supra).

COMMENTAIRES

1. Cet article prévoit deux exceptions bien distinctes. Dans l'un et l'autre cas, la règle générale prévue à l'art. 58 ne s'applique pas. Par conséquent, il peut y être fait usage, le cas échéant, seulement d'une autre langue que le français dans la publicité ou dans le message en question.

2. L'expression «organe d'information» vise les quotidiens, périodiques, de même que les stations de radio et de télévision. Quant aux revues, journaux et bulletins d'information publiés par des ordres professionnels ou des associations de salariés, ils ne seraient pas considérés comme des organes d'information, mais comme des communications écrites au sens des art. 32 et 49, et la publicité commerciale qu'ils contiennent serait soumise à l'art. 58. On ne doit pas non plus considérer comme

un organe d'information une publication dont le but ou le contenu sont essentiellement publicitaires. Elle constitue plutôt un document publicitaire au sens de l'art. 52.

3. À strictement parler, l'exception prévue à l'art. 59 ne devrait bénéficier qu'à un organe d'information publié exclusivement dans une autre langue que le français. Sinon, il suffirait à une publication de langue française de ne publier que quelques articles en langue anglaise pour pouvoir diffuser toute sa publicité commerciale en anglais. À l'inverse, une interprétation stricte aurait pour conséquence qu'un périodique de langue anglaise qui déciderait de publier quelques articles en français devrait diffuser toute sa publicité commerciale en français, conformément à l'art. 58. C'est pourquoi, en pratique, on admet que lorsque l'organe d'information est diffusé à la fois en français et dans plusieurs autres langues, les parties ou les sections entièrement rédigées dans une autre langue que le français pourront renfermer de la publicité rédigée dans cette même langue. Dans le cas contraire, si les sections ne sont pas nettement délimitées selon la langue, toute publicité doit être au moins en français. Voir jurisprudence sur *Nightlife*, supra.

60. Abrogé.

1977, c. 5, a. 60; 1988, c. 54, a. 3.

61. Abrogé.

1977, c. 5, a. 61; 1988, c. 54, a. 4; 1993, c. 40, a. 20.

62. Abrogé.

1977, c. 5, a. 62; 1983, c. 56, a. 13; 1988, c. 54, a. 5; 1993, c. 40, a. 20.

63. Le nom d'une entreprise doit être en langue française.

1977, c. 5, a. 63; 1999, c. 40, a. 45.

COMMENTAIRES

1. Par « nom d'une entreprise », il faut entendre :

- a) le nom sous lequel une personne physique ou un groupement de personnes exercent une activité commerciale ou professionnelle, lorsque ce nom diffère de celui des personnes qui exercent cette activité;
- b) le nom d'une personne morale (société par actions, association sans but lucratif, coopérative...) établie au Québec, qui figure dans sa loi constitutive, dans ses lettres patentes (« charte ») ou dans ses statuts, selon le cas;
- c) tout autre nom utilisé au Québec par une entreprise pour se faire connaître du public.

La Loi 95 (Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales L.R.Q., c. P-45), prévoit à son art. 10 que la déclaration de l'assujetti contient, outre son nom et, s'il a déjà été immatriculé, son numéro d'entreprise, « tout autre nom qu'il utilise au Québec dans l'exercice de son activité, l'exploitation de son entreprise ou aux fins de la possession d'un droit réel immobilier autre qu'une priorité ou une hypothèque, s'il y a lieu ».

2. La Loi concernant l'harmonisation au code civil des lois publiques (1999, c. 40) a remplacé l'expression « raison sociale » par « nom d'une entreprise » dans cet article de même qu'à l'art. 67. Des modifications de concordance ont aussi été apportées à la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), concernant la constitution des sociétés par actions au Québec, art. 7, 9.1 (conformité à la Charte de la langue française), 9.2 (réservation d'un nom), 10, 11 (« nom mentionné dans l'acte constitutif »), 18.1 (changement de nom). Voir aussi la partie 1A (art. 123.12, 123.22 et ss.).

64. Un nom* en langue française est nécessaire à l'obtention de la personnalité juridique.

1977, c. 5, a. 64.

* ~~Une raison sociale~~ (refonte)

COMMENTAIRES

1. Les sociétés par actions, les associations sans but lucratif «incorporées» et les coopératives, entre autres, ont la personnalité juridique. Les autres sociétés n'ont pas la personnalité juridique, comme l'indique l'art. 2188 du Code civil du Québec : «La société est en nom collectif, en commandite ou en participation. Elle peut être aussi par actions; dans ce cas, elle est une personne morale.»

2. Compte tenu des art. 68 et 89, cet article n'empêche pas l'existence d'une version de la raison sociale dans une autre langue.

3. Voir art. 9.1 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), paragraphe 1^{er} :

«Le nom de la compagnie ne doit pas :

1^o contrevenir aux dispositions de la Charte de la langue française (chapitre C-11);»

4. Cet article traite en fait de la dénomination sociale de l'entreprise, c'est-à-dire du nom sous lequel la personnalité juridique lui est conférée. Sur la distinction entre une raison sociale et une dénomination sociale, voir le Grand dictionnaire terminologique :

« dénomination sociale n. f.

English : corporate name

Définition :

Nom sous lequel est désignée une société de capitaux dans ses statuts.

Note(s) :

Il ne faut pas confondre la dénomination sociale avec la raison sociale qui, dans les sociétés de personnes, comprend nécessairement les noms d'associés. Le droit québécois ne fait cette distinction entre les notions de « dénomination sociale » et de « raison sociale » que depuis l'adoption de la Loi sur les compagnies L.R.Q., chapitre C-38. Les droits français et belge emploient dénomination ou nom. L'expression nom corporatif est à éviter. Il s'agit du calque de l'anglais corporate name qui signifie qu'il s'agit, en l'occurrence, de l'entité sociale ou de la société (ou encore de l'entreprise) au sens d'« entité juridique » qui exploite un fonds de commerce par exemple, sens que n'a pas le mot corporatif en français, lequel qualifie ce qui a trait à un ordre professionnel ou à l'esprit qui l'anime. »

65. Les noms* qui ne sont pas en langue française doivent être modifiés avant le 31 décembre 1980, à moins que la loi en vertu de laquelle l'entreprise est constituée ne le permette pas.

1977, c. 5, a. 65.

* ~~raisons sociales~~ (refonte)

COMMENTAIRES

Pour bénéficier de cette exception, l'entreprise doit faire la démonstration qu'une disposition expresse, dans le texte même de sa loi constitutive, lui interdit de se donner un autre nom ou un nom d'emprunt, y compris à l'extérieur de la juridiction où elle est constituée, s'il s'agit d'une entreprise étrangère.

66. Les articles 63, 64 et 65 s'appliquent également aux noms* déclarés au registre constitué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45).

1977, c. 5, a. 66; 1993, c. 48, a. 197.

* ~~raisons sociales~~ (refonte)

COMMENTAIRES

Voir les art. 13, 106 et 107 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (c. P-45) :

« 13. L'assujetti ne peut déclarer ni utiliser au Québec un nom qui :
1° n'est pas conforme aux dispositions de la Charte de la langue française (chapitre C-11) (...) »

« 106. Commet une infraction, l'assujetti ou la personne visée à l'article 5 qui déclare ou utilise un nom interdit en vertu des paragraphes 1° à 6° du premier alinéa et du deuxième alinéa de l'article 13.

107. La personne qui commet une infraction visée à l'un des articles 101 à 105 est passible d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 2 000 \$.
En cas de récidive, les amendes sont portées au double. »

67. Peuvent figurer, comme spécifiques, dans le nom d'une entreprise, conformément aux autres lois ou aux règlements du gouvernement, les patronymes et les toponymes, les expressions formées de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres ou les expressions tirées d'autres langues.

1977, c. 5, a. 67; 1993, c. 40, a. 21; 1999, c. 40, a. 45.

COMMENTAIRES

1. Le spécifique du nom d'une entreprise, ou d'une raison sociale, est l'élément qui permet de distinguer nettement une entreprise d'une autre, ou le groupe de mots qui permet aux clients d'une entreprise de la distinguer d'une autre : patronymes, toponymes, noms communs, adjectifs, expressions, mots formés de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres.

2. Par « générique » d'une raison sociale ou d'un nom d'entreprise, il faut entendre un élément descriptif, c'est-à-dire l'élément qui sert à identifier la catégorie à laquelle appartiennent soit l'entreprise, soit les services qu'elle fournit, soit les biens qui font l'objet de son activité. Cela exclut l'utilisation des mots « compagnie » ou « société » (employés seuls, c'est-à-dire sans déterminant) comme génériques. De plus, l'emploi du mot « corporation » dans ce contexte n'est plus admis depuis le 22 octobre 1999 : Loi concernant l'harmonisation au code civil des lois publiques (1999, c. 40, art. 353).

La présence d'un générique dans une raison sociale, toujours recommandée, est obligatoire quand le spécifique contient des expressions tirées d'autres langues (par exemple, une marque de commerce), selon l'art. 27 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires (C-11, r. 9.01).

3. Un « patronyme » est le nom de famille d'une personne physique.

Par « toponyme », il faut entendre un nom de lieu. Chaque fois qu'une entreprise ou une société désire utiliser un toponyme comme spécifique dans sa raison sociale française, on devrait diriger cette entreprise vers la Commission de toponymie, seule autorité compétente en cette matière.

Par «expressions tirées d'autres langues», on entend toute expression formée d'un ou plusieurs mots d'une autre langue, mais aussi un mot déformé, ou dont on a changé un élément mais qui conserve son sens dans une autre langue (par ex. «nite» au lieu de «night», «lite» au lieu de «light...»), ou un composé formé de plusieurs mots ou syllabes mais qui conserve un sens dans une autre langue.

68. Le nom de l'entreprise peut être assorti d'une version dans une autre langue que le français pourvu que, dans son utilisation, le nom* de langue française figure de façon au moins aussi évidente.

Toutefois, dans l'affichage public et la publicité commerciale, l'utilisation d'un nom* dans une autre langue que le français est permise dans la mesure où cette autre langue peut, en application de l'article 58 et des règlements édictés en vertu de cet article, être utilisée dans cet affichage ou cette publicité.

En outre, dans les textes ou documents rédigés uniquement dans une autre langue que le français, un nom* peut apparaître uniquement dans l'autre langue.

1977, c. 5, a. 68; 1983, c. 56, a. 14; 1988, c. 54, a. 6; 1993, c. 40, a. 22; 1999, c. 40, a. 45.

* ~~la raison sociale, d'une raison sociale, une raison sociale~~ (refonte)

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a remanié et simplifié le régime juridique et linguistique applicable aux noms d'entreprises et raisons sociales. La règle formulée jusqu'alors par la première phrase de l'art. 68 («seule la raison sociale en langue française peut être utilisée au Québec») a été supprimée, et la règle générale prévoit dorénavant la possibilité d'utiliser les deux versions d'une raison sociale, pourvu que la version française figure de façon au moins aussi évidente. Cette règle exclut nécessairement les raisons sociales à double générique, l'un en français, l'autre dans une autre langue (pivots). Combinée avec le deuxième alinéa, elle a pour effet d'empêcher que soit utilisée au Québec, y compris dans les annuaires téléphoniques, une raison sociale dans une autre langue, si elle n'a pas son équivalent en français.

2. Cet article institue en fait un triple régime pour la langue des raisons sociales. Les deuxième et troisième alinéas s'inspirent de l'ancien art. 68. Le deuxième alinéa, par son renvoi à l'art. 58, impose implicitement la nette prédominance de la raison sociale en français ou l'équivalence des deux versions, selon le cas. La seule exception à cette règle vise les textes et documents rédigés uniquement dans une autre langue que le français, comme le prévoit le 3^e alinéa.

69. Abrogé.

1977, c. 5, a. 69; 1988, c. 54, a. 7.

70. Les services de santé et les services sociaux dont le nom*, adopté avant le 26 août 1977, est dans une langue autre que le français peuvent continuer à utiliser ce nom* à condition de lui adjoindre une version française.

1977, c. 5, a. 70.

* ~~la raison sociale, cette raison sociale~~ (refonte)

COMMENTAIRES

1. Il s'agit d'une exception prévue pour les services de santé et les services sociaux, tels qu'ils sont définis à l'Annexe A (4) de la Charte, qu'ils soient reconnus ou non en vertu de l'art. 29.1 (ancien art. 113, f). Seuls les services de santé et les services sociaux qui avaient une raison sociale unilingue et non française avant le 26 août 1977 peuvent se prévaloir de cette exception et continuer à utiliser cette raison sociale, à condition de lui adjoindre une version française.

2. Si la raison sociale était bilingue avant le 26 août 1977, on doit se conformer à l'art. 14 de la Charte (régime d'unilinguisme français) à moins que l'organisme ne soit reconnu en vertu de l'art. 29.1, auquel cas l'art. 26 permet une raison sociale bilingue.

71. Les associations sans but lucratif vouées exclusivement au développement culturel d'un groupe ethnique particulier ou à la défense des intérêts propres de celui-ci peuvent se donner un nom* dans la langue de ce groupe à condition d'y adjoindre une version française.

1977, c. 5, a. 71.

* ~~une raison sociale~~ (refonte)

CHAPITRE VIII

LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

NOTE

L'APPLICATION DE CE CHAPITRE RELÈVE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (ART. 75)

72. L'enseignement se donne en français dans les classes maternelles, dans les écoles primaires et secondaires sous réserve des exceptions prévues au présent chapitre.

Cette disposition vaut pour les organismes scolaires au sens de l'Annexe et pour les établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1) en ce qui concerne les services éducatifs qui font l'objet d'un agrément.

Le présent article n'empêche pas l'enseignement en anglais afin d'en favoriser l'apprentissage, selon les modalités et aux conditions prescrites dans le Régime pédagogique établi par le gouvernement en vertu de l'article 447 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3).

1977, c. 5, a. 72; 1992, c. 68, a. 138; 1993, c. 40, a. 23.

73. Peuvent recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de l'un de leurs parents :

1° les enfants dont le père ou la mère est citoyen canadien et a reçu un enseignement primaire en anglais au Canada, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Canada;

2° les enfants dont le père ou la mère est citoyen canadien et qui ont reçu ou reçoivent un enseignement primaire ou secondaire en anglais au Canada, de même que leurs frères et sœurs, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire ou secondaire reçu au Canada;

3° les enfants dont le père et la mère ne sont pas citoyens canadiens mais dont l'un d'eux a reçu un enseignement primaire en anglais au Québec, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Québec;

4° les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité au Québec avant le 26 août 1977, recevaient l'enseignement en anglais dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire, de même que leurs frères et sœurs;

5° les enfants dont le père ou la mère résidait au Québec le 26 août 1977, et avait reçu un enseignement primaire en anglais hors du Québec, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu hors du Québec.

Il n'est toutefois pas tenu compte de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions par l'enfant pour qui la demande est faite ou par l'un de ses frères et sœurs. Il en est de même de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un tel établissement, après le 1^{er} octobre 2002, par le père ou la mère de l'enfant.

Il n'est pas tenu compte non plus de l'enseignement en anglais reçu en application d'une autorisation particulière accordée en vertu des articles 81, 85 ou 85.1.

1977, c. 5, a. 73; 1983, c. 56, a. 15; 1993, c. 40, a. 24; 2002, c. 28, a. 3.

74. Le parent qui peut faire les demandes prévues au présent chapitre doit être titulaire de l'autorité parentale. Toutefois, la personne qui assume de fait la garde de l'enfant et qui n'est pas titulaire de l'autorité parentale peut également faire une telle demande à la condition que le titulaire de l'autorité parentale ne s'y oppose pas.

1977, c. 5, a. 74; 1993, c. 40, a. 25.

75. Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut conférer à des personnes qu'il désigne le pouvoir de vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement en anglais en vertu de l'un ou l'autre des articles 73, 81, 85 et 86.1 et de statuer à ce sujet.

1977, c. 5, a. 75; 1993, c. 40, a. 26; 2005, c. 28, a. 195.

76. Les personnes désignées par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport en vertu de l'article 75 peuvent vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement en anglais même si ces enfants reçoivent déjà ou sont sur le point de recevoir l'enseignement en français.

Elles peuvent également déclarer admissible à l'enseignement en anglais, un enfant dont le père ou la mère a fréquenté l'école après le 26 août 1977 et aurait été admissible à cet enseignement en vertu de l'article 73, même si le père ou la mère n'a pas reçu un tel enseignement. Toutefois, l'admissibilité du père ou de la mère est déterminée, dans le cas d'une fréquentation scolaire avant le 17 avril 1982, selon l'article 73 tel qu'il se lisait avant cette date en y ajoutant, à la fin des paragraphes a et b, les mots «pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Québec».

1977, c. 5, a. 76; 1993, c. 40, a. 27; 2002, c. 28, a. 4 ; 2005, c. 28, a. 195.

76.1. Les personnes dont l'admissibilité à l'enseignement en anglais a été déclarée en application de l'un ou l'autre des articles 73, 76 et 86.1 sont réputées avoir reçu ou recevoir un tel enseignement pour l'application de l'article 73.

1993, c. 40, a. 28; 2002, c. 28, a. 5.

77. Une déclaration d'admissibilité obtenue par fraude ou sur le fondement d'une fausse représentation est nulle de nullité absolue.

1977, c. 5, a. 77; 1999, c. 40, a. 45.

78. Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut annuler une déclaration d'admissibilité délivrée par erreur.

1977, c. 5, a. 78 ; 2005, c. 28, a. 195.

78.1. Nul ne peut permettre ou tolérer qu'un enfant reçoive l'enseignement en anglais, alors qu'il n'y est pas admissible.

1986, c. 46, a. 7.

79. Aucun organisme scolaire qui ne donne pas déjà dans ses écoles l'enseignement en anglais n'est tenu de le donner, ni ne peut en prendre l'initiative sans l'autorisation expresse et préalable du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Toutefois, tout organisme scolaire doit, le cas échéant, se prévaloir des dispositions de l'article 213 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3) pour assurer l'enseignement en anglais à tout enfant qui y aurait été déclaré admissible.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport accorde l'autorisation prévue au premier alinéa s'il est d'avis qu'elle est justifiée par le nombre d'élèves qui relèvent de la compétence de l'organisme et qui sont admissibles à l'enseignement en anglais en vertu du présent chapitre.

1977, c. 5, a. 79; 1988, c. 84, a. 547; 1993, c. 40, a. 29 ; 2005, c. 28, a. 195.

80. Le gouvernement peut, par règlement, statuer sur la procédure à suivre lorsque des parents invoquent l'article 73 ou l'article 86.1 et sur les éléments de preuve que ces derniers doivent apporter à l'appui de leur demande.

1977, c. 5, a. 80; 1993, c. 40, a. 30.

81. Les enfants qui présentent des difficultés graves d'apprentissage peuvent, à la demande de l'un de leurs parents, recevoir l'enseignement en anglais lorsqu'une telle mesure est requise pour favoriser leur apprentissage. Les frères et sœurs d'un enfant ainsi exempté de l'application du premier alinéa de l'article 72 peuvent aussi en être exemptés.

Le gouvernement peut, par règlement, définir les catégories d'enfants visés à l'alinéa précédent et déterminer la procédure à suivre en vue de l'obtention d'une telle exemption.

1977, c. 5, a. 81; 1983, c. 56, a. 16; 1993, c. 40, a. 31; 2002, c. 28, a. 6.

82. *Abrogé.*

1977, c. 5, a. 82; 1983, c. 56, a. 17; 1992, c. 68, a. 157; 1993, c. 40, a. 32; 1997, c. 43, a. 146; 2002, c. 28, a. 7.

83. Abrogé.

1977, c. 5, a. 83; 1983, c. 56, a. 18; 1997, c. 24, a. 7; 1997, c. 43, a. 147; 2002, c. 28, a. 7.

83.1-83.2. Abrogés.

1983, c. 56, a. 18; 1997, c. 43, a. 148.

83.3. Abrogé.

1983, c. 56, a. 18; 1997, c. 43, a. 149; 2002, c. 28, a. 7.

83.4. Toute décision sur l'admissibilité d'un enfant à l'enseignement en anglais, rendue par une personne désignée en application des articles 73, 76, 81, 85 ou 86.1, peut, dans un délai de 60 jours de sa notification, être contestée devant le Tribunal administratif du Québec.

1997, c. 43, a. 150; 2002, c. 28, a. 8.

84. Aucun certificat de fin d'études secondaires ne peut être délivré à l'élève qui n'a du français, parlé et écrit, la connaissance exigée par les programmes du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

1977, c. 5, a. 84; 2005, c. 28, a. 195.

85. Les enfants qui séjournent au Québec de façon temporaire peuvent, à la demande de l'un de leurs parents, être exemptés de l'application du premier alinéa de l'article 72 et recevoir l'enseignement en anglais dans les cas ou les circonstances et selon les conditions que le gouvernement détermine par règlement. Ce règlement prévoit également la période pendant laquelle l'exemption peut être accordée, de même que la procédure à suivre en vue de l'obtention ou du renouvellement d'une telle exemption.

1977, c. 5, a. 85; 1983, c. 56, a. 19; 1993, c. 40, a. 33.

85.1. Lorsqu'une situation grave d'ordre familial ou humanitaire le justifie, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport peut, sur demande motivée et sur recommandation du comité d'examen, déclarer admissible à l'enseignement en anglais un enfant dont l'admissibilité a été refusée par une personne désignée par le ministre.

La demande doit être produite dans les 30 jours de la notification de la décision défavorable.

Elle est soumise à l'examen d'un comité formé de trois membres désignés par le ministre. Le comité fait rapport au ministre de ses constatations et de sa recommandation.

Le ministre indique, dans le rapport prévu à l'article 4 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15), le nombre d'enfants déclarés

admissibles à recevoir l'enseignement en anglais en vertu du présent article et les motifs qu'il a retenus pour les déclarer admissibles.

1986, c. 46, a. 8; 1997, c. 43, a. 151; 2002, c. 28, a. 9; 2005, c. 28, a. 195.

86. Le gouvernement peut faire des règlements pour étendre l'application de l'article 73 aux personnes visées par une entente de réciprocité conclue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'une autre province.

1977, c. 5, a. 86; 1993, c. 40, a. 34.

86.1. En outre de ce que prévoit l'article 73, le gouvernement peut, par décret, autoriser généralement à recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de l'un de leurs parents :

a) les enfants dont le père ou la mère a reçu la majeure partie de l'enseignement primaire en anglais ailleurs au Canada et qui avant d'établir son domicile au Québec était domicilié dans une province ou un territoire qu'il indique dans le décret et où il estime que les services d'enseignement en français offerts aux francophones sont comparables à ceux offerts en anglais aux anglophones du Québec;

b) les enfants dont le père ou la mère établit son domicile au Québec et qui, lors de la dernière année scolaire ou depuis le début de l'année scolaire en cours, ont reçu l'enseignement primaire ou secondaire en anglais dans la province ou le territoire indiqué dans le décret;

c) les frères et sœurs cadets des enfants visés dans les paragraphes a et b.

Les articles 76 à 79 s'appliquent aux personnes visées dans le présent article.

1983, c. 56, a. 20; 1993, c. 40, a. 35.

87. Rien dans la présente loi n'empêche l'usage d'une langue amérindienne dans l'enseignement dispensé aux Amérindiens ou de l'inuktitut dans l'enseignement dispensé aux Inuit.

1977, c. 5, a. 87; 1983, c. 56, a. 21.

88. Malgré les articles 72 à 86, dans les écoles relevant de la commission scolaire crie ou de la commission scolaire Kativik, conformément à la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (chapitre I-14), les langues d'enseignement sont respectivement le Cri et l'inuktitut ainsi que les autres langues d'enseignement en usage dans les communautés cries et inuit du Québec à la date de la signature de la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67), soit le 11 novembre 1975.

La commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik poursuivent comme objectif l'usage du français comme langue d'enseignement en vue de permettre aux diplômés de leurs écoles de poursuivre leurs études en français, s'ils le désirent, dans les écoles, collèges ou universités du Québec.

Les commissaires fixent le rythme d'introduction du français et de l'anglais comme langues d'enseignement après consultation des comités d'école, dans le cas des Cris, et des comités de parents, dans le cas des Inuit.

Avec l'aide du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik prennent les mesures nécessaires afin que les articles 72 à 86 s'appliquent aux enfants dont les parents ne sont pas des Cris ou des Inuit. Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 79, le renvoi à la Loi sur l'instruction publique est un renvoi à l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.

Compte tenu des adaptations* nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapis de Schefferville.

1977, c. 5, a. 88; 1983, c. 56, a. 22, a. 51; 1988, c. 84, a. 548 ; 2005, c. 28, a. 195.

* changements (refonte)

CHAPITRE VIII.1

LES POLITIQUES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL ET UNIVERSITAIRE RELATIVEMENT À L'EMPLOI ET À LA QUALITÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE

88.1. Tout établissement offrant l'enseignement collégial, à l'exception des établissements privés non agréés aux fins de subventions, doit, avant le 1^{er} octobre 2004, se doter, pour cet ordre d'enseignement, d'une politique relative à l'emploi et à la qualité de la langue française. Il en est de même de tout établissement d'enseignement universitaire visé par les paragraphes 1^o à 11^o de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (chapitre E-14.1).

Tout établissement visé à l'alinéa précédent qui est créé ou agréé après le 1^{er} octobre 2002 doit se doter d'une telle politique dans les deux ans suivant sa création ou la délivrance de son agrément.

2002, c. 28, a. 10.

88.2. La politique linguistique d'un établissement offrant l'enseignement collégial ou universitaire en français à la majorité de ses élèves doit traiter :

1^o de la langue d'enseignement, y compris celle des manuels et autres instruments didactiques, et de celle des instruments d'évaluation des apprentissages;

2^o de la langue de communication de l'administration de l'établissement, c'est-à-dire celle qu'elle emploie dans ses textes et documents officiels ainsi que dans toute autre communication;

3^o de la qualité du français et de la maîtrise de celui-ci par les élèves, par le personnel enseignant, particulièrement lors du recrutement, et par les autres membres du personnel;

4^o de la langue de travail;

5^o de la mise en œuvre et du suivi de cette politique.

Celle d'un établissement offrant l'enseignement collégial ou universitaire en anglais à la majorité de ses élèves doit traiter de l'enseignement du français comme langue seconde, de la langue des communications écrites de l'administration de l'établissement avec l'Administration et les personnes morales établies au Québec ainsi que de la mise en œuvre et du suivi de cette politique.

2002, c. 28, a. 10.

88.3. La politique linguistique de l'établissement d'enseignement doit être transmise au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport dès qu'elle est arrêtée. Il en est de même de toute modification qui y est apportée.

Sur demande, l'établissement d'enseignement doit transmettre au ministre un rapport faisant état de l'application de sa politique.

2002, c. 28, a. 10 ; 2005, c. 28, a. 195.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

89. Dans les cas où la présente loi n'exige pas l'usage exclusif de la langue officielle, on peut continuer à employer à la fois la langue officielle et une autre langue.

1977, c. 5, a. 89.

COMMENTAIRES

1. «L'usage exclusif» dont il est question dans cet article est prévu par les art. 14, [16]*, 17, 18, 22 et 34 de la Charte.

* non en vigueur

2. Dans les autres cas, l'art. 89, combiné avec l'art. 91, fait en sorte que s'applique à toute la Charte la règle qu'on retrouve également à l'art. 51, deuxième alinéa, selon laquelle le français doit avoir une place au moins aussi importante que celle accordée à toute autre langue. Le critère de la nette prédominance du français ne vise que l'affichage public (art. 58) alors que celui de la prédominance (simple) vise l'affichage des organismes de l'Administration reconnus en vertu de l'art. 29.1 (art. 24).

90. Sous réserve de l'article 7, tout ce qu'une loi du Québec ou une loi du parlement britannique s'appliquant au Québec dans un domaine de compétence provinciale, tout ce qu'un règlement ou un décret* prescrit de rédiger ou de publier en français et en anglais peut être rédigé et publié uniquement en français.

De même tout ce qu'une loi, un règlement ou un décret* prescrit de publier dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise peut être publié uniquement dans un journal de langue française.

1977, c. 5, a. 90; 1993, c. 40, a. 36.

* arrêté (refonte)

COMMENTAIRES

1. Par exemple, la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19, art. 335) continue à prescrire la publication des avis municipaux en français et en anglais. L'art. 90 prévalant, cette obligation de publication bilingue est sans effet depuis le 26 août 1977. À noter : le choix que laissait l'art. 345 de cette même loi de publier un avis municipal soit dans un journal de langue française ou dans un journal de langue anglaise a été supprimé en 2006 (c. 60, a. 23).

2. Comparer avec le texte des deux premiers alinéas de l'art. 45 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6) :

« 45. Les avis émanant de l'administration publique et dont une loi prescrit la publication en français et en anglais peuvent néanmoins être publiés uniquement en français.

De même, les avis émanant de l'administration publique et dont une loi prescrit la publication dans un journal français et dans un journal anglais peuvent être publiés uniquement dans un journal français.
(...) »

91. Dans les cas où la présente loi autorise la rédaction de textes ou de documents à la fois en français et dans une ou plusieurs autres langues, le français doit figurer d'une façon au moins aussi évidente que toute autre langue.

1977, c. 5, a. 91.

COMMENTAIRES

1. Cet article met sur un pied d'égalité le français et toute autre langue. Aucune règle n'impose que le texte français soit à gauche plutôt qu'à droite et dans la partie supérieure plutôt que dans la partie inférieure d'un document. Cependant, la disposition du texte ne doit pas donner au français une place inférieure à une autre langue. De plus, un texte est réputé ne pas être en français si, pour qu'il soit intelligible, il faut se reporter à sa version dans une autre langue.

2. Comparer avec le texte de l'art. 46 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6) :

« 46. La version française des textes et documents visés par la présente loi doit ressortir, ou à tout le moins figurer d'une manière au moins aussi avantageuse que toute version dans une autre langue. »

92. Rien n'empêche l'emploi d'une langue en dérogation avec la présente loi dans les organismes internationaux désignés par le gouvernement ou lorsque les usages internationaux l'exigent.

1977, c. 5, a. 92.

COMMENTAIRES

1. Ces organismes sont soit des organisations internationales gouvernementales (OIG), soit des organisations internationales non gouvernementales (OING). Dans la première catégorie on compte 7 organisations : la Commission de coopération environnementale (CCE), le programme COSPAS-SARSAT, l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (SCDB), et le Secrétariat du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (SFPM). La seconde catégorie regroupe 36 organisations, notamment : Agence mondiale antidopage (AMA), Agence universitaire de la francophonie (AUF), Association du transport aérien international (IATA), Association internationale des études québécoises (AIEQ), Forum international de Montréal (FIM), Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM), Secrétariat international de l'eau (SIE), Union mondiale pour la nature (UICN). À noter que les organismes dont la mission est liée à la francophonie ne doivent pas être soustraits à la Charte en vertu de l'art. 92.

2. Par « usages internationaux », on entend les pratiques découlant soit d'une convention internationale, soit d'une coutume internationale selon lesquelles il est admis d'avoir recours à une autre langue que le français à l'occasion de manifestations ou d'activités internationales, dans certains documents internationaux, dans les communications entre gouvernements, ou encore en ce qui concerne certains usages commerciaux bien établis (emploi de « made in... », « printed in... » ou « copyright... »).

93. Le gouvernement peut, outre les pouvoirs de réglementation prévus à la présente loi, adopter des règlements pour en faciliter la mise en œuvre, y compris pour définir les termes et expressions qui y sont utilisés ou en préciser la portée.

1977, c. 5, a. 93; 1993, c. 40, a. 37.

COMMENTAIRES

Cet article confère au gouvernement un pouvoir réglementaire «omnibus», pouvoir exceptionnel dont on trouve peu d'exemples dans les lois québécoises. Voir : Règlement précisant la portée de l'expression «de façon nettement prédominante» pour l'application de la Charte de la langue française (C-11, r. 10.2).

94. Abrogé.

1977, c. 5, a. 94; 1993, c. 40, a. 38.

95. Ont le droit d'utiliser le Cri et l'inuktitut et sont exemptés de l'application de la présente loi à l'exception des articles 87, 88 et 96, les personnes et organismes suivants:

a) les personnes admissibles aux bénéfices de la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67) et ce, dans les territoires visés à ladite Convention;

b) les organismes dont la création est prévue à ladite Convention et ce, dans les territoires visés par la Convention;

c) les organismes dont la majorité des membres est constituée de personnes visées au paragraphe a et ce, dans les territoires visés à ladite Convention.

Compte tenu des adaptations* nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapi de Schefferville.

1977, c. 5, a. 95; 1983, c. 56, a. 51.

* changements (refonte)

COMMENTAIRES

La modification à l'art. 95 a été apportée en 1983 (L.Q. 1983, c. 56, a. 51). Elle a consisté à remplacer le mot «Inuititut» par le mot «Inuktitut».

Conformément à l'énoncé du Préambule, touchant le droit des Amérindiens et des Inuit, descendants des premiers habitants du pays, de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine, l'exemption générale prévue par cet article porte sur la faculté de faire usage du cri et de l'inuktitut.

96. Les organismes visés à l'article 95 doivent introduire l'usage du français dans leur administration afin d'une part, de communiquer en français avec le reste du Québec et ceux de leurs administrés qui ne sont pas visés au paragraphe a dudit article, et d'autre part d'assurer leurs services en français à ces derniers.

Pendant une période transitoire dont la durée est déterminée par le gouvernement après consultation des intéressés, les articles 16 et 17 de la présente loi ne s'appliquent pas aux communications de l'Administration avec les organismes visés à l'article 95.

Compte tenu des adaptations* nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapi de Schefferville.

1977, c. 5, a. 96.

* changements (refonte)

COMMENTAIRES

Le gouvernement n'a pas déterminé comme prévu la durée de la période transitoire prévue à cet article.

97. Les réserves indiennes ne sont pas soumises à la présente loi.

Le gouvernement fixe par règlement les cas, les conditions et les circonstances où un organisme mentionné à l'Annexe est autorisé à déroger à l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la présente loi à l'égard d'une personne qui réside ou a résidé dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N au sens de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre R-13.1).

1977, c. 5, a. 97; 1983, c. 56, a. 23; 1993, c. 40, a. 39.

COMMENTAIRES

Le premier alinéa s'applique, de façon générale, à l'ensemble de la loi et équivaut à une exemption territoriale à l'égard des «réserves indiennes». Le second alinéa ne s'applique que dans les cas où le gouvernement a pris un règlement. Il a été modifié par la Loi 86 (1993, c. 40) pour étendre ce pouvoir de réglementation à certains «établissements autochtones». Voir à ce propos le Règlement sur la langue d'enseignement des enfants qui résident ou ont résidé dans une réserve indienne (C-11, r. 6.1) et le Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française (C-11, r. 10.01).

98. Sont énumérés à l'Annexe les divers organismes de l'Administration ainsi que les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels visés par la présente loi.

1977, c. 5, a. 98.

COMMENTAIRES

1. Sont visés par la Charte, les organismes de l'Administration énumérés par l'Annexe, ou qui répondent aux critères qu'elle détermine.

2. Les tribunaux judiciaires, et les tribunaux administratifs lorsqu'ils ne répondent pas aux critères de l'Annexe, ne sont pas considérés comme des organismes de l'Administration, mais leur personnel est soumis aux programmes de francisation au même titre que celui du ministère ou de l'organisme qui leur assure des services de soutien. On doit cependant tenir compte du principe de l'indépendance des juges, et du droit d'utiliser le français ou l'anglais dans les procédures judiciaires : voir art. 7.

TITRE II

L'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE, LA TOPONYMIE ET LA FRANCISATION

(Titre remplacé)

2002, c. 28, a. 11.

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

99. (Abrogé)

1977, c. 5, a. 99; 2002, c. 28, a.12.

CHAPITRE II

L'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE

(Titre remplacé)

2002, c. 28, a. 13.

100-115. (Abrogés).

2002, c. 28, a. 14.

COMMENTAIRES

Les anciens art. 100 à 115 traitaient de l'institution, de la mission et des pouvoirs de l'Office de la langue française (1977-2002). Voir les art. 157 et ss.

116. Les ministères et organismes de l'Administration peuvent instituer des comités linguistiques, dont ils déterminent la composition et le fonctionnement.

Ces comités relèvent, dans le domaine qui leur est attribué, les lacunes terminologiques ainsi que les termes et expressions qui font difficulté. Ils indiquent au Comité d'officialisation linguistique les termes et expressions qu'ils préconisent. Ce dernier peut les soumettre à l'Office québécois de la langue française pour une normalisation ou une recommandation.

À défaut pour un ministère ou un organisme d'instituer un comité linguistique, l'Office peut, sur proposition du Comité d'officialisation linguistique, lui demander officiellement de le faire.

1977, c. 5, a. 116; 1997, c. 24, a. 14; 2002, c. 28, a. 15.

116.1 L'Office québécois de la langue française peut, sur proposition du Comité d'officialisation linguistique, recommander ou normaliser des termes et expressions. Il en assure la diffusion, notamment en les publiant à la *Gazette officielle du Québec*.

2002, c. 28, a.16.

117. Remplacé.

1977, c. 5, a. 117 ; 1997, c. 24, a. 14.

118. Dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* des termes et expressions normalisés par l'Office, leur emploi devient obligatoire dans les textes, les documents et l'affichage émanant de l'Administration ainsi que dans les contrats auxquels elle est partie, dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés en français au Québec et approuvés par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

1977, c. 5, a. 118; 1983, c. 56, a. 24; 1985, c. 21, a. 20; 1988, c. 41, a. 88; 1993, c. 51, a. 18; 1994, c. 16, a. 50 ; 2005, c. 28, a. 195.

COMMENTAIRES

1. Depuis les modifications apportées par la Loi 57 (1983, c.56), cet article ne s'applique plus au domaine privé, c'est-à-dire d'une part à l'étiquetage des produits, d'autre part à l'affichage public (non gouvernemental). Les avis de normalisation terminologique n'ont donc pas la même portée que les avis d'officialisation des noms de lieux publiés par la Commission de toponymie en vertu de l'art. 128.

Voir *Répertoire des avis linguistiques et terminologiques*, 4^{ème} édition, 1998, 360 p.

2. Voir le n° 4 de la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration* (décision n° 96-312, du 12 novembre 1996) qui prévoit que l'Administration « veille notamment à utiliser les termes et expressions normalisés par l'Office québécois de la langue française » :

<http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

118.1 – 118.5. (Abrogés).

1993, c. 40, a. 44 ; 1997, c. 24, a. 15.

COMMENTAIRES

Les articles abrogés sont ceux qui conféraient à l'Office de la langue française des pouvoirs d'enquête de 1993 à 1997. Édiktés le 22 décembre 1993 par la Loi 86 (1993, c. 40, a. 44), lors de l'abolition de la première Commission de protection de la langue française, ils ont été abrogés le 1^{er} septembre 1997 lors de la création de la seconde Commission de protection de la langue française, à laquelle des pouvoirs d'enquête étaient conférés par les art. 166 et ss., tels qu'ils se lisaient alors. Ces articles ont été modifiés en 2002, lors de l'abolition de la seconde Commission, pour conférer ces pouvoirs d'enquête à l'Office québécois de la langue française.

119 - 121. Abrogés.

2002, c. 28, a. 17.

CHAPITRE III

LA COMMISSION DE TOPONYMIE

122. Une Commission de toponymie est instituée et rattachée administrativement à l'Office québécois de la langue française.

1977, c. 5, a. 122; 2002, c. 28, a. 34.

COMMENTAIRES

Cette disposition consacre, dans le cadre de la Charte, la mission d'un organisme ayant pour mandat la gestion des noms de lieux au Québec. Un organisme apparenté existait depuis le début du siècle, mais exerçait des pouvoirs moins étendus. La Loi sur la langue officielle (« Loi 22 »), ne faisait pas mention d'un organisme à vocation toponymique, et la Régie de la langue française mise sur pied par cette loi n'exerçait aucune compétence en matière de toponymie. La création de la nouvelle Commission par la Charte paraît lier le dossier linguistique et le dossier des noms de lieux, tout comme le rattachement administratif de la Commission à l'Office, mais aucun texte ne donne mandat à la Commission d'entreprendre une francisation générale des noms de lieux.

123. La Commission est composée de sept membres, dont un président, nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans.

Le gouvernement fixe la rémunération et détermine les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de la Commission.

1977, c. 5, a. 123; 1983, c. 56, a. 25; 1993, c. 40, a. 45.

COMMENTAIRES

1. La Loi 57 (1983, c. 56) avait modifié cet article afin de préciser la durée du mandat des membres de la Commission et de supprimer l'exigence voulant que quatre d'entre eux fassent partie du personnel de l'Office. De plus, le secrétaire de la Commission n'a plus la qualité de membre de celle-ci.

2. La Loi 86 (1993, c. 40) a de nouveau modifié cet article afin de supprimer l'exigence voulant que le président de la Commission soit membre du personnel de l'Office. Cette modification a pour effet de soustraire le président de la Commission à l'autorité hiérarchique du président-directeur général de l'Office, la Commission demeurant toutefois rattachée administrativement à ce dernier.

123.1. Les membres de la Commission demeurent en fonction malgré l'expiration de leur mandat tant qu'ils n'ont pas été nommés à nouveau ou remplacés.

1983, c. 56, a. 25.

124. La Commission a compétence pour proposer au gouvernement les critères de choix et les règles d'écriture de tous les noms de lieux et pour attribuer en dernier ressort des noms aux lieux qui n'en ont pas encore aussi bien que pour approuver tout changement de nom de lieu.

Le gouvernement peut établir, par règlement, les critères de choix de noms de lieux, les règles d'écriture à respecter en matière de toponymie et la méthode à suivre pour dénommer des lieux et en faire approuver la dénomination.

1977, c. 5, a. 124; 1993, c. 40, a. 46.

COMMENTAIRES

La gestion des noms de lieux peut être assimilée à un volet particulier de la fonction de gestion du territoire assumée par l'État, et à ce titre, le Gouvernement exercerait une compétence de principe sur l'attribution des noms de lieux, même en l'absence de toute législation précise sur ce point. En l'occurrence la Charte institue une compétence toponymique autonome, et en confie l'exercice à un organe spécialisé du gouvernement, tout en laissant à ce dernier un pouvoir réglementaire sur les critères de choix et les règles d'écriture (modification apportée en 1993). De plus, loin d'être seulement consultative, l'action de la Commission a un caractère décisionnel, sa compétence étant de nature exclusive à l'égard de tous les noms de lieux situés dans les territoires non organisés, et de nature partagée dans le cas des territoires municipaux, notamment pour ce qui a trait aux noms de voies de communication (voir cependant le commentaire sous l'art. 126). À cause de la généralité même des termes employés par la Charte pour donner compétence à la Commission, les lois particulières qui peuvent y déroger à l'occasion conservent toujours un statut exceptionnel, et selon les principes habituels, ces textes seront interprétés de manière à leur donner la portée la plus restreinte.

125. La Commission doit:

- a) proposer au gouvernement les normes et les règles d'écriture à respecter dans la dénomination des lieux;
- b) procéder à l'inventaire et à la conservation des noms de lieux;
- c) établir et normaliser la terminologie géographique, en collaboration avec l'Office;
- d) officialiser les noms de lieux;
- e) diffuser la nomenclature géographique officielle du Québec;
- f) donner son avis au gouvernement sur toute question que celui-ci soumet en matière de toponymie.

1977, c. 5, a. 125; 1993, c. 40, a. 47.

126. La Commission peut:

- a) donner son avis au gouvernement et aux autres organismes de l'Administration sur toute question relative à la toponymie;
- b) (*paragraphe abrogé*);
- c) dans les territoires non organisés, nommer les lieux géographiques ou en changer les noms;
- d) avec l'assentiment de l'organisme de l'Administration ayant une compétence concurrente sur le nom de lieu, déterminer ou changer le nom de tout lieu sur un territoire municipal local.

1977, c. 5, a. 126; 1993, c. 40, a. 48 ; 1996, c. 2, a. 114.

COMMENTAIRES

1. En ce qui concerne les noms de municipalités, la compétence de la Commission a été amoindrie par la Loi sur l'organisation territoriale municipale de 1988 (L.R.Q., c. O-9), qui fait en sorte que le

gouvernement peut donner un nom à une municipalité locale même s'il n'a pas fait l'objet d'un avis favorable de la Commission, et que celle-ci est néanmoins tenue d'officialiser le toponyme compris dans ce nom :

« 14. Le nom de la municipalité locale comprend le mot « Municipalité » et un toponyme.

Toutefois, le nom peut comprendre le mot « Ville » ou « Village » au lieu du mot « Municipalité ».

15. Le gouvernement donne, par décret, un nom à la nouvelle municipalité locale.

Il peut lui donner un nom qui n'a pas fait l'objet d'un avis favorable de la Commission de toponymie. Le toponyme compris dans le nom de la municipalité doit être officialisé en tant que nom du lieu que constitue le territoire de la municipalité conformément à la Charte de la langue française (chapitre C-11), comme s'il avait été approuvé par la Commission. »

2. Les municipalités exercent une compétence concurrente sur les odonymes dans leur territoire. En vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) cette compétence était prévue par l'art. 415, paragr. 7a, et en vertu du code municipal (L.R.Q., c. C-27.1), par l'art. 631,5°. Ces dispositions, qui faisaient clairement référence à une compétence municipale sur les noms de « rues, chemins et places publiques » ont été abrogées par la Loi sur les compétences municipales en 2005 (L.R.Q., c. C-47.1) dans un souci d'allègement législatif. Il semblerait pourtant que cette compétence subsiste, et qu'elle se trouve implicitement prévue, au prix d'un certain effort d'interprétation, dans les termes « voirie » et « transports » (art. 66 et art. 4,8° de la loi), comme on peut le déduire des tableaux de concordance du ministère des Affaires municipales. Voir : « Tableaux de références pour faciliter la transition » (document pdf, janvier 2006) :

http://www.mamr.gouv.qc.ca/publications/recherche_publications/themes.asp?noTheme=42

127. Les noms approuvés par la Commission au cours de l'année doivent faire l'objet de publication au moins une fois l'an à la *Gazette officielle du Québec*.

1977, c. 5, a. 127.

128. Dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* des noms choisis ou approuvés par la Commission, leur emploi devient obligatoire dans les textes et documents de l'Administration et des organismes parapublics, dans la signalisation routière, dans l'affichage public ainsi que dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés au Québec et approuvés par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

1977, c. 5, a. 128; 1985, c. 21, a. 21; 1988, c. 41, a. 88; 1993, c. 51, a. 19; 1994, c. 16, a. 50; 2005, c. 28, a. 195.

COMMENTAIRES

* La portée de cet article est plus large que celle de l'art. 118 puisque, contrairement à celui-ci, il continue de s'appliquer à l'affichage public (non gouvernemental). Ainsi par exemple, les formes « Seven Islands » ou « Three Rivers » ne pourraient pas être utilisées dans l'affichage public pour désigner les villes de Sept-Îles ou Trois-Rivières.

CHAPITRE IV

LA FRANCISATION DE L'ADMINISTRATION

129. Les organismes de l'Administration qui ont besoin d'un délai pour se conformer à certaines dispositions de la loi ou pour assurer la généralisation de l'utilisation du français dans leurs domaines doivent adopter le plus tôt possible un programme de francisation sous le contrôle et avec l'aide de l'Office.

1977, c. 5, a. 129.

COMMENTAIRES

Les programmes de francisation en vigueur dans l'Administration appliqueront, en faisant les adaptations nécessaires, les exigences prévues par l'art. 141 à l'égard des entreprises (août 1997).

130. Les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation des personnes qui sont près de la retraite ou qui ont de longs états de service au sein de l'Administration.

1977, c. 5, a. 130.

COMMENTAIRES

Il faut rapprocher cet article de l'art. 142 de la Charte qui prévoit la même règle en ce qui a trait à l'élaboration des programmes de francisation dans l'entreprise privée. Dans le cas de l'Administration, on doit cependant tenir compte de l'art. 20 de la Charte qui est d'application obligatoire. Une personne n'ayant pas une connaissance du français appropriée à la fonction ne pourrait donc être nommée; ni promue, ni mutée dans un organisme de l'Administration.

131. Un organisme de l'Administration doit, au plus tard 180 jours après le début de ses activités, présenter à l'Office un rapport comprenant une analyse de sa situation linguistique et un exposé des mesures qu'il a prises et qu'il entend prendre pour se conformer à la présente loi.

L'Office détermine la forme de ce rapport et les informations qu'il doit fournir.

1977, c. 5, a. 131; 1983, c. 56, a. 26.

132. Si l'Office juge insuffisantes les mesures prises ou envisagées, il doit donner aux intéressés l'occasion de présenter leurs observations et se faire communiquer les documents et renseignements qu'il estime indispensables.

Il prescrit au besoin les correctifs appropriés.

Un organisme qui refuse d'appliquer les correctifs commet une infraction.

1977, c. 5, a. 132; 1997, c. 43, a. 152.

133. Pour une période d'un an au plus, l'Office peut dispenser de l'application de toute disposition de la présente loi un service ou organisme de l'Administration qui lui en fait la demande, s'il est satisfait des mesures prises par ledit service ou organisme pour atteindre les objectifs prévus par la présente loi et par les règlements.

1977, c. 5, a. 133.

COMMENTAIRES

1. Il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire mais limité à une période maximale de 12 mois. Il se compare au pouvoir conféré à l'Office par l'art. 153 en ce qui a trait aux entreprises, mais qui ne prévoit pas cette limite de temps.

2. Ce délai peut être accordé pour toute disposition de la Charte et non seulement pour les art. 15 à 29. Il incombe à l'organisme demandeur de faire la preuve de la nécessité d'un tel délai. L'Office ne peut accorder celui-ci que s'il est satisfait des mesures déjà prévues par l'organisme demandeur et du calendrier établi pour la mise en œuvre des autres mesures.

3. En vertu de l'art. 165.3, tel qu'il a été édicté par la « Loi 104 » (2002, c. 28, a. 26) c'est le président-directeur général qui exerce les pouvoirs prévus par les art. 131 à 133.

134. Abrogé.

1977, c. 5, a. 134; 1983, c. 56, a. 27; 1992, c. 61, a. 99.

CHAPITRE V

LA FRANCISATION DES ENTREPRISES

135. Le présent chapitre s'applique à toute entreprise, y compris les entreprises d'utilité publique.

1977, c. 5, a. 135; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

1. La Charte ne définit pas le mot entreprise. Toutefois le Code civil du Québec (art. 1525, 3^e al.) fournit la définition suivante :

«Constitue l'exploitation d'une entreprise l'exercice, par une ou plusieurs personnes, d'une activité économique organisée, qu'elle soit ou non à caractère commercial, consistant dans la production ou la réalisation de biens, leur administration ou leur aliénation, ou dans la prestation de services.»

2. Puisqu'il est prévu que le chapitre V du Titre 2 de la Charte s'applique également aux «entreprises d'utilité publique», les ordres professionnels se trouvent exemptés du processus de francisation de l'entreprise. Le chapitre V du Titre 1 de la loi portant sur la langue des organismes parapublics vise les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels. Le législateur a nettement établi la distinction entre ces deux groupes d'organismes parapublics. Alors que les ordres professionnels sont exclus de la francisation, les entreprises ou sociétés de professionnels sont, elles, visées par le présent chapitre. La liste des entreprises d'utilité publique concernées figure au paragraphe B de l'Annexe de la Charte. Les universités ne sont pas considérées comme des entreprises au sens de ce chapitre (août 1997).

3. Les personnes morales ou associations sans but lucratif peuvent dans certains cas être considérées comme des entreprises assujetties, lorsque leurs activités ne sont pas exclusivement de nature religieuse, caritative ou philanthropique.

4. En cas de fusion d'entreprises, l'entreprise résultant de la fusion succède automatiquement aux droits et obligations des entreprises préexistantes: la société issue de la fusion n'est que la continuation des sociétés fusionnantes. Le programme de francisation en vigueur doit donc subir les adaptations nécessaires, en tenant compte le cas échéant de l'état différent d'avancement de la francisation dans les entreprises avant la fusion.

136. L'entreprise employant cent personnes ou plus doit instituer un comité de francisation composé d'au moins six personnes.

Le comité de francisation procède à l'analyse linguistique de l'entreprise et en fait rapport à la direction de l'entreprise pour transmission à l'Office. S'il y a lieu, il élabore le programme de francisation de l'entreprise et en surveille l'application. Il doit, lorsqu'un certificat de francisation est délivré à l'entreprise, veiller à ce que l'utilisation du français demeure généralisée à tous les niveaux de l'entreprise selon les termes de l'article 141.

Le comité de francisation peut créer des sous-comités pour l'assister dans l'exécution de ses tâches.

Le comité de francisation doit se réunir au moins une fois tous les six mois.

1977, c. 5, a. 136; 1983, c. 56, a. 28; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

La Loi 86 (1993, c. 40) a repris ici le contenu des anciens art. 146, 148, 149 et 150. Cependant, alors que l'ancien art. 146 exigeait que le comité se réunisse «au moins trois fois par année», l'art. 136 impose que ces réunions aient lieu «une fois tous les six mois». Cet assouplissement n'est qu'apparent car l'ancienne formulation n'excluait pas la possibilité de tenir les trois réunions le même jour.

137. La moitié des membres du comité de francisation et de tout sous-comité doivent représenter les travailleurs de l'entreprise.

Ces représentants sont désignés par l'association de salariés représentant la majorité des travailleurs ou, si plusieurs associations de salariés représentent ensemble la majorité des travailleurs, ces dernières désignent, par entente, ces représentants. À défaut d'une telle entente ou dans tout autre cas, les représentants sont élus par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, suivant les modalités déterminées par la direction de l'entreprise.

Les représentants des travailleurs sont désignés pour une période d'au plus deux ans. Toutefois, leur mandat peut être renouvelé.

1977, c. 5, a. 137; 1983, c. 56, a. 29; 1993, c. 40, a. 49; 2002, c. 28, a. 18.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a repris ici le texte des anciens art. 146 (en partie) 147 (en totalité) et 148 (en partie). Les modalités de nomination des membres des comités et sous-comités de francisation n'ont pas changé. La modification apportée par la Loi 104 (2002, c. 28) a eu pour effet d'instaurer le paritarisme au sein du comité de francisation.

2. L'obligation de former un comité de francisation s'applique à toute entreprise dont l'effectif atteint le nombre de 100 même si elle applique déjà un programme de francisation. Le mot «travailleur» s'interprète au sens que le Code du travail donne au mot «salarié» (c. C-27, art. 1^{er} paragraphe I) et n'inclut pas les cadres et contremaîtres de l'entreprise, soit toute personne qui exerce des fonctions de supervision et de direction.

137.1 Les représentants des travailleurs qui sont membres du comité ou d'un sous-comité peuvent, sans perte de salaire, s'absenter de leur travail le temps nécessaire pour participer aux réunions du comité ou d'un sous-comité ainsi que pour effectuer toute tâche requise par le comité ou le sous-comité. Ils sont alors réputés être au travail et doivent être rémunérés au taux normal.

Il est interdit à un employeur de ne pas rémunérer, de congédier, de mettre à pied, de rétrograder ou de déplacer un travailleur pour la seule raison qu'il a participé aux réunions du comité ou d'un sous-comité ou effectué des tâches pour eux.

Un travailleur qui se croit victime d'une mesure interdite en vertu du deuxième alinéa peut exercer les droits prévus au deuxième ou troisième alinéa de l'article 45, selon le cas.

2002, c. 28, a. 19.

COMMENTAIRES

L'art. 137.1 accorde des garanties aux représentants des travailleurs, pour faciliter leur participation aux activités du comité de francisation. À titre de comparaison, voir les mesures prévues pour protéger contre les représailles de l'employeur les membres des comités de santé et de sécurité en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1, art. 81) de même que les représentants à la prévention en vertu de cette loi (art. 97), qui prévoient clairement l'interdiction de « congédier, suspendre ou déplacer » un salarié.

138. L'entreprise fournit à l'Office la liste des membres du comité de francisation et de chaque sous-comité ainsi que toute modification à cette liste.

1977, c. 5, a. 138; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

Cet article a été édicté par la Loi 86 (1993, c. 40). L'obligation imposée à l'entreprise doit permettre à l'Office de mieux jouer son rôle en apportant son soutien au fonctionnement des comités. L'art. 12 du Règlement sur la langue des entreprises (r. 7), abrogé en 1993, prévoyait une exigence similaire.

138.1. Remplacé.

1983, c. 56, a. 30; 1993, c. 40, a. 49.

139. L'entreprise qui, durant une période de six mois, emploie cinquante personnes ou plus doit, dans les six mois de la fin de cette période, s'inscrire auprès de l'Office. Elle doit, à cet effet, informer l'Office du nombre de personnes qu'elle emploie et lui fournir des renseignements généraux sur sa structure juridique et fonctionnelle et sur la nature de ses activités.

L'Office délivre à cette entreprise une attestation d'inscription.

Dans les six mois de la date de délivrance de cette attestation d'inscription, l'entreprise transmet à l'Office une analyse de sa situation linguistique.

1977, c. 5, a. 139; 1983, c. 56, a. 31; 1993, c. 40, a. 49; 2002, c. 28, a. 20.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a repris et complété le texte de l'ancien art. 139, en s'inspirant de l'art. 2 du Règlement sur la procédure de délivrance, de suspension ou d'annulation du certificat de francisation des entreprises employant de 50 à 99 personnes (r. 12), et de l'art. 2 du règlement équivalent visant les entreprises de 100 personnes ou plus (r. 13). Ces deux règlements ont été abrogés en 1993.

La modification apportée par la Loi 104 (2002, c. 28) réduit de douze à six mois le délai accordé à l'entreprise pour remettre à l'Office l'analyse de sa situation linguistique. Cependant, en vertu de la

Loi 104 (a. 46), ce délai est inapplicable à l'égard des attestations d'inscription délivrées avant le 1^{er} octobre 2002. De plus, en vertu de l'art. 165.3, édicté par la Loi 104, le pouvoir prévu par cet article est exercé par le président-directeur général.

2. Les mots «durant une période de six mois» ont été ajoutés en 1993. En raison de cet ajout, les entreprises dont le nombre de salariés varie à la hausse ou à la baisse, selon la conjoncture économique ou à cause du caractère saisonnier de leurs activités, seront assujetties à l'obligation de s'inscrire si elles répondent au critère numérique. Cette obligation s'applique à toute entreprise qui atteint le nombre de 50 salariés dans la période où la loi est en vigueur. Aucune disposition n'est prévue pour qu'une entreprise cesse d'être assujettie si, par la suite, elle a moins de 50 employés pendant une période plus ou moins longue.

3. La loi n'utilise pas le mot «travailleurs» comme à l'art. 137. Le critère numérique sert ici, comme à l'art. 136, à déterminer la taille de l'entreprise, envisagée comme cadre où s'exerce une «activité économique organisée» (art. 1525, 3^e C.c.Q.). On ne doit donc pas se reporter à la définition de salarié prévue par le Code du travail. Par conséquent, le mot «personnes» signifie toute personne qui reçoit une rémunération sous forme de salaire ou de commission, y compris les cadres, que ces personnes soient actionnaires ou non de l'entreprise (personnes travaillant à titre permanent, temporaire, régulier, occasionnel, à temps plein ou à temps partiel).

4. En principe, les employés temporaires assignés dans une entreprise par une agence de placement sont considérés comme des salariés de cette entreprise, et non comme des salariés de l'agence de placement.

140. Si l'Office estime, après examen de l'analyse de la situation linguistique de l'entreprise, que l'utilisation du français est généralisée à tous les niveaux de celle-ci selon les termes de l'article 141, il lui délivre un certificat de francisation.

Toutefois, si l'Office estime que l'utilisation du français n'est pas généralisée à tous les niveaux de l'entreprise, il avise l'entreprise qu'elle doit adopter un programme de francisation. Il peut en outre, dans le cas d'une entreprise visée par l'article 139, ordonner la création d'un comité de francisation composé de quatre ou six membres; les articles 136 à 138 sont alors applicables, compte tenu des adaptations nécessaires.

Le programme de francisation doit être transmis à l'Office dans les six mois de la date de réception de l'avis. Il est soumis à son approbation.

1977, c. 5, a. 140; 1983, c. 56, a. 32; 1993, c. 40, a. 49; 2002, c. 28, a. 21.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a combiné ici le texte des anciens art. 138, 138.1 et 140. Cet article innovait en faisant explicitement mention de l'analyse de la situation linguistique de l'entreprise et en fixant à 12 mois, à compter de la date de réception de l'avis donné par l'Office, le délai d'approbation du programme de francisation (lequel devait antérieurement être fixé par règlement de l'Office).

2. La Loi 104 a modifié le texte de cet article afin :

1^o de donner à l'Office le pouvoir d'imposer à toute entreprise visée par l'art. 139 (c'est-à-dire ayant eu à son service, pendant une période de six mois, 50 personnes ou plus) la mise sur pied d'un comité de francisation, ce comité pouvant compter seulement quatre personnes, alors que dans le cas d'une entreprise de cent employés ou plus il doit en compter au moins six, aux termes de l'art. 136;

2° de réduire à six mois, au lieu de douze, le délai donné à l'entreprise pour remettre à l'Office son programme de francisation.

Cependant, en vertu de la Loi 104 (a. 47), le nouveau délai est inapplicable à l'égard des entreprises qui ont reçu un avis avant le 1^{er} octobre 2002.

3. Afin de mener à bien l'analyse de la situation linguistique de l'entreprise, et de vérifier la véracité des renseignements fournis sur les formulaires prévus par l'art. 154, le conseiller en francisation doit avoir accès aux locaux de l'entreprise et constater par lui-même le degré d'utilisation du français comme langue du travail, notamment dans l'affichage interne, les indications sur les appareils et les machines, dans les logiciels installés sur les postes de travail, et dans les documents techniques mis à la disposition du personnel.

141. Les programmes de francisation ont pour but la généralisation de l'utilisation du français à tous les niveaux de l'entreprise, par :

1° la connaissance de la langue officielle chez les dirigeants, les membres des ordres professionnels et les autres membres du personnel;

2° l'augmentation, s'il y a lieu, à tous les niveaux de l'entreprise, y compris au sein du conseil d'administration, du nombre de personnes ayant une bonne connaissance de la langue française de manière à en assurer l'utilisation généralisée;

3° l'utilisation du français comme langue du travail et des communications internes;

4° l'utilisation du français dans les documents de travail de l'entreprise, notamment dans les manuels et les catalogues;

5° l'utilisation du français dans les communications avec l'Administration, la clientèle, les fournisseurs, le public et les actionnaires sauf, dans ce dernier cas, s'il s'agit d'une société fermée au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1);

6° l'utilisation d'une terminologie française;

7° l'utilisation du français dans l'affichage public et la publicité commerciale;

8° une politique d'embauche, de promotion et de mutation appropriée;

9° l'utilisation du français dans les technologies de l'information.

1977, c. 5, a. 141; 1993, c. 40, a. 49.

JURISPRUDENCE

1. Lorraine Chiasson et al. c/ P.G. du Québec et Office de la langue française, C.S. Montréal, 500-05-043380-987, 19 juin 2000, 2000 R.J.Q. (C.S.) 1836 à 1851.

Cinq employés de deux compagnies pharmaceutiques de Montréal contestaient, par requête en jugement déclaratoire, l'obligation qui leur était faite par leur employeur, à la demande de l'Office, d'utiliser la version française des logiciels de travail. Le juge Pierre J. Dalphond reconnaît qu'un problème d'interprétation se pose et justifie une réponse de la Cour. Il conclut que l'art. 141, 9° de la Charte n'autorise pas l'Office à imposer l'usage exclusif des logiciels en français, ce qui reviendrait à

interdire l'usage de versions anglaises des mêmes logiciels. Par conséquent, l'Office peut, dans le cadre du processus menant au certificat de francisation, continuer d'imposer à l'employeur d'installer une version française des logiciels, présentée en premier lieu ou par défaut, sur les postes de travail, mais sans exiger que l'employeur refuse la demande de certains employés qui préféreraient la version anglaise. Enfin, le jugement reconnaît que la loi impose à l'Office et à l'entreprise une « direction » qui est celle de l'utilisation optimale du français dans les milieux de travail, ce qui correspond à la fois à l'orientation générale de l'Office et au texte des directives internes en vigueur (DF 382).

En donnant cette interprétation à l'art. 141, la Cour en reconnaît la validité, et n'a plus à se prononcer sur la question constitutionnelle relative à la liberté d'expression, soulevée par l'avocat des requérants. Le juge Dalphond prend quand même soin de préciser à ce propos que l'employeur pourrait imposer la version unilingue française des logiciels sans aller à l'encontre de la liberté d'expression, ce qui équivaut à écarter la thèse de la liberté de choix invoquée par les requérants.

DÉCISION ARBITRALE

Rolls Royce Canada Itée et A.I.M.T.A. local 2468 (Windows 2000), arbitre Jean-Pierre Lussier, 13 mai 2004.

L'employeur informe le personnel que les logiciels Windows seront accessibles en français par défaut, à moins d'une demande expresse d'un usager avec motifs à l'appui. Parmi les 140 salariés qui demandèrent la version anglaise, environ 40 n'y eurent pas accès. Selon le syndicat ce refus est contraire à la convention collective et à la Charte québécoise des droits de la personne (art. 10 et 16). Il plaide aussi que ces mesures ne sont pas nécessaires en vertu de la Charte de la langue française, et que leur application est faite de manière déraisonnable par l'employeur. Il demande donc que les logiciels en version anglaise soient rendus accessibles à tous les employés qui le souhaitent.

Après avoir analysé à fond la décision de la Cour supérieure dans l'affaire Chiasson (supra), et notant que l'employeur et le syndicat en tirent des conclusions diamétralement opposées, l'arbitre décide que la politique de l'employeur découle des obligations que lui impose la Charte de la langue française, et qu'elle ne soulève aucune difficulté selon la Charte des droits de la personne. À ce propos il estime que les exigences de la Charte de la langue française justifient l'application de l'art. 20 de la Charte des droits de la personne (« aptitudes ou qualités requises par un emploi »). Les salariés ne peuvent faire valoir aucun droit de se servir d'un logiciel dans une langue quelconque, de préférence à la version en français qui leur est fournie par l'employeur. Enfin il conclut que le critère appliqué par l'employeur pour accéder ou non à la demande de certains employés, soit celui de leur connaissance suffisante du français, était raisonnable et approprié.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a modifié cet article à plusieurs égards. Au paragraphe 5^e, l'ajout des mots Administration et actionnaires (ceux des entreprises inscrites en Bourse) a pour effet de renforcer la loi. Au paragr. 7^e, les mentions d'affichage public et de publicité commerciale (l'ancien paragr. g ne faisait référence qu'à la publicité) permettent d'harmoniser l'application du programme de francisation avec les prescriptions de l'art. 58. Enfin, au paragr. 9^e, l'ajout des technologies de l'information comme élément de programme vient confirmer la pratique administrative de l'Office.

2. L'application de l'art. 141 nécessite des pourparlers entre l'entreprise et les représentants de l'Office. Le programme de francisation doit tenir compte de chacun des éléments mentionnés à cet article mais leur portée peut varier selon le contexte particulier de l'entreprise, sa position concurrentielle, etc. L'Office peut imposer à une entreprise dans le cadre d'un tel programme toutes les mesures qu'il juge nécessaires ou utiles pour y généraliser l'utilisation du français (par ex. la traduction des directives, manuels techniques, logiciels, etc.), même si ces exigences ne sont pas prévues par d'autres articles de la Charte. Cependant l'art. 153 donne à l'Office le pouvoir de dispenser temporairement une entreprise d'une disposition quelconque de la loi (par ex. pour autoriser la commercialisation de produits dont l'étiquetage ne serait pas encore conforme, pendant une période limitée).

3. Comparer avec le texte des art. 29 et 39 de la Loi 22 (L.Q. 1974, c. 6) qui, combinés, décrivaient le contenu des programmes de francisation (mais sans référence à l'objectif de la « généralisation de l'usage du français ») :

« 29. Les programmes de francisation que doivent adopter et appliquer les entreprises désireuses d'obtenir le certificat susdit doivent, compte tenu de la situation et de la structure de chaque entreprise, de son siège social et de ses filiales et succursales, porter notamment sur :

- a) la connaissance de la langue officielle que doivent posséder les dirigeants et le personnel;
- b) la présence francophone dans l'administration;
- c) la langue des manuels, des catalogues, des instructions écrites et des autres documents distribués au personnel;
- d) les dispositions que doivent prendre les entreprises pour que les membres de leur personnel puissent, dans leur travail, communiquer en français entre eux et avec leurs supérieurs;
- e) la terminologie employée
- (...)

39. Le programme de francisation adopté par toute entreprise désireuse d'obtenir le certificat visé aux art. 26 et 28 doit, compte tenu de la situation et de la structure de chaque entreprise, de son siège social et de ses filiales ou succursales, porter en outre sur :

- a) la raison sociale de l'entreprise;
- b) la langue dans laquelle l'entreprise doit, dans le cours normal de ses affaires, répondre à ses clients et aux personnes qui s'adressent à elle;
- c) la langue dans laquelle doivent être rédigés les avis, communications, certificats et formulaires destinés au public ou aux actionnaires ou membres de l'entreprise qui résident au Québec. »

4. Sur l'histoire des programmes de francisation, voir le livre de Gaston Cholette, *L'Office de la langue française de 1961 à 1974* (IQRC-OLF, 1993, 487 p.), qui relate les premières expériences visant à valoriser l'usage du français dans certaines grandes entreprises : raffinerie Aigle d'Or, CGE, raffinerie BP de Ville d'Anjou, Banque royale du Canada, etc.; et l'ouvrage de Jean-Claude Corbeil, *L'embaras des langues* (Québec Amérique, 2007, 548 p.), particulièrement pp. 147 et ss., concernant la mise en œuvre de la Loi 63 par l'Office de la langue française.

142. Les programmes de francisation doivent tenir compte :

1° de la situation des personnes qui sont près de la retraite ou qui ont de longs états de service au sein de l'entreprise;

2° des relations de l'entreprise avec l'étranger;

3° du cas particulier des sièges sociaux* et des centres de recherche établis au Québec par des entreprises dont l'activité s'étend hors du Québec;

4° dans les entreprises produisant des biens culturels à contenu linguistique, de la situation particulière des unités de production dont le travail est directement relié à ce contenu linguistique;

5° du secteur d'activité de l'entreprise.

1977, c. 5, a. 142; 1993, c. 40, a. 49; 2002, c. 28, a. 22.

* (refonte)

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a réuni ici le texte des anciens art. 142, 143 et 145, sans y apporter de modifications.

2. Le paragr. 2, en obligeant l'Office à tenir compte des relations de l'entreprise avec l'extérieur du Québec, lui permet d'assouplir les règles du programme de francisation dans des cas où l'entreprise ne satisfait pas aux critères d'admissibilité d'un siège social. De plus, le règlement 3, à l'art. 5, impose à certaines entreprises qui demandent d'être admissibles à une entente de démontrer que l'art. 142, 2^e n'offre pas une solution appropriée ou satisfaisante. Toutefois, l'art. 142, 2^e ne doit pas être utilisé pour accorder à une entreprise un régime d'exception qu'elle n'aurait normalement obtenu que dans le cas d'une entente particulière.

3. Le paragr. 3 vise à rappeler l'existence dans la loi d'un régime particulier applicable au cas des sièges sociaux et des centres de recherche. En lui-même, il n'ajoute ni ne retranche rien à ce régime, et il faut se reporter à l'art. 144 et aux règlements pour en déterminer les règles.

4. La modification apportée par la Loi 104 (2002, c. 28) impose à l'Office de tenir compte d'un élément additionnel, soit le secteur d'activité de l'entreprise.

143. Après avoir approuvé le programme de francisation d'une entreprise, l'Office lui délivre une attestation d'application d'un tel programme.

L'entreprise doit se conformer aux éléments et aux étapes prévus dans son programme et tenir son personnel informé de son application.

Elle doit, en outre, remettre à l'Office des rapports sur la mise en œuvre de son programme, tous les vingt-quatre mois, dans le cas où l'entreprise emploie moins de cent personnes, et tous les douze mois, dans le cas où elle emploie cent personnes ou plus.

1977, c. 5, a. 143; 1983, c. 56, a. 33; 1993, c. 40, a. 49.

JURISPRUDENCE

P.G. du Québec c/ Produits métalliques C.M.P. Itée, Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 8 décembre 2004, juge Louis Rémillard (Beauharnois 760-61-031078-026, 760-61-031079-024)

L'entreprise Produits métalliques C.M.P. Itée applique depuis le 17 juin 1994 un programme de francisation. Malgré une mise en demeure le 30 avril 2001, précédée de plusieurs rappels écrits de la part de l'Office (en janvier, septembre et novembre 2000), elle a refusé de se conformer aux exigences de son programme, ce qui fait l'objet d'un premier chef d'accusation (art. 143, 151.1). Le second chef d'accusation concerne son site Web, dont la version française est incomplète (art. 52, 205, 205.1). Les deux infractions sont dites de responsabilité stricte, ce qui permet la défense de diligence raisonnable, la défenderesse devant démontrer, selon une preuve prépondérante, qu'elle avait pris toutes les précautions qu'une personne raisonnable aurait prises dans les circonstances ou qu'il n'y avait pas eu négligence de sa part. Le tribunal reconnaît les progrès réalisés depuis 2001. Cependant, il relève le fait qu'entre 1994 et 2001 la défenderesse n'a tenu aucun compte des avis et rappels de l'Office et « qu'elle a complètement ignoré, pendant 7 ans, les dispositions impératives de la Charte », rejette donc la défense de diligence raisonnable, et la déclare coupable des deux infractions reprochées (amende de 500 \$ dans chaque cas).

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) avait ajouté ici plusieurs éléments nouveaux : l'attestation d'application d'un programme de francisation remplace le certificat prévu par l'ancien art. 138; le deuxième alinéa est complètement nouveau et renforce les acquis de la francisation dans les entreprises, tout en permettant d'y associer plus étroitement leur personnel; enfin, les rapports périodiques prévus par le

troisième alinéa s'inspirent des rapports que l'Office pouvait exiger des entreprises de 100 employés et plus (Règlement 7, art. 13) et que devaient lui remettre, tous les 12 mois, les entreprises employant de 50 à 99 personnes (Règlement 8, art. 17), sauf que désormais les délais applicables seront respectivement de 12 mois et de 24 mois. Les règlements 7 et 8 ont été abrogés en 1993.

2. En vertu de l'art. 165.3, édicté par la « Loi 104 » (2002, c. 28, a. 26) les pouvoirs prévus par cet article sont exercés par le président-directeur général.

144. L'application des programmes de francisation à l'intérieur des sièges sociaux* et des centres de recherche peut faire l'objet d'ententes particulières avec l'Office afin de permettre l'utilisation d'une autre langue que le français comme langue de fonctionnement. Ces ententes sont valables pour une période d'au plus 5 ans, renouvelable.

Le gouvernement détermine, par règlement, dans quels cas, dans quelles conditions et suivant quelles modalités un siège social* et un centre de recherche peuvent bénéficier d'une telle entente. Ce règlement peut déterminer les matières sur lesquelles certaines dispositions de ces ententes doivent porter.

Tant qu'une telle entente est en vigueur, le siège social* ou le centre de recherche est réputé respecter les dispositions du présent chapitre.

1977, c. 5, a. 144; 1983, c. 56, a. 34; 1993, c. 40, a. 49; 2002, c. 28, a. 23.

* (refonte)

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a réuni ici le texte des anciens art. 144 et 144.1. Alors que la loi donnait auparavant au gouvernement un pouvoir réglementaire sur le contenu des ententes particulières et laissait à l'Office un pouvoir propre quant aux conditions et modalités de reconnaissance d'un siège social ou d'un centre de recherche, ce pouvoir appartient depuis 1993 au gouvernement. Notons que l'art. 144 mentionne les centres de recherche (comme le faisait l'art. 144.1 depuis 1983), mais les règlements r. 3 et r. 11 n'ont pas été modifiés pour tenir compte de ce changement. Cette absence de concordance ne constitue pas un obstacle à l'application de la loi.

2. La modification apportée par la Loi 104 (2002, c. 28) fixe à 5 ans la période de validité d'une entente particulière, qui peut être renouvelée.

3. Le dernier alinéa est rédigé de telle sorte que si l'entente particulière prend fin, l'entreprise devient de nouveau assujettie aux exigences normalement applicables en vertu du programme de francisation. Par conséquent, à compter de ce moment, des mesures de redressement devront être prises selon ce que détermine l'Office, le cas échéant.

4. En vertu de l'art. 48 de la Loi 104, une entente conclue avant le 1^{er} octobre 2002 devait être réexaminée par l'Office dans les quatre ans suivant cette date : « à défaut d'être renouvelée par les parties à la suite de cet examen, une entente prend fin un an après que l'Office en ait avisé l'autre partie. » Cette période de réexamen s'est donc terminée le 1^{er} octobre 2006. En date du 31 mars 2007 155 ententes ont été réexaminées, 86 ont été annulées et 69 demeurent en vigueur (données du rapport annuel de gestion 2006-2007.).

5. Les règlements pertinents (r. 3, r. 11) maintiennent l'appellation de « sièges sociaux », alors que seul le mot « sièges » figure dans le texte de l'art. 144. Cet emploi dans la loi est impropre. Comparer avec le texte des articles 158 et 186, où le mot « siège » est employé dans un contexte approprié, s'agissant respectivement du siège de l'Office et du siège du Conseil supérieur de la langue française.

À ce propos, voir le Grand dictionnaire terminologique de l'Office, qui fait clairement la distinction entre un « siège » et un « siège social » :

« siège social n. m.
terme recommandé par l'Office québécois de la langue française

Définition :

Principal établissement d'une société ou d'une association, où sont concentrées ses activités juridiques, administratives et de direction

Note(s) :

L'adjectif social signifie ici « relatif à un groupement de personnes ayant un but ou des intérêts communs », c'est-à-dire une société ou une association. On parle aussi, en ce sens, de capital social, de part sociale, d'objet social, d'exercice social, de dettes sociales. Éviter de parler de siège social à propos d'un organisme qui n'a pas une forme sociale, tel qu'un service de l'Administration ou un tribunal. Le générique siège, sans qualificatif, peut être utilisé en contexte (...) »

144.1. Remplacé.

1983, c. 56, a. 34; 1993, c. 40, a. 49.

145. Lorsque l'entreprise a terminé l'application de son programme de francisation et que l'Office estime que l'utilisation du français est généralisée à tous les niveaux de l'entreprise selon les termes de l'article 141, il lui délivre un certificat de francisation.

1977, c. 5, a. 145; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

1. Cet article a formulé en 1993 une nouvelle définition législative du certificat de francisation. Celui-ci atteste maintenant que l'utilisation du français est généralisée à tous les niveaux de l'entreprise, soit que l'Office ait constaté cet état de choses au moment de l'analyse linguistique (voir art. 140), soit que l'application d'un programme ait permis d'atteindre cet objectif. En délivrant un tel certificat, qui est normalement affiché dans les locaux de l'entreprise à la vue du public, l'Office indique donc que cette entreprise a satisfait à toutes ses exigences et qu'elle se conforme à la loi à tous égards.

2. Depuis les changements apportés en 1993, la loi ne prévoit plus qu'une entreprise a l'obligation de posséder, pour une date déterminée, un certificat de francisation. Celui-ci confirme qu'une entreprise s'est conformée au processus de francisation, dont chacune des étapes successives est cependant obligatoire.

146. Toute entreprise qui possède un certificat de francisation délivré par l'Office a l'obligation de s'assurer que l'utilisation du français y demeure généralisée à tous les niveaux selon les termes de l'article 141.

Elle doit remettre à l'Office, à tous les trois ans, un rapport sur l'évolution de l'utilisation du français dans l'entreprise.

1977, c. 5, a. 146; 1983, c. 56, a. 35; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

Article édicté par la Loi 86 (1993, c. 40). L'obligation de sauvegarder les acquis de la francisation, prévue par le premier alinéa, devient explicite et impérative, alors qu'auparavant elle découlait implicitement de l'ancien art. 154, en vertu duquel l'Office pouvait retirer le certificat à une entreprise qui ne respectait plus ses obligations (voir 147). L'obligation faite à l'entreprise de remettre un rapport à l'Office tous les trois ans, après la fin du programme (période dite de «post-certification»), est nouvelle.

147. L'Office peut refuser, suspendre ou annuler une attestation d'application d'un programme de francisation ou un certificat de francisation d'une entreprise si cette dernière ne respecte pas ou ne respecte plus les obligations qui lui sont imposées par la présente loi ou les règlements adoptés en vertu de celle-ci.

Avant de prendre sa décision, l'Office peut recevoir les observations de toute personne intéressée sur la situation de l'entreprise en cause.

1977, c. 5, a. 147; 1983, c. 56, a. 36; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a repris ici le texte des anciens art. 154 et 154.1, sans modification. Toutefois, étant donné la suppression de l'obligation imposée à une entreprise de posséder un certificat de francisation lorsque celui-ci était exigible (en vertu des anciens art. 136, 137, 152, 206), la décision de l'Office n'a plus pour effet de placer l'entreprise en situation d'illégalité. Elle apparaît simplement comme la conséquence du non-respect de la loi par l'entreprise. Voir cependant le Point 22 de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration, dont le texte est reproduit dans le commentaire de l'art. 151.1.

2. Ce pouvoir de suspension d'une attestation de programme a été exercé pour la première fois par l'Office en avril 1997. La liste des entreprises faisant l'objet d'une telle décision de l'Office est disponible dans le site Web de l'Office :

http://www.oqif.gouv.qc.ca/francisation/admin_publ/liste_article22.html

148. Le gouvernement détermine, par règlement, la procédure de délivrance, de suspension ou d'annulation d'une attestation d'application d'un programme de francisation et d'un certificat de francisation. Cette procédure peut varier selon les catégories d'entreprises qu'il établit.

Il détermine également, par règlement, la procédure à suivre par toute personne intéressée à faire des observations en vertu du deuxième alinéa de l'article 147.

1977, c. 5, a. 148; 1983, c. 56, a. 37; 1993, c. 40, a. 49.

COMMENTAIRES

La Loi 86 (1993, c. 40) a repris ici une partie de l'ancien art. 152, sauf que le pouvoir réglementaire est confié au gouvernement plutôt qu'à l'Office. Dans la décision qu'il doit prendre, l'Office est tenu de respecter les règles de la justice naturelle (au sens du droit administratif), même en l'absence de règlement pris par le gouvernement.

149-150. Remplacés.

1993, c. 40, a. 49.

151. Avec l'approbation du ministre responsable de l'application de la présente loi, l'Office peut, à condition d'en publier avis à la *Gazette officielle du Québec*, exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes qu'elle procède à l'analyse de sa situation linguistique, à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

Si une telle entreprise a besoin d'un délai pour se conformer à certaines dispositions de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de celle-ci, elle peut demander l'aide de l'Office et conclure avec lui une entente particulière. Dans le cadre d'une telle entente, l'Office peut, pour la période qu'il détermine, exempter cette entreprise de l'application de toute disposition de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de celle-ci.

L'Office doit, chaque année, faire rapport au ministre des mesures prises par les entreprises et des exemptions accordées.

1977, c. 5, a. 151; 1993, c. 40, a. 50; 2002, c. 28, a. 24.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) n'a pas modifié la disposition du premier alinéa, et l'Office est toujours tenu d'obtenir l'approbation du ministre (c'est-à-dire son autorisation préalable) pour assujettir une entreprise. Le deuxième et le troisième alinéas permettent à l'Office de conclure avec certaines entreprises de moins de 50 salariés, sur une base volontaire, des « ententes particulières », à condition d'en faire rapport au ministre annuellement.

2. En vertu de l'art. 165.3, édicté par la Loi 104 (2002, c. 28, a. 26), les pouvoirs prévus par cet article sont exercés par le président-directeur général.

3. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le 26 août 1977, ce pouvoir a été exercé à quatre reprises par l'Office, soit deux fois en 1980, une fois en 1982, et une fois en 2000.

151.1. Commet une infraction et est passible des peines prévues à l'article 205 l'entreprise qui ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées en vertu des articles 136 à 146 et 151 dans le cadre du processus de francisation qui lui est applicable.

1997, c. 24, a. 16.

COMMENTAIRES

1. Article édicté par la Loi 40 (1997, c. 24), qui assortit de sanctions pénales le non-respect par une entreprise des obligations qui lui sont imposées par l'ensemble des dispositions de ce chapitre.

2. Voir également la sanction de nature administrative prévue par le n° 22 de la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration (décision n° 96-312, du 12 novembre 1996) :

« L'Administration n'accorde aucun contrat, subvention ni avantage à une entreprise assujettie au chapitre V du titre II de la Charte, si cette entreprise ne possède pas d'attestation d'inscription, ou, si elle n'a pas fourni dans le délai prescrit l'analyse de sa situation linguistique, ou, si elle n'a pas d'attestation d'application de programme ni de certificat de francisation délivré par l'Office, ou, si son attestation ou son certificat a été retiré ou suspendu par l'Office, tant que dure ce retrait ou cette suspension. Les documents d'appel d'offres font mention de cette exigence. »

Adresse : <http://www.spl.gouv.qc.ca/langue/politique1.html>

3. Le principe de cette disposition se retrouvait déjà dans le texte de la Loi sur la langue officielle de 1974 (Loi 22), à l'art. 28 :

« 28. Outre les exigences de toute autre loi, les entreprises doivent posséder le certificat visé à l'article 26 [certificat de francisation] pour avoir le droit de recevoir de l'administration publique, à compter de la date déterminée conformément audit article, les primes, subventions, concessions ou avantages déterminés par les règlements, ou pour conclure avec le gouvernement les contrats d'achat, de service, de location ou de travaux publics aussi déterminés par les règlements. (...) »

152. Abrogé.

1993, c. 40, a. 51.

COMMENTAIRES

1. Texte de l'art. 152, tel qu'il se lisait avant son abrogation en 1993 :

« 152. L'Office peut, par règlement, établir des catégories d'entreprises suivant le genre d'activités et le nombre de personnes employées. Pour chacune des catégories ainsi établies, il peut fixer la date à laquelle les certificats de francisation deviennent exigibles, déterminer les modalités de délivrance de ces certificats et statuer sur les obligations des entreprises qui les possèdent.

L'Office peut, de la même façon, adopter des critères permettant de reconnaître les entreprises comme appartenant aux catégories employant plus de cinquante personnes ou à celles employant plus de cent personnes et, aux fins du présent chapitre, définir l'expression « entreprise ».

2. Voir les commentaires sous l'art. 139. En 1993, les règlements adoptés par l'Office ont été abrogés et les échéanciers qu'ils prévoyaient ont été intégrés au texte législatif sous la forme d'un processus permanent et sans référence à des dates particulières par catégories d'entreprises. La notion d'exigibilité du certificat a été évacuée.

153. L'Office peut, pour la période qu'il détermine, exempter une entreprise de l'application de toute disposition de la présente loi ou d'un règlement:

- a) lorsqu'il délivre une attestation d'inscription ou un certificat de francisation; ou
- b) lorsqu'un programme de francisation approuvé par l'Office est en cours d'application dans une entreprise.

L'Office avise le ministre de toute exemption ainsi accordée.

1977, c. 5, a. 153; 1983, c. 56, a. 39; 1993, c. 40, a. 52.

COMMENTAIRES

1. La Loi 86 (1993, c. 40) a ajouté un nouvel alinéa qui impose à l'Office l'obligation d'informer le ministre.

2. L'exemption ne peut être que temporaire même si la loi ne limite pas sa durée (par opposition, l'art. 133 prévoit un délai maximal d'un an). Cette exemption peut porter sur toute disposition de la loi aussi bien sur les dispositions relatives à la francisation de l'entreprise que sur celles portant sur la langue du travail et la langue du commerce et des affaires. Le pouvoir de l'Office à cet égard est purement discrétionnaire.

154. Les renseignements généraux, l'analyse de la situation linguistique et les rapports prévus par le présent chapitre doivent être produits sur les formulaires et questionnaires fournis par l'Office.

1977, c. 5, a. 154; 1983, c. 56, a. 40; 1993, c. 40, a. 53.

COMMENTAIRES

Disposition édictée par la Loi 86 (1993, c. 40). Auparavant, seul l'ancien art. 149 faisait mention de « formulaires et questionnaires fournis par l'Office » à l'intention du comité de francisation. La nouvelle disposition est d'application générale et peut viser notamment les rapports prévus par les art. 143 et 146.

154.1.-156. Remplacés.

1993, c. 40, a. 53.

COMMENTAIRES

1. Parmi les articles remplacés figurait l'art. 155 traitant de la commission d'appel sur la francisation des entreprises :

« 155. Il y a appel d'une décision de l'Office de refuser, suspendre ou annuler un certificat de francisation.

L'appel est interjeté auprès d'une commission d'appel instituée à cette fin par le gouvernement et selon les modalités qu'il fixe.

La commission d'appel est formée de trois membres nommés par le gouvernement. »

2. La commission d'appel n'a été saisie d'aucun recours. Cette disposition n'ayant pas été reprise dans le texte législatif, la commission a cessé d'exister en 1993.

TITRE III

L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

(Titre remplacé)

2002, c. 28, a. 25.

CHAPITRE I

INSTITUTION

157. Il est institué un Office québécois de la langue française.

2002, c. 28, a. 26.

COMMENTAIRES

1. La loi institue ici un nouvel organisme, qui remplace l'organisme institué à l'origine par l'art. 100 de la Charte de la langue française (L.Q. 1977, c. 5). Les articles 157 à 165.14 sont édictés à cette fin par l'art. 26 de la Loi 104 (L.Q. 2002, c. 28), l'ensemble des articles du texte original qui traitaient de l'institution de l'Office et de ses pouvoirs sont abrogés, et la loi prévoit que le nouvel Office succède à l'ancien, et également à la Commission de protection de la langue française dont il exerce le mandat :

« 38. L'Office québécois de la langue française est substitué à la Commission de protection de la langue française et à l'Office de la langue française; il en acquiert les droits et en assume les obligations.

(...)

39. Le mandat des membres de la Commission de protection de la langue française (...) et de l'Office de la langue française prend fin le 1^{er} octobre 2002.

40. Le personnel de la Commission de protection de la langue française et de l'Office de la langue française devient le personnel de l'Office québécois de la langue française.

(...)

41. L'Office québécois de la langue française devient, sans reprise d'instance, partie à toute procédure à laquelle était partie la Commission de protection de la langue française ou l'Office de la langue française. »

2. Sur les nouveaux mandats confiés à l'Office en matière de suivi de la situation linguistique, voir l'art. 160. Sur les pouvoirs accrus confiés au Pdg de l'Office, voir l'art. 165.3. Sur la composition de l'Office, voir l'art. 165. Concernant les effets de ces changements sur le modèle de gestion de la politique linguistique voir les débats en commission parlementaire le 6 juin 2002, lors de l'étude détaillée du P.L. 104 :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/Publications/debats/journal/cc/020606.htm>

158. L'Office a son siège à Québec ou à Montréal, à l'endroit déterminé par le gouvernement.

L'adresse du siège est publiée à la *Gazette officielle du Québec*; il en est de même de tout déplacement dont il fait l'objet.

L'Office a un bureau à Québec et un autre à Montréal; il peut aussi en établir ailleurs au Québec.

2002, c. 28, a. 26.

CHAPITRE II

MISSION ET POUVOIRS

159. L'Office définit et conduit la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises.

Il est également chargé d'assurer le respect de la présente loi.

2002, c. 28, a. 26.

JURISPRUDENCE

1. P.G. du Québec c/ Salon de quilles international inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 7 mars 2006 (Montréal 500-61-194066-057) (voir résumé sous art. 58, n° 7).

2. P.G. du Québec. c/ Cité de Côte Saint-Luc, Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 29 septembre 2006 (Montréal 500-61-165348-039) (voir résumé sous art. 22, n° 2).

160. L'Office surveille l'évolution de la situation linguistique au Québec et en fait rapport au moins tous les cinq ans au ministre, notamment en ce qui a trait à l'usage et au statut de la langue française ainsi qu'aux comportements et attitudes des différents groupes linguistiques.

2002, c. 28, a. 26.

COMMENTAIRES

Ce nouveau volet de l'action de l'Office correspond à une partie du mandat confié jusqu'en 2002 au Conseil de la langue française, par l'art. 188 b) de la Charte. Cependant le Conseil n'était pas tenu de soumettre un rapport tous les cinq ans sur le statut de la langue française.

161. L'Office veille à ce que le français soit la langue normale et habituelle du travail, des communications, du commerce et des affaires dans l'Administration et les entreprises. Il peut notamment prendre toute mesure appropriée pour assurer la promotion du français.

Il aide à définir et à élaborer les programmes de francisation prévus par la présente loi et en suit l'application.

2002, c. 28, a. 26.

162. L'Office peut assister et informer l'Administration, les organismes parapublics, les entreprises, les associations diverses et les personnes physiques en ce qui

concerne la correction et l'enrichissement de la langue française parlée et écrite au Québec.

Il peut également recevoir leurs observations et suggestions sur la qualité de la langue française ainsi que sur les difficultés d'application de la présente loi, et en faire rapport au ministre.

2002, c. 28, a. 26.

163. L'Office établit les programmes de recherche nécessaires à l'application de la présente loi. Il peut effectuer ou faire effectuer les études prévues par ces programmes.

2002, c. 28, a. 26.

164. L'Office peut conclure des ententes ou participer à des projets communs avec toute personne ou organisme.

Il peut conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.

2002, c. 28, a. 26.

CHAPITRE II.1

ORGANISATION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

165. L'Office est composé de huit membres.

Le gouvernement y nomme :

1° un président-directeur général, pour un mandat d'au plus cinq ans;

2° six personnes, pour un mandat d'au plus cinq ans.

Le sous-ministre associé responsable de l'application de la politique linguistique y siège à titre permanent sans droit de vote; il peut désigner une personne pour le suppléer.

À l'expiration de leur mandat, les membres non permanents demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

2002, c. 28, a. 26.

165.1. Le quorum aux réunions de l'Office est constitué de la majorité de ses membres.

Les réunions sont présidées par le président-directeur général, qui a voix prépondérante en cas de partage.

2002, c. 28, a. 26.

165.2. L'Office peut tenir ses réunions n'importe où au Québec.

Les membres peuvent participer à une réunion à l'aide de tout moyen technique, notamment le téléphone, permettant aux participants de communiquer oralement entre eux.

2002, c. 28, a. 26.

165.3. Le président-directeur général est chargé de la direction et de l'administration de l'Office dans le cadre de son règlement intérieur et de ses orientations.

Les pouvoirs et fonctions dévolus à l'Office en vertu du premier alinéa de l'article 38, des articles 40, 131 à 133, 139, 143 et 151 de la présente loi sont exercés par le président-directeur général, qui doit faire rapport périodiquement à l'Office.

L'Office peut lui déléguer tout autre pouvoir ou fonction.

2002, c. 28, a. 26.

165.4. En cas d'absence ou d'empêchement du président-directeur général, il est suppléé par un autre membre de l'Office désigné par le ministre.

2002, c. 28, a. 26.

165.5. Le président-directeur général exerce ses fonctions à plein temps. Le gouvernement fixe sa rémunération, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail.

Les autres membres de l'Office ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont toutefois droit au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2002, c. 28, a. 26.

165.6. Le personnel de l'Office est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

2002, c. 28, a. 26.

165.7. L'Office, ses membres ainsi que les membres de son personnel et de ses comités ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs attributions.

2002, c. 28, a. 26.

165.8. L'Office peut prendre un règlement intérieur.

Il peut notamment instituer des comités permanents ou temporaires, en définir les attributions ainsi que le mode de formation et de fonctionnement.

Ces comités peuvent, avec l'autorisation du ministre, être en tout ou en partie formés de personnes qui ne sont pas membres de l'Office.

Leurs membres ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont toutefois droit au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

L'Office peut également autoriser généralement un de ses membres ou un membre de son personnel à agir comme médiateur afin de favoriser une entente entre les parties suivant les termes de l'article 47.

2002, c. 28, a. 26.

165.9. Les procès-verbaux des séances de l'Office, approuvés par celui-ci, de même que les documents et copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives, sont authentiques lorsqu'ils sont signés ou certifiés conformes par le président-directeur général ou un membre du personnel de l'Office autorisé à le faire par ce dernier.

2002, c. 28, a. 26.

165.10. L'Office doit produire annuellement au ministre, au plus tard le 31 août, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

2002, c. 28, a. 26.

SECTION II

LE COMITÉ D'OFFICIALISATION LINGUISTIQUE ET LE COMITÉ DE SUIVI DE LA SITUATION LINGUISTIQUE

165.11. Sont institués, au sein de l'Office, le Comité d'officialisation linguistique et le Comité de suivi de la situation linguistique.

Chacun dans leur domaine, ils soumettent à l'Office, à sa demande ou de leur propre initiative, des propositions et des avis.

2002, c. 28, a. 26.

COMMENTAIRES

Ces deux comités constituent une innovation par rapport à l'Office de la langue française tel qu'il avait été institué en 1977. Le mandat du second comité correspond essentiellement au nouveau rôle confié à l'Office par l'art. 160, exercé jusqu'en 2002 par le Conseil de la langue française, alors que le mandat du premier comité correspond à la fonction exercée de 1977 à 2002 par la Commission de terminologie de l'Office (CTOLF), une structure administrative qui n'était pas prévue par la loi mais qui a joué un rôle-clé dans les activités de normalisation de l'Office pendant cette période.

165.12. Chacun de ces comités se compose de cinq membres nommés par l'Office :

1° un président, choisi parmi les membres de l'Office, pour la durée non écoulée de son mandat à ce titre;

2° un secrétaire, choisi parmi son personnel, pour un mandat d'au plus quatre ans;

3° trois personnes qui ne sont pas membres de l'Office ou de son personnel, pour un mandat d'au plus quatre ans.

Le Comité d'officialisation linguistique compte au moins deux spécialistes en linguistique française et le Comité de suivi de la situation linguistique, au moins deux spécialistes en démographie ou en sociolinguistique.

À l'expiration de leur mandat, les membres de ces comités demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

2002, c. 28, a. 26.

165.13. Les membres de ces comités ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont toutefois droit au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2002, c. 28, a. 26.

165.14. Les règles de fonctionnement de ces comités sont déterminées par le règlement intérieur de l'Office.

2002, c. 28, a. 26.

TITRE III.1

(Titre renuméroté)

2002, c. 28, a. 27.

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

166. L'Office peut, pour l'application de la présente loi, effectuer des inspections et des enquêtes.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a.33.

COMMENTAIRES

1. Ce nouveau mandat de l'Office correspond à celui confié à la Commission de protection de la langue française, de 1997 à 2002, par l'ancien Titre III comportant les art. 157 à 179. Voir aussi la note sous les art. 118.1 à 118.5, concernant les pouvoirs d'enquête exercés par l'Office de 1993 à 1997.

2. Sur les mesures additionnelles de protection du consommateur en matière linguistique adoptées en 1997, et sur les modalités de la collaboration entre l'OLF et la CPLF de 1997 à 2002, voir « Mesures linguistiques visant la protection des consommateurs », texte accessible également dans le site du CSLF :

http://www.olf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/conferences/index_polling_n.html

<http://www.csif.gouv.qc.ca/csifseminairefr.asp#confe>

167. L'Office agit d'office ou à la suite de plaintes.

Lorsqu'il y a eu plainte, le président-directeur général peut exercer seul les pouvoirs de l'Office.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 28, 33.

COMMENTAIRES

Toute décision d'agir d'office, c'est-à-dire sans plainte initiale de la part du public, doit être prise par les membres de l'Office, et ne pourrait se fonder sur la seule initiative du président-directeur général.

168. Toute plainte doit être faite par écrit ; elle indique les motifs sur lesquels elle se fonde ainsi que l'identité du plaignant. L'Office prête assistance au plaignant dans la rédaction de sa plainte.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33.

COMMENTAIRES

1. L'identité du plaignant demeure confidentielle, à moins d'une autorisation expresse de sa part. Les plaintes anonymes ne sont pas traitées. Sont considérées comme anonymes les plaintes signées mais dont la signature est illisible, et celles qui bien que signées, ne comportent pas les coordonnées du plaignant, à savoir adresse et numéro de téléphone. L'Office est tenu de ne pas divulguer l'identité des

plaignants (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q. ch. A-2.1, art. 28).

2. Comparer avec le texte des art. 85 et 86 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6) sur les pouvoirs d'enquête de la Régie de la langue française :

« 85. Les demandes d'enquêtes doivent être faites par écrit et être accompagnées de renseignements établissant les motifs des requérants ainsi que leur identité

86. Les requérants ont droit à l'assistance des commissaires-enquêteurs et de leur personnel pour la rédaction de leurs demandes. »

169. L'Office doit refuser d'agir lorsque la plainte est manifestement non fondée ou de mauvaise foi.

Il peut refuser d'agir si le plaignant dispose d'un recours approprié ou s'il est d'avis que les circonstances ne justifient pas son intervention.

En cas de refus, l'Office avise le plaignant de sa décision et lui en indique les motifs. Il l'informe, le cas échéant, des recours dont il dispose.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33.

COMMENTAIRES

1. L'Office juge en premier lieu de la recevabilité d'une plainte (c'est-à-dire de l'existence ou non d'une disposition législative lui donnant compétence pour agir), et du caractère fondé ou non-fondé de celle-ci (c'est-à-dire de l'existence d'une situation de non-conformité à la loi). De plus il est tenu de ne pas donner suite à une plainte lorsqu'elle est faite de mauvaise foi, c'est-à-dire dans un but vexatoire ou dans l'intention de nuire, plutôt que dans le but d'assurer le respect de la loi.

2. Comparer avec le texte des art. 82, 83 et 84 de la Loi sur la langue officielle (L.Q. 1974, c. 6), sur les pouvoirs d'enquête de la Régie de la langue française :

« 82. Les commissaires-enquêteurs doivent refuser d'enquêter dans les cas où :

- a) ils n'ont pas la compétence voulue aux termes de la présente loi ;
- b) les requérants disposent d'un appel ou d'un recours suffisant ;
- c) les requérants auraient pu présenter leur demande plus d'un an auparavant ;
- d) la question en est une qui relève du Protecteur du citoyen.

Dans le cas prévu au paragraphe d, les commissaires-enquêteurs font parvenir le dossier au Protecteur du citoyen.

83. Les commissaires-enquêteurs peuvent refuser d'enquêter lorsqu'ils estiment que :

- a) les requérants n'ont pas un intérêt personnel suffisant ;
- b) la demande est frivole, vexatoire ou de mauvaise foi ;
- c) les circonstances ne le justifient pas.

84. En cas de refus, les commissaires-enquêteurs doivent en informer les requérants, leur en donner les motifs et leur indiquer les éventuels droits de recours dont ils disposent. »

170. Abrogé.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 29.

171. L'Office peut désigner, généralement ou spécialement, toute personne pour effectuer une enquête ou une inspection.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33.

172. L'Office a les pouvoirs et l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37), sauf le pouvoir d'ordonner l'emprisonnement.

Dans les cas qui le requièrent, l'Office peut conférer ces pouvoirs et cette immunité à toute personne qu'il désigne.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33.

173. Un inspecteur ou un enquêteur ne peut être poursuivi en justice pour une omission ou un acte fait de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17.

174. La personne qui effectue une inspection pour l'application de la présente loi peut, durant les heures d'ouverture, pourvu que ce soit à une heure raisonnable, pénétrer dans tout lieu accessible au public. Elle peut notamment examiner tout produit ou tout document et tirer des copies. Elle peut à cette occasion exiger tout renseignement pertinent.

Elle doit, sur demande de tout intéressé, justifier de son identité et exhiber le certificat attestant sa qualité.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17.

175. L'Office peut, dans le cadre de l'application du présent chapitre, exiger d'une personne qu'elle lui transmette, dans le délai qu'il fixe, tout document ou renseignement pertinent.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33.

COMMENTAIRES

La Charte ne prévoit pas de pouvoirs de saisie. Cependant, dans le cadre de ses pouvoirs d'enquête et selon ce que prévoient les art. 95 et 109 du Code de procédure pénale en matière de perquisition, un enquêteur pourrait saisir provisoirement un produit, par exemple pour en prendre une photographie.

176. Nul ne peut entraver, de quelque façon que ce soit, l'action de l'Office, ou d'une personne désignée par lui, agissant dans l'exercice de ses fonctions, le tromper par réticence ou fausse déclaration ou refuser de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a le droit d'obtenir.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33.

JURISPRUDENCE

1. P.G. du Québec c/ Lynn Wilson, Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Pontiac, 555-61-000619-002), 18 février 2004, juge Georges Benoît

Des accusations d'entrave avaient été portées contre M^{me} Lynn Wilson, qui avait refusé de fournir des renseignements à l'inspectrice de la Commission de protection de la langue française (1997-2002) lors de sa visite au bureau de H&R Block à Shawville, dans le cadre d'une enquête sur l'affichage commercial de cet établissement. En défense, l'accusée a soutenu avoir ignoré l'identité de l'inspectrice, et ne pas avoir saisi le sens de ses questions concernant « l'entité juridique du commerce ». Le juge Benoît estime pourtant que l'accusée savait qui était l'inspectrice : « The way she acted just after the departure of the investigator is proof beyond reasonable doubt that she knew the identity of the investigator ». Il relate dans son jugement comment l'inspectrice a été suivie en voiture, puis encerclée dans un parc public par un groupe de cinq ou six personnes, dont le maire de la municipalité et M^{me} Wilson elle-même, qui l'ont interpellée. Cependant, eu égard au fait que la défense de diligence raisonnable est appropriée pour une infraction de responsabilité stricte (selon l'arrêt Sault Ste-Marie [(1978) 2 R.C.S. 1299], il conclut que l'accusée doit être acquittée parce que sa mauvaise compréhension du français l'a empêchée de saisir la nature des renseignements qu'on lui demandait.

2. P. G du Québec c/ James Roffe et 9015-6407 Québec inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Montréal, 500-61-159 494-039), 30 novembre 2005, Gilles Michaud, J.P.M.

Dans son rapport portant sur l'inspection effectuée le 13 septembre 2001, l'inspecteur relate qu'il a demandé à examiner un concentrateur de marque « Linksys » dont l'emballage était unilingue anglais. L'ayant rendu au vendeur sans prendre le temps de rédiger des notes, il a demandé au gérant de l'examiner de nouveau mais celui-ci a refusé, alors même que l'inspecteur lui faisait remarquer qu'il entravait son enquête. En défense, le président de la société défenderesse a fait valoir que le produit en cause n'était pas disponible dans l'établissement, et que le gérant n'était pas certain de l'identité de l'inspecteur. Le tribunal rejette cette version des faits, puisque l'inspecteur avait eu le produit entre les mains, et qu'il avait présenté sa carte professionnelle au gérant. Dans ces conditions, le tribunal conclut que le refus de collaborer opposé par M. James Roffe constituait un délit d'entrave au travail de l'inspecteur. De plus, la responsabilité pénale de la société est aussi engagée, celle-ci n'ayant fourni aucun élément de preuve indiquant une diligence raisonnable de sa part. M. Roffe et la société sont déclarés coupables de l'infraction d'entrave.

3. « La Reine » c/ Robert Brisebois, Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Terrebonne, 700-61-075707-02), 30 avril 2008, Nathalie du Perron-Roy, J.C.Q.

Dans un jugement rendu séance tenante, le tribunal déclare l'accusé coupable de l'infraction d'entrave, en raison de son refus de fournir des renseignements à une inspectrice de l'Office, contrevenant ainsi à l'art. 176 de la Charte. Le tribunal constate que l'inspectrice a été empêchée d'exercer ses fonctions. Il précise également qu'elle n'avait pas à être accompagnée d'un policier pour faire son travail, la loi lui conférant tous les pouvoirs nécessaires. Enfin, concernant les jeux d'étiquettes non conformes qui faisaient l'objet de l'inspection ce jour-là, le juge indique que l'accusé ne pouvait prétendre en continuer la distribution alors qu'elles étaient illégales. Compte tenu des circonstances et du comportement agressif de l'accusé, il est condamné à une amende de 700 \$.

COMMENTAIRES

La portée de l'infraction d'entrave a été définie par de nombreuses décisions des tribunaux. Tout ce qui rend plus difficile le travail de l'enquêteur ou le gêne sérieusement dans l'exercice de ses fonctions répond à cette définition : refus de fournir un renseignement ou un document, mais aussi obstruction,

menaces, réticences, qu'il y ait ou non contact physique, qu'il y ait ou non agressivité ou violence, et même si de fait l'enquêteur a malgré tout réussi à faire son travail. Il suffit à la poursuite de faire la preuve des actes, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'intention (infraction de responsabilité stricte).

177. Lorsque l'Office conclut qu'il y a eu contravention à la présente loi ou aux règlements pris pour son application, il met en demeure le contrevenant présumé de se conformer dans un délai donné. En cas de défaut, l'Office défère le dossier au directeur des poursuites criminelles et pénales pour que celui-ci intente, s'il y a lieu, les poursuites pénales appropriées.

Dans le cas d'une contravention aux articles 78.1 ou 176, l'Office défère directement le dossier au directeur des poursuites criminelles et pénales, sans mise en demeure préalable.

1993, c. 40, a. 54; 1997, c. 24, a. 17; 2002, c. 28, a. 33; 2005, c. 34, a. 85.

COMMENTAIRES

L'Office transmet un dossier au directeur des poursuites criminelles et pénales (anc. procureur général) en vue d'une poursuite pénale, il n'intente pas lui-même de telles poursuites. Seul le directeur des poursuites peut prendre une telle décision, en vertu de l'art. 207.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

178 et 179. *Abrogés.*

2002, c. 28, a. 30.

180 à 184. *Abrogés.*

1993, c. 40, a. 54.

TITRE IV

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

185. Il est institué un Conseil supérieur de la langue française.

2002, c. 28, a. 31.

186. Le Conseil a son siège à Québec, à l'endroit déterminé par le gouvernement.

L'adresse du siège est publiée à la *Gazette officielle du Québec*; il en est de même de tout déplacement dont il fait l'objet.

2002, c. 28, a. 31.

187. Le Conseil a pour mission de conseiller le ministre responsable de l'application de la présente loi sur toute question relative à la langue française au Québec.

À ce titre, le Conseil :

- 1° donne son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet;
- 2° saisit le ministre de toute question qui, selon lui, appelle l'attention du gouvernement.

2002, c. 28, a. 31.

188. Pour l'accomplissement de sa mission, le Conseil peut :

- 1° recevoir et entendre les observations de personnes ou de groupes;
- 2° effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge nécessaires.

En outre, il peut informer le public sur toute question relative à la langue française au Québec.

2002, c. 28, a. 31.

189. Le Conseil est composé de huit membres.

Le gouvernement y nomme :

- 1° un président, pour un mandat d'au plus cinq ans;
- 2° sept personnes, après consultation d'organismes qu'il considère représentatifs des consommateurs, des milieux de l'éducation, des communautés culturelles, des syndicats et du patronat, pour un mandat d'au plus cinq ans.

À l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

2002, c. 28, a. 31.

190. Le quorum aux réunions du Conseil est constitué de la majorité de ses membres.

Les réunions sont présidées par le président, qui a voix prépondérante en cas de partage.

2002, c. 28, a. 31.

191. Le Conseil peut tenir ses réunions n'importe où au Québec.

Les membres peuvent participer à une réunion à l'aide de tout moyen technique, notamment le téléphone, permettant aux participants de communiquer oralement entre eux.

2002, c. 28, a. 31.

192. Le président est chargé de la direction et de l'administration du Conseil.

2002, c. 28, a. 31.

193. En cas d'absence ou d'empêchement du président, il est suppléé par un autre membre du Conseil désigné par le ministre.

2002, c. 28, a. 31.

194. Le président exerce ses fonctions à plein temps. Le gouvernement fixe sa rémunération, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail.

Les autres membres du Conseil ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont toutefois droit au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2002, c. 28, a. 31.

195. Le personnel du Conseil est nommé suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1).

2002, c. 28, a. 31.

196. Le Conseil peut pourvoir à sa régie interne.

Il peut notamment instituer des comités pour l'assister dans l'exercice de ses attributions.

Ces comités peuvent, avec l'autorisation du ministre, être en tout ou en partie formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil.

Leurs membres ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont toutefois droit au

remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

2002, c. 28, a. 31.

197. Les procès-verbaux des séances du Conseil, approuvés par celui-ci, de même que les documents et copies émanant du Conseil ou faisant partie de ses archives, sont authentiques lorsqu'ils sont signés ou certifiés conformes par le président ou un membre du personnel du Conseil autorisé à le faire par ce dernier.

2002, c. 28, a. 31.

197.1 (*Abrogé*)

1997, c. 24, a. 20; 2002, c. 28, a. 31.

198. Le Conseil doit produire annuellement au ministre, au plus tard le 31 août, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

2002, c. 28, a. 31.

199. à 204. (*Abrogés*)

2002, c. 28, a. 31.

TITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES ET AUTRES SANCTIONS*

*N.B. Intitulé modifié par : 1992, c. 61, a. 100.

Il se lisait auparavant : «*Infractions, peines et autres sanctions*».

205. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements adoptés par le gouvernement en vertu de celle-ci commet une infraction et est passible

- a) pour chaque infraction, d'une amende de 250 \$ à 700 \$ dans le cas d'une personne physique et de 500 \$ à 1 400 \$ dans le cas d'une personne morale;
- b) pour toute récidive, d'une amende de 500 \$ à 1 400 \$ dans le cas d'une personne physique, et de 1 000 \$ à 7 000 \$ dans le cas d'une personne morale.

1977, c. 5, a. 205; 1986, c. 58, a. 15; 1990, c. 4, a. 128; 1991, c. 33, a. 18; 1993, c. 40, a. 59; 1997, c. 24, a. 21.

COMMENTAIRES

Les mots «*en plus du paiement des frais*» et «*dans les deux ans suivant une infraction*» ont été supprimés en 1990. De plus, le montant des amendes a été augmenté en 1986 et en 1991.

Concernant le résultat des poursuites pénales, consulter le site Web de l'Office www.oqlf.gouv.qc.ca, sous la rubrique : infractions, condamnations et amendes.

205.1. Commet une infraction et est passible des amendes prévues à l'article 205 quiconque contrevient aux dispositions des articles 51 à 54 en distribuant, en vendant au détail, en louant, en offrant en vente ou en location ou en offrant autrement sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, ou en détenant à de telles fins :

1° un produit, si les inscriptions sur celui-ci, son contenant ou son emballage, ou sur un document ou un objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et les certificats de garantie, ne sont pas conformes ;

2° un logiciel, y compris un ludiciel ou un système d'exploitation, un jeu ou un jouet non conforme ;

3° une publication non conforme.

Il en est de même de tout exploitant d'établissement où des menus ou des cartes des vins non conformes aux dispositions de l'article 51 sont présentés au public.

Il incombe à celui qui invoque les exceptions prévues aux articles 52.1 et 54 ou en application de l'article 54.1 d'en faire la preuve.

1997, c. 24, a. 22.

COMMENTAIRES

1. Article édicté par la Loi 40 (1997, c. 24), qui précise la nature des infractions qui pourraient donner lieu à des poursuites pénales, le cas échéant, en ce qui a trait à l'application des art. 51 à 54 (étiquetage et emballage des produits, langue de rédaction des menus, langue de rédaction des imprimés publicitaires et d'autres documents de nature commerciale, commercialisation de logiciels, de jouets ou de jeux, etc.). Toute personne qui, à une étape quelconque de la commercialisation d'un produit, participe à une infraction, pourra être poursuivie selon les termes de cet article.

2. Concernant le dernier alinéa, voir l'art. 64 du Code de procédure pénale (L.R.Q., c. C-25.1) :

« 64. Le poursuivant n'est pas tenu d'alléguer dans le constat d'infraction que le défendeur ne bénéficie à l'égard d'une infraction d'aucune exception, exemption, excuse ou justification prévue par la loi.

Il incombe au défendeur d'établir qu'il bénéficie d'une exception, d'une exemption, d'une excuse ou d'une justification prévue par la loi. »

3. Sur les mesures additionnelles de protection du consommateur en matière linguistique adoptées en 1997, et sur les modalités de la collaboration entre l'OLF et la CPLF de 1997 à 2002, voir « Mesures linguistiques visant la protection des consommateurs », texte accessible également dans le site du CSLF :

http://www.qlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/conferences/index_polling_n.html

<http://www.csif.gouv.qc.ca/csifseminairefr.asp#confe>

206. Abrogé.

1977, c. 5, a. 206 ; 1986, c. 58, a. 16 ; 1990, c. 4, a. 129 ; 1991, c. 33, a. 19 ; 1993, c. 40, a. 60.

COMMENTAIRES

1. Article abrogé par la Loi 86 (1993, c. 40). Le fait de ne pas posséder un certificat de francisation, pour une entreprise, ne constitue plus une infraction, l'obligation prévue par l'art. 136 ayant disparu.

2. Texte des art. 136 et 206 tels qu'ils se lisaient avant 1993 :

« 136. Les entreprises employant cinquante personnes ou plus doivent, à compter de la date déterminée conformément à l'article 152, posséder un certificat de francisation délivré par l'Office. »

« 206. Une entreprise qui commet une infraction visée à l'article 136 est passible, en plus du paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$ pour chaque jour où elle poursuit ses activités sans certificat. »

207. Le procureur général, le directeur des poursuites criminelles et pénales ou une personne que l'un ou l'autre autorise intente les poursuites pénales prévues à la présente loi. Le procureur général exerce les autres recours nécessaires à l'application de la présente loi.

1977, c. 5, a. 207; 1990, c. 4, a. 130; 2005, c. 34, a. 41.

208. Un tribunal de juridiction civile peut, à la requête du procureur général, ordonner que soient enlevés ou détruits, dans un délai de huit jours à compter du jugement, les affiches, les annonces, les panneaux-réclame et les enseignes lumineuses qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, et ce, aux frais des intimés.

La requête peut être dirigée contre le propriétaire du matériel publicitaire ou contre quiconque a placé ou fait placer l'affiche, l'annonce, le panneau-réclame ou l'enseigne lumineuse.

1977, c. 5, a. 208.

208.1. Est inhabile à occuper la charge de commissaire d'une commission scolaire la personne qui est déclarée coupable d'avoir contrevenu à l'article 78.1.

L'inhabilité dure cinq ans à compter du jugement de culpabilité passé en force de chose jugée.

1986, c. 46, a. 11; 1988, c. 84, a. 549; 1990, c. 4, a. 131.

208.2. Lorsqu'un jugement de culpabilité passé en force de chose jugée a été rendu contre une personne à l'emploi d'un organisme scolaire qui a été déclarée coupable d'avoir contrevenu à l'article 78.1, le directeur des poursuites criminelles et pénales en avise par écrit cet organisme.

Sur réception de cet avis, l'organisme scolaire suspend sans traitement cette personne pour une période de six mois.

1986, c. 46, a. 11; 1990, c. 4, a. 132; 2005, c. 34, a. 85.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

209. L'article 11 entre en vigueur le 3 janvier 1979 et n'affecte pas les causes pendantes à cette date.

L'article 13 entre en vigueur le 3 janvier 1980 et n'affecte pas les causes pendantes à cette date.

Les articles 34, 58 et 208 entrent en vigueur le 3 juillet 1978, sous réserve de l'article 211.

1977, c. 5, a. 209.

210. Les propriétaires de panneaux-réclame ou d'enseignes lumineuses installés avant le 31 juillet 1974 doivent se conformer à l'article 58 dès le 3 juillet 1978.

1977, c. 5, a. 210.

211. Toute personne qui s'est conformée aux exigences de l'article 35 de la Loi sur la langue officielle (1974, chapitre 6) en matière d'affichage public bilingue a jusqu'au 1^{er} septembre 1981 pour faire les modifications appropriées, notamment pour modifier ses panneaux-réclame et enseignes lumineuses, afin de se conformer à la présente loi.

1977, c. 5, a. 211.

212. Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi. Ce ministre exerce à l'égard du personnel de l'Office québécois de la langue française et de celui du Conseil supérieur de la langue française les pouvoirs d'un ministre titulaire d'un ministère.

1977, c. 5, a. 230; 1978, c. 15, a. 140; 1983, c. 56, a. 43; 1993, c. 40, a. 61 ; 1997, c. 24, a. 23; 2002, c. 28, a. 32.

COMMENTAIRES

La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine est chargée de l'application de la présente loi en vertu du décret 306-2007 du 19 avril 2007, (2007) 139 G.O.2, 1979.

213. La présente loi s'applique au gouvernement.

1977, c. 5, a. 231.

214. *(Cet article a cessé d'avoir effet le 17 avril 1987.)*

1982, c. 21, a. 1; R.-U., 1982, c. 11, ann. B, ptie I, a. 33.

ANNEXE

A. L'Administration

1. Le gouvernement et ses ministères.

2. Les organismes gouvernementaux : Les organismes dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), ou dont le capital-actions provient, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu, à l'exception toutefois des services de santé, des services sociaux, des collèges d'enseignement général et professionnel et de l'Université du Québec.

2.1. (Paragraphe abrogé)

3. Les organismes municipaux et scolaires:

a) les communautés métropolitaines et les sociétés de transport :

La Communauté métropolitaine de Québec et la Communauté métropolitaine de Montréal, la Société de transport de Québec, la Société de transport de Montréal, la Société de transport de l'Outaouais, la Société de transport de Laval et la Société de transport de Longueuil;

b) les municipalités, les arrondissements municipaux leur étant assimilés;

b.1) les organismes relevant de l'autorité d'une municipalité et participant à l'administration de son territoire;

c) les organismes scolaires :

Les commissions scolaires et le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.

4. Les services de santé et les services sociaux :

Les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5).

B. *Les organismes parapublics.*

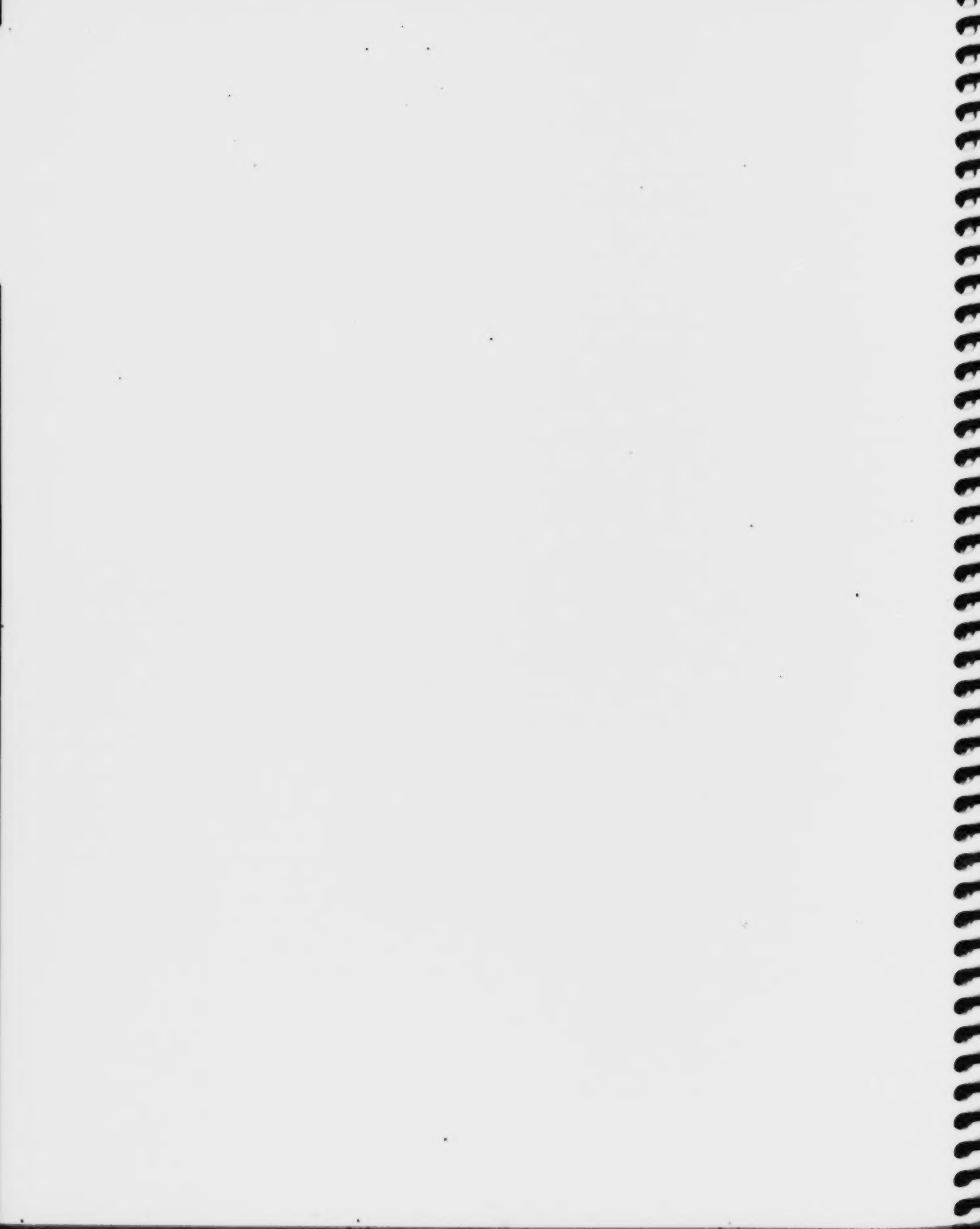
1. Les entreprises d'utilité publique :

Si elles ne sont pas déjà des organismes gouvernementaux, les entreprises de téléphone, de télégraphe, de câblodistribution, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports.

2. Les ordres professionnels :

Les ordres professionnels dont la liste apparaît à l'annexe I du Code des professions (chapitre C-26) ou qui sont constitués conformément audit Code.

1977, c. 5, annexe; 1978, c. 15, a. 140; 1983, c. 55, a. 161; 1984, c. 42, a. 137; 1985, c. 31, a. 44; 1985, c. 32, a. 159; 1988, c. 84, a. 550; 1990, c. 85, a. 115; 1992, c. 21, a. 119; 1993, c. 36, a. 8; 1993, c. 40, a. 62; 1993, c. 67, a. 108; 1994, c. 40, a. 457; 1994, c. 23, a. 23; 1996, c. 2, a. 116; 1997, c. 44, a. 98; 2000, c. 8, a. 242; 2000, c. 56, a. 103; 2000, c. 57, a. 11; 2001, c. 23, a. 246; 2002, c. 75, a. 33.



LA LÉGISLATION LINGUISTIQUE QUÉBÉCOISE

JALONS HISTORIQUES

1910	Loi Lavergne (1)	Imposant l'usage du français et de l'anglais dans les titres de transport de voyageurs	Voir Loi 101 art. 30
1961		Création du ministère des Affaires culturelles et de l'Office de la langue française (2)	
1967		Usage obligatoire du français dans l'étiquetage des produits agricoles (3)	Voir Loi 101 art. 51
1969	Loi 63 (4)	« Loi pour promouvoir la langue française au Québec » : ■ première mention de l'objectif de faire du français la langue du travail et la langue prioritaire dans l'affichage public ■ enseignement obligatoire du français, langue d'usage, dans le réseau scolaire anglophone	Voir Loi 101 art. 58 Voir Loi 101 art. 84
1970	Loi imposant une « connaissance d'usage de la langue française » aux candidats aux ordres professionnels qui ne sont pas citoyens canadiens (5)		Voir Loi 101 art. 35
1974	Loi 22 (6)	« Loi sur la langue officielle » : ■ impose l'usage du français dans l'affichage public ■ oblige les entreprises qui veulent traiter avec l'État à appliquer des programmes de francisation ■ restreint l'accès à l'école anglaise aux seuls élèves qui connaissent suffisamment cette langue ■ priorité accordée au texte français des lois	A B C D
1977	Loi 101 (7)	« Charte de la langue française » : ■ impose l'usage exclusif du français dans l'affichage public et la publicité commerciale ■ étend les programmes de francisation à toutes les entreprises employant cinquante personnes et plus ■ restreint l'accès à l'école anglaise aux seuls enfants dont l'un des parents a reçu son enseignement primaire en anglais au Québec ■ seule la version française des lois est officielle	A B C D
1979	Arrêt Blaikie (8)	La Cour suprême rend inopérants les art. 7 à 13 de la Charte de la langue française, jugés contraires à l'art. 133 de la Loi constitutionnelle de 1867	D
1979	Loi réadoptant en français et en anglais la Loi 101 et toutes les autres lois adoptées depuis 1977, mais ne modifiant pas les art. 7 à 13 de la Charte de la langue française (9)		D
1982	Charte canadienne (10)	L'art. 23, touchant le droit à l'enseignement dans la langue de la minorité française ou anglaise de chaque province, est rédigé de manière à invalider le chap. VIII de la Charte de la langue française	C
1983	Loi 57 (11)	Modifie la Loi 101 pour apporter des assouplissements en ce qui a trait aux institutions propres de la minorité anglophone, pour donner un caractère permanent à la francisation des entreprises en supprimant la date limite du 31 décembre 1983, et pour exempter les diplômés du niveau secondaire, au Québec, des examens de français pour l'accès aux ordres professionnels	
1984	Jugement sur la langue d'enseignement (12)	Le 26 juillet 1984, la Cour suprême conclut au caractère inopérant du chap. VIII de la Charte de la langue française dans la mesure de son incompatibilité avec l'art. 23 de la Charte canadienne	C
1988	Arrêt FORD (13)	Le 15 décembre 1988, la Cour suprême conclut que l'interdiction de toute autre langue que le français dans l'affichage public va à l'encontre de la liberté d'expression, mais ouvre la porte à la nette prédominance du français comme régime général	A
1988	Loi 178 (14)	Utilisation de la disposition de dérogation (5 ans) par l'Assemblée nationale pour maintenir l'usage exclusif du français dans l'affichage à l'extérieur des établissements	A
1992	Arrêt Sinclair (15)	Le 27 février 1992, la Cour suprême décide que les textes d'application des lois, comme le décret fusionnant les villes de Rouyn et de Noranda, sont assujettis à l'art. 133	D

1992	Loi 34 (16)	sur l'extension du bilinguisme aux textes d'application des lois	D
1993	Loi 86 (17)	<ul style="list-style-type: none"> ■ nette prédominance du français dans l'affichage public et la publicité commerciale ■ refonte du chapitre sur la francisation des entreprises ■ accès à l'enseignement en anglais : insertion de la clause Canada ■ bilinguisme des lois, règlements et textes d'application : remplacement des art. 7 à 13 de la Charte ■ abolition de la Commission de protection de la langue française 	A B C D
1997	Loi 40 (18)	<ul style="list-style-type: none"> ■ rétablissement de la Commission de protection de la langue française ■ ajout de garanties nouvelles au bénéfice des consommateurs, notamment en matière de commercialisation de logiciels 	
2000	Loi 171 (19)	<ul style="list-style-type: none"> ■ le critère de reconnaissance des organismes municipaux selon l'article 29.1 est précisé pour exiger que plus de la moitié des résidents du territoire soient de langue maternelle anglaise ■ l'Office se voit confier un rôle de médiateur, la fonction juridictionnelle en vertu de l'art. 46 étant désormais confiée aux arbitres ou aux commissaires du travail 	
2002	Loi 104 (20)	<ul style="list-style-type: none"> ■ fusion de la Commission de protection de la langue française et de l'Office au sein de l'Office québécois de la langue française ■ suppression d'une échappatoire donnant accès à l'enseignement public en anglais par la fréquentation préalable d'un établissement privé ■ mesures additionnelles touchant la francisation des entreprises (notamment la parité des comités de francisation) 	C B

A= langue de l'affichage commercial

B= langue du travail

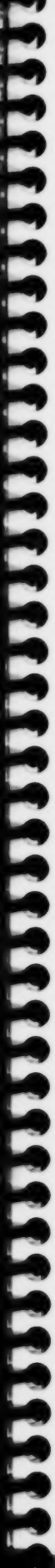
C= langue de l'enseignement

D= langue de la législation et de la justice

1.X.2002

RÉFÉRENCES JURIDIQUES

- (1) Art. 1682 c et 1682 d C.C. (1910, chap. 40).
- (2) 9-10 Eliz. II, chap. 23.
- (3) A.C. 683, 15 mars 1967. Jugé valide par la Cour d'appel en 1976 : P.G. du Québec c. Dominion Stores Ltd. 1976 C.A. 310.
- (4) L.Q. 1969, chap. 9.
- (5) L.Q. 1970, chap. 57.
- (6) L.Q. 1974, chap. 6.
- (7) L.R.Q., chap. C-11 (L.Q. 1977, chap. 5).
- (8) 13 décembre 1979 : (1979) 2 R.C.S. 1016, complété par : (1981) 1 R.C.S. 312.
- (9) L.Q. 1979, chap. 61.
- (10) Annexe B de la Loi sur le Canada, chap. 11 du Recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982.
- (11) L.Q. 1983, chap. 56.
- (12) P.G. du Québec c. Quebec Protestant School Boards (1984) 2 R.C.S. 66.
- (13) Valerie Ford c. P.G. du Québec (1988) 2 R.C.S. 712.
- (14) L.Q. 1988, chap. 54.
- (15) (1992) 1 R.C.S. 579.
- (16) L.Q. 1992, chap. 37.
- (17) L.Q. 1993, chap. 40.
- (18) L.Q. 1997, chap. 24.
- (19) L.Q. 2000, chap. 57.
- (20) L.Q. 2002, chap. 28.



RÈGLEMENTS APPLIQUÉS PAR L'OFFICE

RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES (C-11, r. 9.01)	p. 123
RÈGLEMENT SUR L'AFFICHAGE DE L'ADMINISTRATION (C-11, r. 0.01)	p. 135
RÈGLEMENT PRÉCISANT LA PORTÉE DE L'EXPRESSION « DE FAÇON NETTEMENT PRÉDOMINANTE » POUR L'APPLICATION DE LA CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE (C-11, r. 10.2)	p. 137
RÈGLEMENT DE L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE SUR LA DÉFINITION DE « SIÈGE SOCIAL » ET SUR LA RECONNAISSANCE DES SIÈGES SOCIAUX POUVANT FAIRE L'OBJET D'ENTENTES PARTICULIÈRES AVEC L'OFFICE (C-11, r. 3)	p. 139
RÈGLEMENT PRÉCISANT LA PORTÉE DES TERMES ET DES EXPRESSIONS UTILISÉS À L'ARTICLE 144 DE LA CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE ET FACILITANT SA MISE EN ŒUVRE (C-11, r. 11)	p. 143
RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE D'ATTESTATIONS DE CONNAISSANCE DE LA LANGUE OFFICIELLE EN VUE DE L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS ET SUR CERTAINS ÉQUIVALENTS À CES ATTESTATIONS (C-11, r. 3.1)	p. 145
RÈGLEMENT AUTORISANT LES ORDRES PROFESSIONNELS À DÉROGER À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 35 DE LA CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE (C-11, r. 10.01)	p. 147



RÈGLEMENT SUR LA LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

D. 1756-93

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 53, 58 et 67)

SECTION I

DÉROGATIONS À L'ARTICLE 51 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

1. Pour l'application de la présente section et à moins que le contexte n'indique un sens différent, une disposition applicable à une inscription sur un produit s'applique également, compte tenu des adaptations nécessaires, à une inscription sur son contenant ou sur son emballage, sur un document ou un objet qui l'accompagne, y compris le mode d'emploi et les certificats de garantie.

COMMENTAIRES

Cet article est destiné à éviter les redites. Il reprend essentiellement la définition du mot inscription, prévue au paragraphe c de l'article premier de l'ancien règlement (R.R.Q., chapitre c-11, r. 9).

2. Une inscription sur un produit culturel ou éducatif tels un livre, une revue, une publication, un disque, un film ou une bande magnétique, ainsi qu'une inscription sur une carte de vœux, un agenda ou un calendrier non publicitaires peuvent être rédigées uniquement dans une autre langue que le français si leur contenu est dans une autre langue que le français ou si le produit culturel ou éducatif, la carte de vœux, l'agenda ou le calendrier ne comportent aucun contenu linguistique.

COMMENTAIRES

Cet article reprend l'art. 7 de l'ancien règlement; les mots «ne comportent aucun contenu linguistique» s'appliquent aux produits qui n'ont «pas de langue spécifique» au sens de l'ancien règlement. Certains jeux ou jouets «éducatifs» sont visés par cette exception, c'est-à-dire ceux qui permettent un apprentissage (autre que celui que suppose le fonctionnement du jeu lui-même). Ces jeux ou jouets sont souvent vendus dans des boutiques spécialisées. Il faut cependant tenir compte de l'art. 54 de la loi, qui exige que deux versions distinctes du jeu ou du jouet soient offertes simultanément lorsque ces jeux ou jouets font appel à un vocabulaire autre que français (voir aussi art. 8 du règlement) : mais, depuis les modifications apportées à l'art. 54 par la Loi 40 (modifications en vigueur le 1^{er} janvier 1998), les jeux et jouets électroniques sont plutôt visés par l'art. 52.1, également édicté par la Loi 40.

3. Une inscription sur un produit peut être rédigée uniquement dans une autre langue que le français dans les cas suivants:

1° le produit est destiné à un marché extérieur au Québec;

2° l'inscription figure sur un contenant servant au transport interprovincial ou international de marchandises;

3° le produit provient de l'extérieur du Québec, n'est pas encore commercialisé au Québec et est exposé à l'occasion d'un congrès, d'un colloque, d'une foire ou d'une exposition;

4° le produit provient de l'extérieur du Québec, est destiné à être incorporé à un produit fini ou à être utilisé dans un procédé de fabrication, de transformation ou de réparation et n'est pas offert au Québec dans le commerce de détail;

5° le produit provient de l'extérieur du Québec, son utilisation est peu répandue au Québec et il n'existe pas de produit de remplacement équivalent présenté en français au Québec;

6° le produit provient de l'extérieur du Québec et l'inscription est gravée, cuite ou incrustée dans le produit lui-même, y est rivetée ou soudée, ou encore y figure en relief, de façon permanente. Cependant, les inscriptions concernant la sécurité doivent être rédigées en français et apparaître sur le produit ou l'accompagner de façon permanente.

JURISPRUDENCE

1. **P.G. du Québec c/ Magasin Latulippe inc.**, Cour du Québec, ch. criminelle et pénale (Québec, 200-61-072913-021), 5 juin 2003

Jugement rendu séance tenante par le juge Laurent Dubé, acquittant l'entreprise d'une accusation touchant la vente de produits (amorces de marque CCI, équipement destiné à fabriquer des munitions de marque RCBS et noulets de marque Speer, tous fabriqués par la société américaine Blount Sporting Equipment) qui n'étaient pas présentés en français. Ces produits sont utilisés par les chasseurs ou par les amateurs de tir de précision, qui doivent posséder un permis pour se les procurer. La preuve révèle que la société américaine a refusé de fournir des traductions françaises, mais que le magasin a eu recours à une traduction maison (partielle) et apposé des étiquettes. Le juge conclut que l'exception prévue par le Règlement sur la langue du commerce et des affaires à l'art. 3,5° (produits d'importation, très peu répandus et dont il n'existe pas de produit de remplacement équivalent présenté en français au Québec) s'applique en l'occurrence.

2. **P. G. du Québec c/ Amada Canada ltée**, Cour du Québec ch. criminelle et pénale (Bedford, 460-61-05655-038, 005656-036), 8 décembre 2005, juge Donald Bissonnette, J.C.S.

La société défenderesse est accusée premièrement d'avoir offert au public des imprimés publicitaires rédigés uniquement dans une autre langue que le français, et deuxièmement d'avoir offert en vente des produits industriels (cisailles, poinçonneuses et presseuses-plieres) de marque Amada dont les inscriptions n'étaient pas en français, sur les produits eux-mêmes et sur les emballages et documents d'accompagnement, contrairement aux art. 52 et 51 de la Charte de la langue française. La société Amada vend et distribue des machines utilisées dans la fabrication de produits en métal. L'inspectrice de l'Office a vu les produits dans les locaux de l'entreprise situés à Granby. La société défenderesse admet que les documents sont en anglais, mais soutient qu'elle fournissait des documents en français sur demande. Quant aux étiquettes sur les appareils, elles sont partiellement en français, partiellement en anglais. En défense, on invoque deux exceptions prévues par le règlement sur la langue du commerce et des affaires dans le cas de produits d'importation, soit que les produits sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication, de transformation ou de réparation et ne sont pas offerts au détail au Québec (art. 3, 4e), et que l'utilisation de ces produits est peu répandue alors qu'il n'en existe pas d'équivalents présentés en français au Québec (art. 3,5e).

Le tribunal, estimant que la preuve a été faite que l'une de ces exceptions au moins (art. 3,4e) s'applique aux circonstances de cette affaire, acquitte l'accusée des infractions qui lui sont reprochées.

COMMENTAIRES

Les six exceptions prévues ici proviennent de l'ancien règlement. Le 1° correspond à l'ancien art. 2, sans modification. Le 2° correspond à l'ancien art. 4, mais ne prévoit plus la règle des 8m², de telle sorte que l'exception pourrait s'appliquer à des contenants de dimensions moindres, mais non à des contenants destinés aux consommateurs. Le 3°, le 4° et le 5° correspondent aux paragraphes a, b et c de l'ancien art. 5, sans modifications.

Le 6° reprend essentiellement le paragraphe d de l'ancien art. 5, mise à part la règle visant les notices d'utilisation des appareils installés dans les endroits publics qui apparaît maintenant dans la section III du Règlement, qui traite de l'affichage public (art. 21). L'exception prévue par ce paragraphe vise en fait les inscriptions faisant corps avec le produit, mais son domaine d'application ne doit pas être étendu au point d'inclure toute inscription qui figure de façon permanente sur un produit, ce qui aurait pour résultat de réduire indûment la portée de la règle générale exigeant l'usage du français, prévue par l'art. 51 de la loi. Ainsi, par exemple, la sérigraphie ne constitue pas une forme de gravure ou d'incrustation, et le fait d'avoir recours à un procédé de chauffage pour fixer la peinture sur le produit ne peut être considéré comme un mode de « cuisson » au sens de cette exception. À noter qu'une inscription qui a trait à la sécurité de l'utilisateur (« caution hot surface » sur une cuisinière en vitrocéramique) doit toujours être en français, même si elle est gravée, cuite, etc., et la mise en garde doit figurer sur le produit lui-même ou encore accompagner le produit de façon permanente.

4. Une inscription qui figure en relief sur un pneu peut être rédigée uniquement dans une autre langue que le français.

COMMENTAIRES

Cet article reprend l'art. 6 de l'ancien règlement. Les pneus fabriqués au Québec et destinés au marché québécois sont aussi visés par cette exception.

5. Une inscription sur l'emballage d'origine d'un produit alimentaire périssable provenant de l'extérieur du Québec peut être rédigée uniquement dans une autre langue que le français pourvu que ce produit ne soit pas offert au détail dans cet emballage.

COMMENTAIRES

Cet article reprend essentiellement le paragraphe e de l'ancien art. 5, à l'exception de quelques retouches qui n'en modifient pas le sens. Sont visés ici les produits transportés en vrac, et dont les contenants servent à les présenter au public, en magasin, mais ne sont pas remis aux clients.

6. Une inscription sur un produit provenant de l'extérieur du Québec et devant être utilisé à des fins médicales, pharmaceutiques ou scientifiques, ou une inscription sur son contenant peuvent être rédigées uniquement dans une autre langue que le français, à la condition que la version française de cette inscription figure sur l'emballage du produit ou sur un document qui l'accompagne et que l'une ou l'autre des conditions suivantes soit réalisée:

1° que le produit ne soit pas offert au Québec dans le commerce de détail et qu'il n'existe pas de produit de remplacement équivalent présenté en français au Québec;

2° que le produit ait un poids de 100 grammes ou moins, ou que son contenant ait une capacité de 10 centimètres cubes ou moins, ou de 10 millilitres ou moins.

COMMENTAIRES

Cet article reprend, sous une forme simplifiée, l'ancien art. 10. Il a pour effet de permettre que les indications concernant un tel produit figurent sur un feuillet qui l'accompagne, et non sur le produit lui-même, à condition que le produit ne soit pas vendu au détail et qu'il n'y ait pas de produit de remplacement présenté en français, mais ces restrictions ne visent pas les petits formats.

7. Sur un produit, peuvent être rédigées uniquement dans une autre langue que le français, les inscriptions suivantes:

1° la raison sociale d'une entreprise établie exclusivement hors du Québec;

2° une appellation d'origine, la dénomination d'un produit exotique ou d'une spécialité étrangère, une devise héraldique ou toute autre devise non commerciale;

3° un toponyme désignant un lieu situé hors du Québec ou un toponyme dans cette autre langue officialisé par la Commission de toponymie du Québec, un patronyme, un prénom ou un nom de personnage, de même qu'un nom distinctif à caractère culturel;

4° une marque de commerce reconnue au sens de la Loi sur les marques de commerce (L.R.C., 1985, c. T-13), sauf si une version française en a été déposée.

COMMENTAIRES

1. Cet article reprend, en ce qui a trait aux inscriptions sur les produits, les exceptions que prévoyait l'ancien art. 16 :

- le 1° reprend l'ancien paragraphe a, sans modification;
- le 2° reprend l'ancien paragraphe c, sans modification;
- le 3° reprend essentiellement l'ancien paragraphe d, à l'exception de la mention de la date du 25 juillet 1979 en ce qui a trait au nom distinctif d'un produit;
- le 4° reprend l'ancien paragraphe b, à l'exception de la mention de la date du 26 août 1977 en ce qui a trait aux marques de commerce reconnues, mais il restreint la portée de l'exception aux marques dont la version française n'a pas été déposée.

2. Pour déterminer si une entreprise est établie ou non au Québec, au sens du 1°, il y a lieu de se référer à la Loi 95 (Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, (L.R.Q., c. P-45) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994, dont l'art. 6 s'énonce comme suit :

«6. (...) la personne ou la société qui possède une adresse au Québec ou qui, par elle-même ou par l'entremise de son représentant agissant en vertu d'un mandat général, possède un établissement ou un casier postal au Québec, y dispose d'une ligne téléphonique ou y accomplit un acte dans le but d'en tirer un profit, est présumée exercer une activité ou exploiter une entreprise au Québec.»

3. Concernant les toponymes (noms de lieux), les mots «dans cette autre langue», qui ne figuraient pas dans le projet de règlement publié le 13 octobre 1993, ont pour but d'indiquer de façon non équivoque que l'exception vise les toponymes officialisés dans une autre langue que le français.

4. Dans un litige entre parties privées, peuvent être protégées les marques qu'elles soient déposées ou non. Cependant, dans le contexte linguistique du présent règlement, et afin d'appliquer un critère objectif, uniforme et qui ne prête pas à interprétation, l'Office considère que sont visées par l'exception touchant les marques « reconnues » (prévue par le 4° des art. 4, 13 et 25) uniquement les marques déposées auprès du Bureau des marques (OPIC), si les formalités d'enregistrement sont terminées à la date où l'exception est soulevée.

On tient pour acquis que les utilisateurs de ces marques auront soin d'en déposer une version française, à moins qu'il ne s'agisse :

- de marques intraduisibles;
- de marques dont la version française n'aurait aucune valeur commerciale.

5. Les mêmes exceptions se trouvent reproduites aux art. 13 et 25 du règlement, en ce qui a trait aux documents publicitaires et à l'affichage public et à la publicité commerciale. Cette répétition tient à la structure du règlement, dont chaque section s'appuie sur une disposition distincte de la Charte.

8. Un jouet ou un jeu dont le fonctionnement exige l'emploi d'un vocabulaire autre que français peut comporter une inscription rédigée uniquement dans une autre langue que le français, si ce jouet ou ce jeu est également disponible en français sur le marché québécois dans des conditions au moins aussi favorables.

COMMENTAIRES

Ces jouets ou jeux sont ceux qui sont visés par l'art. 54 de la Charte. Cet article s'inspire de l'art. 3 de l'ancien règlement.

8.1 Une liste des ingrédients d'un cosmétique peut être rédigée dans les conditions prescrites par le Règlement sur les cosmétiques (C.R.C., c. 869), avec ses modifications actuelles et futures.

D. 770-2006, a. 1.

COMMENTAIRES

Cet article est entré en vigueur le 16 novembre 2006. L'Office avait approuvé, par une résolution du 14 février 1997, le principe d'une telle modification du règlement, pour tenir compte de la réforme annoncée par Santé Canada visant à rendre obligatoire l'indication des ingrédients sur les emballages des produits cosmétiques, selon les normes internationales. Par la suite des consultations ont eu lieu entre Santé Canada et l'Office, en collaboration avec l'Association canadienne des cosmétiques, produits de toilette et parfums (CCTFA).

La nouvelle réglementation publiée par Santé Canada (Gazette du Canada partie II, 1^{er} décembre 2004) a imposé, au terme d'un délai de deux ans, l'obligation de divulguer la liste des ingrédients sur les étiquettes de ces produits, sur la base de la nomenclature internationale INCI (International Nomenclature for Cosmetic Ingredients) également en vigueur dans l'Union européenne, à laquelle certaines adaptations ont été apportées. Ainsi, le règlement énumère en annexe une liste d'une soixantaine de noms triviaux avec leurs équivalents français et anglais, dont l'usage sera obligatoire dans ces deux langues, à défaut d'utiliser uniquement le nom trivial selon la norme européenne.

L'emballage, les modes d'emploi et les documents d'accompagnement des produits cosmétiques demeurent soumis à la règle générale de l'art. 51.

9. La présente section n'a pas pour effet d'empêcher la présentation d'une inscription sur un produit au moyen de toute combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres, ou au moyen de pictogrammes, de chiffres, ou encore de sigles.

COMMENTAIRES

Cet article, qui est répété aux art. 14 et 26, reprend l'art. 20 de l'ancien règlement. Cette répétition était inévitable vu le mode de rédaction du règlement.

SECTION II

DÉROGATIONS À L'ARTICLE 52 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

10. Les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et toute autre publication de même nature peuvent être rédigés en deux versions distinctes, l'une uniquement en français, l'autre uniquement dans une autre langue, à la condition que la présentation matérielle de la version française soit disponible dans des conditions d'accessibilité et de qualité au moins égales à celle rédigée dans une autre langue.

Toutefois, la version qui est rédigée uniquement dans une autre langue peut être insérée dans un organe d'information publiant uniquement dans cette langue; elle peut également être envoyée à une personne physique qui a demandé, par écrit, de recevoir de tels documents dans cette autre langue.

En outre, les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et toute autre publication de même nature destinés à des personnes appartenant à un même groupe ethnique peuvent être rédigés uniquement dans la langue de ce groupe.

COMMENTAIRES

1. Cet article s'inspire de l'art. 15 de l'ancien règlement, sauf que :

1° la règle prévoyant la distribution de documents en versions distinctes n'est plus formulée de façon impérative, mais facultative;

2° cette règle énonce expressément la possibilité de distribuer la version dans une autre langue sous forme d'encart inséré dans un périodique diffusé uniquement dans cette langue.

2. La règle permettant la rédaction de tels documents uniquement dans la langue d'un groupe ethnique, lorsqu'ils sont destinés aux membres de ce groupe, est nouvelle. Elle ne figurait pas non plus dans le texte republié le 13 octobre 1993 à la Gazette officielle du Québec.

11. Les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et toute autre publication de même nature concernant un produit culturel ou éducatif au sens de l'article 2, concernant une activité culturelle ou éducative tels un spectacle, un récital, un discours, une conférence, un cours, un séminaire ou une émission de radio ou de télévision ou faisant la promotion d'un organe d'information, peuvent être rédigés uniquement dans une autre langue que le français si, selon le cas, le contenu du produit culturel ou éducatif est dans cette autre langue, l'activité se déroule dans cette autre langue ou l'organe d'information diffuse dans cette autre langue.

COMMENTAIRES

Dans tous les cas, l'exception prévue par cet article vise la langue inhérente au produit ou à l'activité, ou la langue de l'organe d'information : c'est cette langue même qui peut être utilisée, sans obligation d'utiliser aussi le français, dans les documents publicitaires. Une exception similaire était prévue par l'art. 9 de l'ancien règlement. Par conséquent, contrairement à ce que prévoit l'art. 2 pour les inscriptions sur les produits, les documents publicitaires relatifs à des produits qui ne comportent aucun contenu linguistique doivent être en français.

12. Les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et toute autre publication de même nature relatifs à un congrès, un colloque, une foire ou une exposition, destinés uniquement à un public spécialisé ou restreint, peuvent être rédigés uniquement dans une autre langue que le français.

COMMENTAIRES

Cet article, et l'art. 24, correspondent à l'art. 14 de l'ancien règlement, qui s'appliquait à l'affichage public et à la publicité commerciale visant ces événements, y compris aux documents publicitaires. Il s'agit en fait d'événements auxquels le grand public n'est pas admis, qu'ils soient ou non à caractère international. Voir commentaire à l'art. 24.

13. Dans les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et toute autre publication de même nature, peuvent être rédigés uniquement dans une autre langue que le français:

- 1° la raison sociale d'une entreprise établie exclusivement hors du Québec;
- 2° une appellation d'origine, la dénomination d'un produit exotique ou d'une spécialité étrangère, une devise héraldique ou toute autre devise non commerciale;
- 3° un toponyme désignant un lieu situé hors du Québec ou un toponyme dans cette autre langue officialisé par la Commission de toponymie du Québec, un patronyme, un prénom ou un nom de personnage, de même qu'un nom distinctif à caractère culturel;
- 4° une marque de commerce reconnue au sens de la Loi sur les marques de commerce, sauf si une version française en a été déposée.

COMMENTAIRES

Cet article reprend, à l'égard des documents publicitaires, chacune des exceptions que prévoit l'art. 7 en matière d'inscription sur les produits. Cette répétition tient à la structure du règlement, dont chaque section s'appuie sur une disposition distincte de la Charte.

14. La présente section n'a pas pour effet d'empêcher l'utilisation, dans les catalogues, les brochures, les dépliants, les annuaires commerciaux et dans toute autre publication de même nature, de toute combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres, ou l'utilisation de pictogrammes, de chiffres, ou encore de sigles.

COMMENTAIRES

Ce texte, qui est repris aux art. 9 et 26, correspond à l'art. 20 de l'ancien règlement.

SECTION III

L'AFFICHAGE PUBLIC ET LA PUBLICITÉ COMMERCIALE

15. La publicité commerciale d'une entreprise, présentée sur des panneaux-réclame, sur des affiches ou sur tout autre support d'une superficie de 16 mètres carrés ou plus et visible de tout chemin public, au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), doit être faite uniquement en français à moins que cette publicité ne soit située sur les lieux mêmes des établissements de cette entreprise.

COMMENTAIRES

Cet article est le premier de deux articles qui, dans le présent règlement, interdisent l'emploi d'une autre langue que le français. Noter qu'à la différence de l'art. 58 de la Charte, ces deux articles ne s'appliquent qu'à la « publicité commerciale » et non à « l'affichage public ».

16. La publicité commerciale d'une entreprise doit être faite uniquement en français sur ou dans tout moyen de transport public et ses accès, y compris les abribus.

COMMENTAIRES

1. Cet article est le second article du présent règlement qui interdit l'emploi d'une autre langue que le français dans l'affichage commercial. La règle prévue ici a le même effet que celle qui était prévue, jusqu'au 22 décembre 1993, par l'art. 58 (paragraphe 2 du deuxième alinéa) de la Charte, tel qu'il avait été modifié par la Loi 178 (1988, chapitre 54).

17. L'affichage public placé sur ou dans un véhicule servant régulièrement au transport de voyageurs ou de marchandises, à la fois au Québec et hors du Québec, peut être fait à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon au moins aussi évidente.

JURISPRUDENCE

1. P.G. du Québec c/ Location Rentan Rentals limitée, Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 13 mai 2004, juge Maximilien Polak (Montréal 500-61-138665-022)

L'entreprise, qui fait le transport de meubles et d'électroménagers au Québec et en Ontario, est poursuivie pour ne pas avoir respecté la règle de la nette prédominance du français dans l'affichage public sur son camion, contrairement à l'art. 58. La question est de savoir si ces activités de transport donnent ou non ouverture à l'application de l'exception prévue par l'art. 17 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires, qui autorise l'affichage bilingue, sans prédominance du français, pour les véhicules circulant « régulièrement » à la fois au Québec et hors du Québec. Le ministère public soutient que le véhicule ne circule pas régulièrement au Québec et hors du Québec, mais plutôt de façon occasionnelle. La preuve révèle que pendant la période examinée, 20 % du kilométrage a été parcouru en Ontario, et qu'il ne s'est pas écoulé un trimestre sans que le véhicule ne circule en Ontario. La défenderesse, dont le siège social est à Montréal, a des succursales à Ottawa et à Toronto. Le juge conclut qu'il n'est pas nécessaire, pour que l'art. 17 s'applique, que le nombre de kilomètres parcourus au Québec et hors du Québec soient équivalents, ou que le transport hors Québec soit fait à peu près aussi souvent qu'au Québec. Il s'appuie à cette fin sur la jurisprudence en matière de transport interprovincial. La défenderesse est acquittée.

2. P.G. du Québec c/ St-Germain Transport (1994) inc., Cour du Québec ch. criminelle et pénale, 3 août 2006, juge Donald Bissonnette J.C.Q. (Drummond 405-61-012384-049)

Les remorques des camions de la société défenderesse, qui exploite un service de transport interprovincial, comportent des messages affichés uniquement en anglais, soit « Coast to Coast Services » et « Class of 200_ », contrairement à l'art. 58 de la Charte, et contrairement à l'exception prévue par l'art. 17 du règlement sur la langue du commerce et des affaires, qui autorise le bilinguisme

(sans prédominance du français) en matière de transport interprovincial. En défense la société invoque le fait que le message « Coast to Coast » est une marque de commerce utilisée depuis les années 1970. Elle allègue aussi que le message « Class of 200_ » vise à annoncer l'année de fabrication du camion. Dans le premier cas le tribunal reconnaît l'existence d'une marque de commerce, visée par l'exception prévue par le règlement à l'art. 25,4°. Cependant, le message « Class of 200_ » est incontestablement une forme d'affichage public, et l'absence de toute version française de ce message sur les camions constitue une violation de la loi. En conséquence la défenderesse est reconnue coupable de l'infraction qui lui est reprochée.

COMMENTAIRES

1. Cet article correspond au deuxième alinéa de l'ancien art. 19, sauf le mot « régulièrement » qui remplace le mot « habituellement », jugé trop vague et insuffisamment normatif. De plus, le renvoi « sous réserve de l'art. 16 », présent dans le texte prépublié le 13 octobre 1993, a disparu. Cette mention aurait eu pour effet d'imposer l'emploi exclusif du français sur les autocars destinés au transport interprovincial, par application de l'art. 16. Sa suppression donne ouverture à l'art. 17, qui autorise l'emploi du français et d'une autre langue (en pareil cas le texte en français doit être visible de chaque côté du véhicule).

2. Les 1^{er} et 3^e alinéas de l'ancien art. 19 étaient inutiles et n'ont pas été repris, sauf la règle visant les messages relatifs à la sécurité, reprise à l'art. 18, mais de façon telle qu'elle s'applique à toutes les entreprises et non pas seulement à celles opérant dans le domaine du transport interprovincial.

18. L'affichage public relatif à la santé ou à la sécurité publique peut se faire à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon au moins aussi évidente.

COMMENTAIRES

Cet article prévoit une exception nouvelle. Il étend à l'affichage fait par les particuliers ou les entreprises la règle relative à l'affichage de l'Administration prévue à l'art. 22 de la Charte. L'exception vise les messages jugés nécessaires en cas d'urgence ou de danger imminent.

19. L'affichage public d'un musée, d'un jardin botanique ou zoologique ou d'une exposition culturelle ou scientifique peut, sur les lieux mêmes où ils sont situés, être fait à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon au moins aussi évidente.

COMMENTAIRES

Cet article est nouveau et reprend à quelques nuances près l'exception prévue à l'art. 3 du Règlement sur l'affichage de l'Administration. Toutefois ce dernier vise aussi « les lieux destinés à l'accueil ou à l'information des touristes » et les « sites touristiques ». Ces cas ne sont pas visés par l'art. 19.

20. L'affichage public et la publicité commerciale relatifs à un événement destiné à un public international ou à un événement dont les participants viennent en majorité de l'extérieur du Québec peuvent se faire, lorsqu'ils sont reliés directement à la nature et au but manifeste de l'événement, à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon au moins aussi évidente.

COMMENTAIRES

Cet article reprend intégralement l'ancien art. 13. L'exception qu'il prévoit s'applique aux événements à caractère international qui par définition sont destinés au grand public : match de baseball professionnel, course de Formule 1, etc. Ce caractère international doit découler de la nature même de l'événement. Le fait que les organisateurs le qualifient d'international ne suffit pas, en soi, à en faire un événement destiné à un public international, au sens du règlement. La publicité commerciale non reliée à l'événement demeure assujettie à l'art. 58 de la Charte.

21. L'affichage public du mode d'utilisation d'un appareil installé en permanence dans un lieu public peut être fait à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon au moins aussi évidente.

COMMENTAIRES

1. Cet article reprend l'exception prévue au paragraphe d de l'ancien art. 5, lequel mentionnait expressément certains appareils comme les ascenseurs, les « distributeurs automatiques », les pompes à essence, et « tout autre produit de même nature installé en permanence dans un lieu public ». Cette énumération ayant été supprimée, il n'est plus nécessaire de s'interroger sur la nature du produit. Il suffit qu'il soit installé en permanence dans un lieu public.

2. L'exception s'applique à toute mention destinée à expliquer au public comment fonctionne un appareil et par extension à toute mention indiquant à quoi sert un objet quelconque mis à la disposition du public : machine à café, boîte aux lettres.

22. Sauf s'ils sont véhiculés dans un organe d'information diffusant en français, l'affichage public et la publicité commerciale d'un produit culturel ou éducatif au sens de l'article 2, d'une activité culturelle ou éducative au sens de l'article 11, ou d'un organe d'information peuvent être faits uniquement dans une autre langue que le français si, selon le cas, le contenu du produit culturel ou éducatif est dans cette autre langue, l'activité se déroule dans cette autre langue ou l'organe d'information diffuse dans cette autre langue.

COMMENTAIRES

1. Cet article élargit la portée de l'exception relative aux produits culturels ou éducatifs, aux activités culturelles ou éducatives, et aux organes d'information. L'ancien art. 8 prescrivait l'emploi du français et de la langue inhérente au produit ou à l'activité, ou de la langue de diffusion de l'organe d'information. Cet article prévoit maintenant que dans ces cas l'emploi du français n'est pas obligatoire, et cette « exception culturelle » s'appliquerait aussi dans les situations visées par les art. 15 (panneaux-réclame mesurant 16 m² et plus) et 16 (transports en commun).

2. L'exception s'applique notamment à l'affichage faisant la promotion de films projetés en version originale, ou dans une autre langue que le français. Dans un cinéma, elle ne permettrait pas d'afficher du matériel publicitaire dans une autre langue, lorsque le film est en français ou qu'il n'est pas encore en salle, et l'affichage relatif à un film projeté en français doit être en français (ou en français nettement prédominant), tant que la version dans une autre langue n'est pas projetée sur place. Dans les clubs vidéos, où sont vendus ou loués des films (vidéocassettes ou DVD), l'ensemble de l'affichage peut être à la fois en français et dans une autre langue, si l'établissement tient des films dans une autre langue, mais l'affichage ayant trait à un film en particulier sera fait dans la langue du produit. L'exception s'appliquerait de la même manière à une librairie qui offre à la fois des livres en français et dans une autre langue. Dans ces établissements, il ne sera pas tenu compte de la proportion des films ou des livres en français et dans une autre langue (mais un établissement qui n'offrirait que des films ou des livres dans une autre langue ne serait pas tenu d'afficher en français).

23. L'affichage public par une personne physique, à des fins non professionnelles ou non commerciales, peut être fait dans la langue de son choix.

COMMENTAIRES

Cet article reprend essentiellement l'ancien art. 12.

24. L'affichage public et la publicité commerciale relatifs à un congrès, un colloque, une foire ou une exposition destinés uniquement à un public spécialisé ou restreint, peuvent être faits, pendant la durée de ces événements, uniquement dans une autre langue que le français.

COMMENTAIRES

Cet article correspond à l'ancien art. 14. Il reprend, en ce qui a trait à l'affichage public et à la publicité commerciale, l'exception prévue par l'art. 12 à l'égard des imprimés publicitaires. Contrairement à ce qui était prévu par l'ancien art. 14, l'exception ne s'applique pas exclusivement sur les lieux où se tient l'événement, mais l'affichage public et la publicité commerciale doivent être destinés aux participants.

25. Dans l'affichage public et la publicité commerciale, peuvent être rédigés uniquement dans une autre langue que le français:

1° la raison sociale d'une entreprise établie exclusivement hors du Québec;

2° une appellation d'origine, la dénomination d'un produit exotique ou d'une spécialité étrangère, une devise héraldique ou toute autre devise non commerciale;

3° un toponyme désignant un lieu situé hors du Québec ou un toponyme dans cette autre langue officialisé par la Commission de toponymie du Québec, un patronyme, un prénom ou un nom de personnage, de même qu'un nom distinctif à caractère culturel;

4° une marque de commerce reconnue au sens de la Loi sur les marques de commerce, sauf si une version française en a été déposée.

COMMENTAIRES

1. Cet article reprend mot pour mot, en ce qui a trait à l'affichage public et à la publicité commerciale, les diverses exceptions prévues par les art. 7 et 13 en ce qui a trait respectivement aux inscriptions sur les produits et aux imprimés publicitaires. Cette répétition tient à la structure du règlement dont chaque section s'appuie sur une disposition distincte de la Charte.

2. En ce qui a trait aux marques de commerce « reconnues » (4^o), voir le commentaire sous l'art. 7. Lorsque ces marques sont effectivement visées par l'exception que prévoit le règlement, leur utilisation dans l'affichage public, notamment comme noms d'établissements, doit quand même respecter la règle de la formulation des raisons sociales (art. 27 du règlement), ou à défaut, et de manière supplétive, respecter la règle de la nette prédominance du français prévue par l'art. 58 de la Charte.

26. La présente section n'a pas pour effet d'empêcher l'utilisation dans l'affichage public et la publicité commerciale de toute combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres, ou l'utilisation de pictogrammes, de chiffres, ou encore de sigles.

COMMENTAIRES

Cet article reprend essentiellement, à l'égard de l'affichage public et de la publicité commerciale, les dispositions des art. 9 et 14 qui visent respectivement les inscriptions sur les produits et les imprimés publicitaires.

SECTION IV

EXPRESSION POUVANT FIGURER COMME SPÉCIFIQUE DANS UNE RAISON SOCIALE

27. Peut figurer comme spécifique dans une raison sociale, une expression tirée d'une autre langue que le français, à la condition qu'elle soit accompagnée d'un générique en langue française.

COMMENTAIRES

Cet article reprend mot pour mot l'ancien art. 18. On entend par une expression tirée d'une autre langue que le français une expression qui a un sens dans cette autre langue, sans égard aux modifications orthographiques apportées par ex. «nite» au lieu de «night», ou «lite» au lieu de «light»...), ou dont l'un des éléments constitutifs a un sens dans cette autre langue. Si une marque de commerce dans une autre langue que le français est utilisée comme élément d'une raison sociale, la règle relative au générique s'applique. Si le terme utilisé comme générique a le même sens en français et dans une autre langue (par ex. : centre, boutique, restaurant, transport, etc.), il doit en principe précéder le spécifique, sauf si l'usage français admet l'inversion dans un cas particulier.

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES

28. Le présent règlement remplace le Règlement sur la langue du commerce et des affaires (R.R.Q., 1981, c. C-11, r. 9).

29. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec.

COMMENTAIRES

Ce règlement a été publié à la Gazette officielle du Québec le 22 décembre 1993.

RÈGLEMENT SUR L'AFFICHAGE DE L'ADMINISTRATION

D. 1756-93

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 22)

1. En bordure de tout chemin public, au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2), emprunté par les visiteurs pour entrer au Québec ou en sortir, l'affichage de l'Administration qui leur est destiné peut être fait à la fois en français et dans une autre langue jusqu'à une distance de 15 kilomètres du point d'entrée au Québec, pourvu que le français y figure de façon nettement prédominante au sens du règlement qui précise la portée de cette expression pour l'application de la Charte de la langue française.

COMMENTAIRES

L'exception prévue par cet article ne vise que l'affichage destiné aux « visiteurs », c'est-à-dire qui contient des messages jugés nécessaires dans l'intérêt d'un automobiliste qui ne connaît pas bien le Québec : par exemple, « détecteurs de radar interdits ».

2. Sous réserve de l'article 3, l'affichage de l'Administration relatif à des activités de nature similaire à celles d'entreprises commerciales peut être fait à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon nettement prédominante au sens du règlement qui précise la portée de cette expression pour l'application de la Charte de la langue française, sauf:

1° si cet affichage est fait sur des panneaux-réclame, sur des affiches ou sur tout autre support d'une superficie de 16 mètres carrés ou plus et visible de tout chemin public au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière;

2° si cet affichage est fait sur ou dans tout moyen de transport public et ses accès, y compris les abribus.

COMMENTAIRES

L'exception prévue par cet article vise notamment les messages publicitaires de Loto-Québec ou de la S.A.Q. Cependant, en vertu des paragraphes 1° et 2°, l'Administration demeure tenue à l'unilinguisme français dans les cas prévus par les art. 15 et 16 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires.

3. L'affichage d'un musée, d'un jardin botanique ou zoologique, d'une exposition culturelle ou scientifique, d'un lieu destiné à l'accueil ou à l'information des touristes ou de tout autre site touristique peut, sur les lieux mêmes où ils sont situés, être fait à la fois en français et dans une autre langue, pourvu que le français y figure de façon au moins aussi évidente.

COMMENTAIRES

1. Alors que les art. 1 et 2 prescrivent la nette prédominance du français, dans les cas où l'Administration choisit d'employer aussi une autre langue, l'art. 3 permet que le français et l'autre langue figurent sur un pied d'égalité.

2. *Cet article est apparenté à l'art. 19 du Règlement sur la langue du commerce et des affaires, mais il vise en outre les lieux destinés à l'accueil ou à l'information des touristes et les sites touristiques.*

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

COMMENTAIRES

Ce règlement a été publié à la Gazette officielle du Québec le 22 décembre 1993.

RÈGLEMENT PRÉCISANT LA PORTÉE DE L'EXPRESSION «DE FAÇON NETTEMENT PRÉDOMINANTE» POUR L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

D. 1756-93

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 93)

1. Dans l'affichage de l'Administration et dans l'affichage public et la publicité commerciale affichée faits à la fois en français et dans une autre langue, le français figure de façon nettement prédominante lorsque le texte rédigé en français a un impact visuel beaucoup plus important que le texte rédigé dans l'autre langue.

COMMENTAIRES

1. La définition de la «nette prédominance» s'applique à la fois à l'affichage de l'Administration, dans les cas prévus par les art. 1 et 2 du Règlement sur l'affichage de l'Administration, et à l'affichage fait par les particuliers et les entreprises, conformément au régime général établi par l'art. 58 de la Charte.

2. Cet article prévoit, à proprement parler, la définition de la «nette prédominance». Les art. 2, 3 et 4, avec les présomptions qu'ils contiennent, n'excluent pas l'utilisation d'autres moyens de donner au français un impact visuel beaucoup plus important. En d'autres termes, il y a lieu de présumer que la loi est respectée lorsqu'on se conforme aux critères des art. 2, 3 et 4, mais dans tout autre cas, la conformité à l'article premier suffit à la nette prédominance du français.

3. Sauf en ce qui a trait aux supports mobiles ou rotatifs, le texte français doit être visible en permanence pour qu'on puisse juger de son impact visuel. Chaque message rédigé dans une autre langue doit obligatoirement être accompagné, dans le même champ visuel, d'un message en français de même teneur, dont l'impact visuel est beaucoup plus important. On ne peut juger de l'impact visuel de messages quelconques les uns par rapport aux autres, à moins de pouvoir les évaluer en même temps, sans avoir à se déplacer d'un point à un autre dans un établissement.

2. Lorsque les textes rédigés à la fois en français et dans une autre langue sont sur une même affiche, le texte rédigé en français est réputé avoir un impact visuel beaucoup plus important si les conditions suivantes sont réunies:

1° l'espace consacré au texte rédigé en français est au moins deux fois plus grand que celui consacré au texte rédigé dans l'autre langue;

2° les caractères utilisés dans le texte rédigé en français sont au moins deux fois plus grands que ceux utilisés dans le texte rédigé dans l'autre langue;

3° les autres caractéristiques de cet affichage n'ont pas pour effet de réduire l'impact visuel du texte rédigé en français.

3. Lorsque les textes rédigés à la fois en français et dans une autre langue sont sur des affiches distinctes et de même dimension, le texte rédigé en français est réputé avoir un impact visuel beaucoup plus important si les conditions suivantes sont réunies:

1° les affiches sur lesquelles figure le texte rédigé en français sont au moins deux fois plus nombreuses que celles sur lesquelles figure le texte rédigé dans l'autre langue;

2° les caractères utilisés dans le texte rédigé en français sont au moins aussi grands que ceux utilisés dans le texte rédigé dans l'autre langue;

3° les autres caractéristiques de cet affichage n'ont pas pour effet de réduire l'impact visuel du texte rédigé en français.

COMMENTAIRES

Le projet de règlement, publié à la Gazette officielle du Québec le 13 octobre 1993, comportait, aux art. 3 et 4, un paragraphe supplémentaire qui s'énonçait comme suit :

«La distance entre les affiches et la répartition de ces dernières n'ont pas pour effet de réduire l'impact visuel du texte rédigé en français».

Ce paragraphe n'est pas repris dans le texte du règlement.

4. Lorsque les textes rédigés à la fois en français et dans une autre langue sont sur des affiches distinctes de dimensions différentes, le texte rédigé en français est réputé avoir un impact visuel beaucoup plus important si les conditions suivantes sont réunies:

1° les affiches sur lesquelles figure le texte rédigé en français sont au moins aussi nombreuses que celles sur lesquelles figure le texte rédigé dans l'autre langue;

2° les affiches sur lesquelles figure le texte rédigé en français sont au moins deux fois plus grandes que celles sur lesquelles figure le texte rédigé dans l'autre langue;

3° les caractères utilisés dans le texte rédigé en français sont au moins deux fois plus grands que ceux utilisés dans le texte rédigé dans l'autre langue;

4° les autres caractéristiques de cet affichage n'ont pas pour effet de réduire l'impact visuel du texte rédigé en français.

5. Le présent règlement remplace le Règlement facilitant la mise en œuvre du second alinéa de l'article 58.1 de la Charte de la langue française édicté par le décret 1130-89 du 12 juillet 1989.

6. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

COMMENTAIRES

Ce règlement a été publié à la Gazette officielle du Québec le 22 décembre 1993.

**RÈGLEMENT DE L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE SUR LA DÉFINITION
DE « SIÈGE SOCIAL » ET SUR LA RECONNAISSANCE DES SIÈGES SOCIAUX
POUVANT FAIRE L'OBJET D'ENTENTES PARTICULIÈRES AVEC L'OFFICE**

(R.R.Q., 1981, c. C-11, r. 3)

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 144)

1. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « entente » : une entente particulière au sens de l'article 144 de la Loi;
- b) « Loi » : la Charte de la langue française ;
- c) « Office » : l'Office de la langue française.

COMMENTAIRES

1. À l'origine ce règlement se fondait sur l'ancien texte de l'art. 144 (tel qu'il se lisait en 1977), qui conférait un pouvoir réglementaire à l'Office concernant la définition des sièges sociaux :

« 144. L'application des programmes de francisation à l'intérieur des sièges sociaux peut faire l'objet d'ententes particulières avec l'Office. Tant qu'une telle entente est en vigueur, le siège social concerné est réputé respecter les articles 136 à 156. L'Office, par règlement, définit ce qu'est un siège social et reconnaît les sièges sociaux qui peuvent se prévaloir du présent article. »

2. Ce pouvoir réglementaire avait été repris dans le texte de l'art. 144.1, édicté en 1983, afin de partager le pouvoir réglementaire entre le gouvernement et l'Office, le premier ayant compétence sur le contenu des ententes, le second sur la définition des sièges sociaux. Il a été abrogé en 1993 et ces pouvoirs se trouvent aujourd'hui regroupés dans le texte de l'art. 144, dont le deuxième alinéa en confie l'exercice au gouvernement.

2. Suivant les termes de la Loi et du présent règlement, on entend par « siège social » les postes qu'occupent les personnes physiques chargées, à l'échelle pancanadienne ou internationale, des activités de la direction générale, des directions fonctionnelles ou des directions de service de l'ensemble d'une entreprise, ou de son bureau principal lorsque le siège social de l'entreprise se trouve à l'extérieur du Canada.

Les membres du conseil d'administration ainsi que les cadres, leurs adjoints et le personnel affectés aux activités de la direction générale, des directions fonctionnelles ou des directions de service de l'ensemble de l'entreprise ou de son bureau principal font également partie du siège social.

COMMENTAIRES

Cet article définit le siège social pour les fins du règlement et de l'application de l'art. 144. La définition est juridiquement contraignante, mais les termes contenus dans la définition sont eux-mêmes susceptibles d'interprétation. Sur le plan administratif, et pour des motifs d'uniformité et de cohérence dans l'application, on s'en tiendra aux définitions suivantes :

« échelle pancanadienne ou internationale » vise le domaine de responsabilité des personnes qui sont en poste au siège social, ce domaine s'étendant soit à l'ensemble du Canada, soit à l'étranger ;
 « direction* générale » vise tout ce qui touche la régie d'entreprise, et la coordination des autres directions de l'entreprise ;
 « direction* fonctionnelle » correspond à un poste de responsabilité supérieure relevant directement du Pdg et chargé d'une des missions de l'entreprise ;
 « direction* de service » vise un poste de responsabilité supérieure relevant directement du Pdg et chargé de services internes offerts aux directions fonctionnelles ; »
 (*note : le terme direction s'entend d'une entité administrative regroupant à la fois le personnel cadre, les professionnels et le personnel de soutien, qui sont de fait affectés aux activités de gestion orientées vers l'extérieur du Québec.)

« bureau principal » est utilisé comme équivalent de « siège social », quand l'entreprise a un siège social international qui ne se trouve pas au Canada, et que l'ensemble des activités au Canada sont gérées à partir du centre de décision situé au Québec.

3. Au sens de la Loi et du présent règlement, les postes qu'occupent les chercheurs ainsi que les personnes physiques affectées à la direction, à la conception et à l'exécution des activités de recherche et de développement d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises font également partie du siège social.

COMMENTAIRES

Le texte actuel de l'art. 144 de la Charte vise explicitement les « centres de recherche » (mention qui se retrouvait déjà à l'art. 144.1 édicté en 1983 et abrogé en 1993), ce qui ouvre la porte à des ententes distinctes portant sur les centres de recherche, mais cette expression ne se trouve pas dans le règlement, qui considère que les chercheurs font partie du siège social. Ce défaut de concordance ne fait pas obstacle à l'application de la loi. Par ailleurs on observe que les activités de recherche et de développement ne sont pas définies. Sur le plan administratif, et par souci de cohérence dans l'application de la loi, on retiendra la définition suivante qui fait consensus :

« recherche et développement » : activités visant soit l'avancement des connaissances scientifiques, soit la conception et la mise au point de nouveaux produits, ou encore le perfectionnement de produits déjà existants, dans une entreprise, ou dans un groupe d'entreprises, à l'exception toutefois des laboratoires ou des installations exclusivement consacrés aux tests de contrôle de la qualité.

4. Tout siège social établi au Québec par une entreprise dont l'activité s'étend hors du Québec et dont la moyenne des revenus bruts, au cours des 3 années précédant la demande, provient directement ou indirectement pour plus de 50 % de l'extérieur du Québec a droit, sur demande écrite de l'entreprise, d'être reconnu comme pouvant faire l'objet d'une entente.

COMMENTAIRES

Le règlement paraît énoncer deux critères distincts, le premier étant celui de l'extension des activités hors du Québec, et le second, celui du chiffre d'affaires provenant de l'extérieur du Québec. Le critère décisif, qui doit déterminer l'admissibilité de l'entreprise, est en fait celui de l'extension des activités hors du Québec. Pour respecter la raison d'être des ententes particulières, il faut considérer que l'extension des activités réfère à des activités de gestion touchant du personnel hors Québec qui relève de décisions prises au Québec. Dans ce contexte, le pourcentage du chiffre d'affaires est utilisé comme indicateur de l'importance des « activités hors Québec ». Il permet de distinguer entre deux catégories d'entreprises, celles qui sont admissibles de plein droit (art. 4) et celles qui sont admissibles seulement si elles satisfont à certaines conditions supplémentaires (art. 5). Il s'ensuit qu'une entreprise exportatrice n'exerçant aucune activité de gestion à l'égard de personnes en poste hors du Québec, ou d'établissements situés hors du Québec, ne serait pas admissible à une entente.

5. Toute entreprise dont l'activité s'étend hors du Québec et dont la moyenne des revenus bruts, au cours des 3 années précédant la demande, provient pour moins de 50 % de l'extérieur du Québec peut demander par écrit à l'Office que son siège social établi au Québec soit reconnu comme pouvant faire l'objet d'une entente si l'entreprise ne peut se conformer, dans l'exécution de son programme de francisation à l'intérieur de son siège social, à l'un des éléments de programme énoncés à l'article 141 de la Loi, malgré qu'il soit tenu compte des articles 142 et 143 de la Loi, à cause de l'une des raisons suivantes :

- a) la fréquence de ses relations avec l'étranger ;
- b) la complexité des techniques qu'elle utilise ;
- c) ses besoins en personnel spécialisé ;
- d) les incidences que l'application de son programme de francisation à l'intérieur de son siège social peut avoir sur sa position concurrentielle.

COMMENTAIRES

1. Les entreprises dont le pourcentage du chiffre d'affaires provient pour moins de la moitié de l'extérieur du Québec doivent faire la preuve que le programme de francisation prévu par l'art. 141 ne peut s'appliquer au sein de leur siège social, et que l'entreprise serait incapable de s'y conformer. Le règlement énumère quatre motifs pouvant être invoqués par l'entreprise, celle-ci ayant le fardeau de la preuve et devant démontrer premièrement que le programme de francisation ne peut s'appliquer, et deuxièmement que l'art. 142, 2^o n'offre pas une solution de rechange appropriée au contexte particulier de cette entreprise.

(Note : La référence aux art. 142 et 143 renvoie à l'ancienne rédaction de ces articles, tels qu'ils se lisaient avant 1993 (L.Q. 1993, c. 40) :

« 142. Les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation des personnes qui sont près de la retraite ou qui ont de longs états de service au sein de l'entreprise.

143. Les programmes de francisation doivent tenir compte des relations de l'entreprise avec l'étranger et du cas particulier des sièges sociaux et des centres de recherche établis au Québec par des entreprises dont l'activité s'étend hors du Québec. »)

2. Le paragraphe a) reprend le critère qu'on retrouve à l'art. 142, 2^o de la Charte, portant sur « les relations de l'entreprise avec l'étranger ».

3. Le paragr. b) fait allusion à des contraintes d'ordre technique, liées non pas au degré de complexité en lui-même, mais au fait que ces techniques complexes puissent exiger d'avoir recours à des équipements ou des méthodes qui n'existent pas au Québec.

4. Le paragr. c) vise les entreprises dont le recrutement à l'extérieur du Québec est indispensable à la poursuite de leurs activités, et qui ne pourraient, à défaut d'une entente particulière, avoir accès au personnel spécialisé nécessaire.

5. Le paragr. d) vise à tenir compte des dimensions économiques de la position de l'entreprise, pour éviter qu'une entreprise ne soit soumise à des exigences de francisation supérieures à celles de ses concurrents. Il faut donc établir quelles sont les entreprises concurrentes, et vérifier si elles bénéficient elles-mêmes d'ententes particulières pour leur siège social ou leur centre de recherche.

6. Aux fins des articles 4 et 5, lorsqu'un siège social est établi au Québec depuis moins de 3 ans par une entreprise dont l'activité s'étend hors du Québec, la moyenne des revenus bruts est calculée pour la période précédant la demande.

COMMENTAIRES

Cet article vise de toute évidence à éviter que les variations importantes du chiffre d'affaires n'aient une incidence sur le critère d'admissibilité d'une entreprise à une entente concernant son siège social.

7. Aux fins des articles 4 et 5, l'entreprise doit, préalablement à sa demande, avoir complété l'analyse de sa situation linguistique.

COMMENTAIRES

Cet article lie la demande d'admissibilité à une formalité imposée par la loi au moment où l'entreprise s'inscrit pour la première fois à l'Office. Par extension, une actualisation de la situation linguistique sera exigée au moment du réexamen de l'entente particulière, au sens de la « loi 104 ».

NOTE : Publié à la Gazette officielle le 20 décembre 1978.

**RÈGLEMENT PRÉCISANT LA PORTÉE DES TERMES ET DES EXPRESSIONS
UTILISÉS À L'ARTICLE 144 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET
FACILITANT SA MISE EN ŒUVRE**

(R.R.Q., 1981, c. C-11, r. 11)

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 93)

1. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « entente » : une entente particulière au sens de l'article 144 de la Loi ;
- b) « Loi » : la Charte de la langue française ;
- c) « Office » : l'Office de la langue française.

2. À l'article 144.1 de la Loi le terme « reconnaît », au premier alinéa, signifie, selon le cas, l'un ou l'autre des actes suivants :

- a) adopter des critères à partir desquels l'Office vérifie si un siège social doit être reconnu comme pouvant faire l'objet d'une entente ;
- b) déterminer les conditions requises pour que les sièges sociaux puissent faire l'objet d'une entente.

COMMENTAIRES

L'abrogation de l'art. 144.1, en 1993, a rendu sans objet les définitions prévues par cet article. Édité en 1983, l'art. 144.1 se lisait comme suit :

« 144.1 L'Office reconnaît les sièges sociaux et les centres de recherche qui peuvent se prévaloir de l'art. 144.

Il peut, par règlement, définir ce qu'est un siège social et un centre de recherche et prescrire dans quels cas, à quelles conditions et suivant quelles modalités un siège social et un centre de recherche peuvent être reconnus et faire l'objet d'une entente. »

Depuis 1993, ce pouvoir réglementaire appartient au gouvernement.

3. À l'article 144 de la Loi, l'expression « ententes particulières », à la troisième ligne, signifie les accords négociés entre l'Office et une entreprise visant à autoriser l'utilisation d'une autre langue que le français comme langue de fonctionnement du siège social de cette entreprise tout en comportant des dispositions relatives aux points suivants :

- a) l'utilisation du français au Québec dans les communications avec la clientèle, les fournisseurs, le public, ainsi qu'avec les actionnaires et les détenteurs d'autres titres ;
- b) l'utilisation du français dans les communications avec les dirigeants et le personnel des établissements de l'entreprise au Québec ;
- c) l'utilisation du français dans les communications reliées aux liens contractuels existant entre l'entreprise et les employés du siège social ;

- d) l'utilisation du français dans l'affichage interne dans les lieux où travaillent les personnes faisant partie du siège social ;
- e) l'augmentation à tous les niveaux du nombre de personnes ayant une bonne connaissance de la langue française ;
- f) l'utilisation progressive d'une terminologie française ;
- g) l'adoption d'une politique d'embauche, de promotion et de mutation appropriée à l'utilisation du français ;
- h) les causes de modification, de suspension ou d'annulation de l'entente.

COMMENTAIRES

Cet article reprend, dans le contexte de la négociation du contenu d'une entente particulière, un certain nombre des éléments prévus à l'art. 141 de la Charte en ce qui a trait aux programmes de francisation. Ces éléments se divisent en deux sous-groupes: le premier sous-groupe a trait aux communications entre le siège social et le reste de l'entreprise (éléments a et b), le second vise ce qui se passe à l'intérieur du siège social (éléments c, d, e, f et g). Ainsi, alors que la raison d'être de l'entente est d'autoriser l'usage d'une autre langue que le français, l'usage du français demeure quand même obligatoire dans toutes les situations énumérées.

NOTE : Publié à la Gazette officielle le 20 décembre 1978.

**RÈGLEMENT SUR LA DÉLIVRANCE D'ATTESTATIONS DE CONNAISSANCE DE
LA LANGUE OFFICIELLE EN VUE DE L'ADMISSION AUX ORDRES
PROFESSIONNELS ET SUR CERTAINS ÉQUIVALENTS À CES ATTESTATIONS**

(c. C-11, r. 3.1)

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 35, 3^e et 4^e al.)

1. Un comité d'examen est chargé d'évaluer la connaissance de la langue officielle appropriée à l'exercice d'une profession ou d'une catégorie de professions en établissant un examen qui mesure :

- 1° la compréhension du français oral ;
- 2° la compréhension du français écrit ;
- 3° l'expression orale en français ;
- 4° l'expression écrite en français.

À chacun de ces critères correspond une partie de l'examen : un candidat doit réussir chacune des 4 parties de l'examen.

2. Ce comité est composé de 3 membres dont un est désigné par l'Office de la langue française, un par l'Office des professions du Québec et un par le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

3. L'Office de la langue française tient des séances d'examen au moins 6 fois par année, aux endroits et aux dates qu'il fixe. Les membres du comité d'examen peuvent assister à ces séances.

4. Une personne qui désire se présenter à une séance d'examen en fait la demande à l'Office qui lui en précise l'endroit, la date et l'heure. L'Office transmet à la personne qui s'est présentée à une séance d'examen le résultat dans un délai de 2 semaines après la date de la séance d'examen et il en informe l'ordre professionnel concerné ainsi que l'Office des professions du Québec.

5. L'Office délivre à la personne qui a réussi l'examen une attestation selon laquelle elle possède une connaissance du français appropriée à l'exercice de sa profession.

6. Si la personne échoue l'examen en tout ou en partie, elle peut, dans le mois qui suit la date de la réception des résultats, demander par écrit à l'Office une révision de son examen.

7. L'Office procède à cette révision dans les 2 semaines qui suivent la date de la demande, et informe par écrit le candidat de sa décision.

8. La personne peut se présenter à une séance d'examen tous les 3 mois et autant de fois qu'elle le désire.

9. Sont considérés comme équivalents à l'attestation délivrée par l'Office de la langue française en vertu de l'article 5 :

1° une attestation délivrée par la Régie de la langue française conformément au Règlement relatif à la connaissance d'usage de la langue française nécessaire pour l'obtention d'un permis d'une corporation professionnelle édicté par l'arrêté en conseil 2050-76 du 9 juin 1976;

2° un document délivré avant le 7 septembre 1977 attestant qu'une personne possédait une connaissance d'usage de la langue française, délivré conformément au Règlement concernant les normes d'évaluation de la connaissance d'usage du français d'un immigrant désirant être admis à l'étude ou à l'exercice d'une profession au Québec édicté par l'arrêté en conseil numéro 936 du 10 mars 1971.

10. Le présent règlement remplace le Règlement sur la connaissance de la langue officielle nécessaire pour l'obtention d'un permis d'un ordre professionnel (R.R.Q., 1981, c. C-11, r. 2)

11. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

NOTE : Ce règlement a été publié à la Gazette officielle le 22 décembre 1993.

**RÈGLEMENT AUTORISANT LES ORDRES PROFESSIONNELS À DÉROGER À
L'APPLICATION DE L'ARTICLE 35 DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

(C-11, r. 10.01) (D. 1374-93; L.Q. 1994, c. 40, a. 457)

Charte de la langue française
(L.R.Q., c. C-11, a. 97)

1. Un ordre professionnel visé à l'annexe I du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), ou qui est constitué conformément à ce Code, est autorisé à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11), à l'égard d'une personne qui réside ou a résidé dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N au sens de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. R-13.1), pourvu que :

1° cette personne déclare sous serment ou affirme solennellement au Bureau de l'ordre professionnel qu'elle réside ou a résidé dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N ;

2° cette personne, bien qu'elle n'ait pas de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de sa profession, remplisse par ailleurs toutes les conditions et modalités de délivrance d'un permis prévues au Code des professions et, le cas échéant, à la loi constituant l'ordre professionnel.

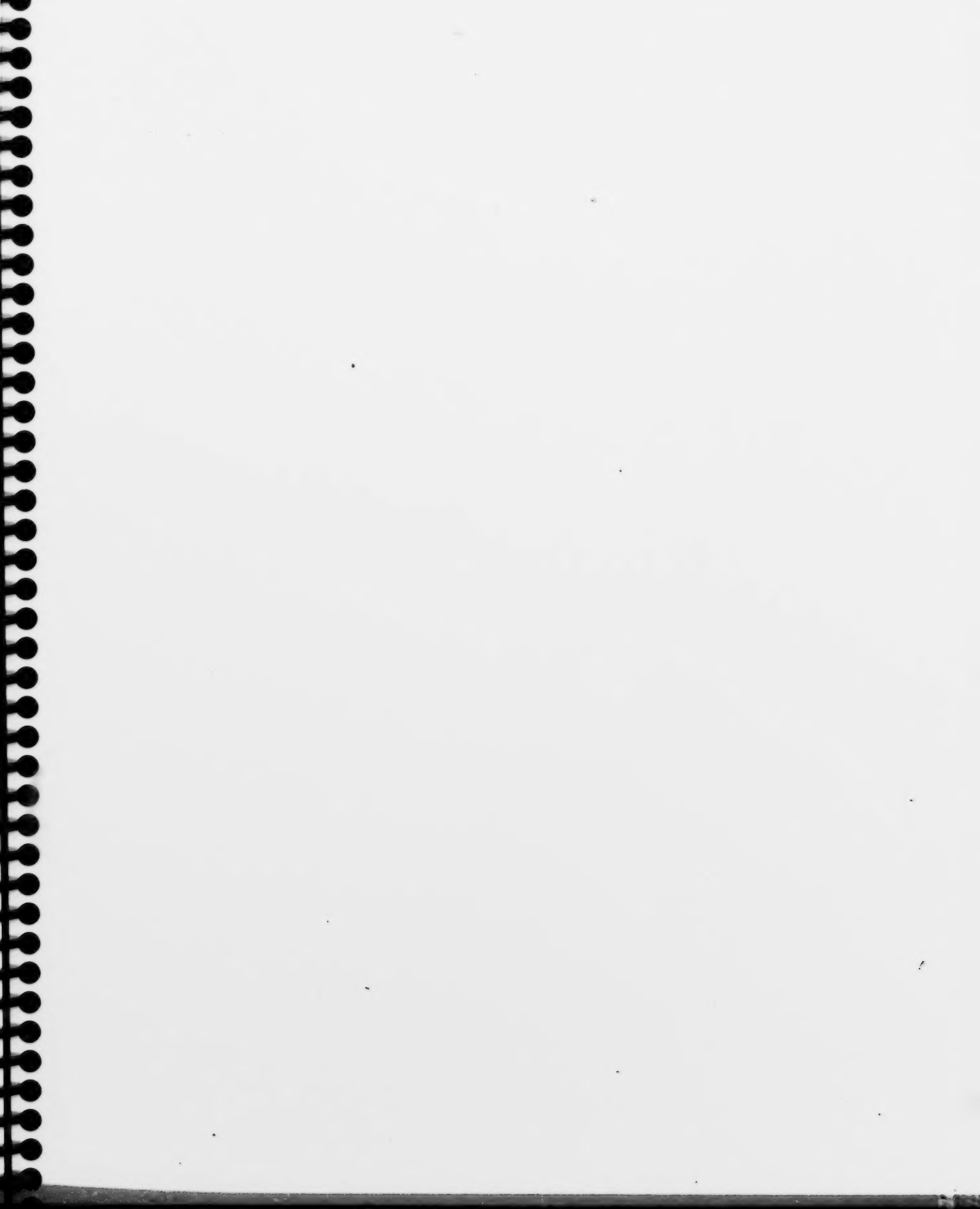
2. Lorsqu'une personne satisfait aux conditions prévues à l'article 1, le Bureau de l'ordre professionnel délivre à cette personne un permis l'autorisant à exercer la profession ou à utiliser le titre, selon le cas, uniquement dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

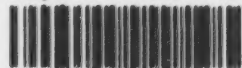
Toutefois, il n'entre en vigueur, à l'égard d'une personne qui réside ou a résidé dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N, qu'à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'article 39 du chapitre 40 des lois de 1993.

NOTE : Ce règlement a été publié à la Gazette officielle le 13 octobre 1993.





Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL B 366 681